



L'homme de La Caverne

Cahier Arts+Spectacles, page C1

Vintage-mania

Cahier Actuel, page B1



MONTRÉAL | MARDI 17 AVRIL 2001 | LE PLUS GRAND QUOTIDIEN FRANÇAIS D'AMÉRIQUE | 117^e ANNÉE > NO 174 > 88 PAGES > 6 CAHIERS | 60 ¢ TAXES EN SUS | EST ET NORD-OUEST DU QUÉBEC > HULL-OTTAWA > 70¢ | FLORIDE 1,75 \$ U.S.

Oui à la ZLEA, mais...

Les Canadiens souhaitent très majoritairement que l'éventuel traité comporte des garanties sur les normes du travail et l'environnement

SONDAGE CROP
La Presse

LE SOLEIL - CBC
RADIO-CANADA

GILLES TOUPIN

OTTAWA — La grande majorité des Canadiens croient que le libre-échange commercial est un outil efficace pour accroître la prospérité générale et ils voient d'un bon oeil la création en 2005 de la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA).

En effet, près de six Canadiens sur dix (57 %) sont plutôt favorables à l'idée de créer une ZLEA alors que seulement 25 % sont d'avis contraire. C'est une opinion qui est majoritaire partout au Canada (60 % au Québec), sauf au Manitoba et en Saskatchewan où l'appui à la ZLEA tombe à 42 %.

C'est ce que nous apprend un sondage de la maison CROP réalisé pour La Presse, Le Soleil, la Société Radio-Canada et CBC entre le 3 et le 9 avril derniers.

Même s'ils applaudissent la ZLEA, les Canadiens n'en ont pas moins des exigences sociales et civiques élevées à l'égard de ce futur pacte commercial. La très vaste majorité d'entre eux, soit 85 %, affirment que la ZLEA devrait comporter des garanties quant au respect des normes du travail dans les pays membres, de même qu'une réglementation sur l'environnement.

Par ailleurs, ils croient que si la ZLEA est bénéfique du point de vue macroéconomique, elle n'est pas sans faille quant à ses effets à court terme sur le portefeuille de monsieur et madame Tout-le-Monde. Par exemple, seulement 37 % des Canadiens estiment que la ZLEA contribuera à la création d'emplois au Canada. Seulement 25 % d'entre eux croient également que la ZLEA ne favorisera pas l'augmentation des salaires des Canadiens. Au contraire, fait ressortir le sondage, beaucoup plus nombreux sont les citoyens qui pensent que la future ZLEA entraînera une diminution des salaires au Canada (48 %) et la perte d'emplois au

Voir **SONDAGE** en A2
Autres informations en A4



Photo ALAIN ROBERGE, La Presse

La GRC aux aguets à Akwesasne

Cinq ou six bateaux de la GRC, dont celui qui pilote le gendarme Michel Arcand sur notre photo, patrouillent continuellement le fleuve Saint-Laurent à la hauteur de la réserve d'Akwesasne, pour empêcher les contestataires de passer la frontière canado-américaine et de gagner le Sommet des Amériques à Québec. À lire en page A3.

Le zèle d'Immigration Canada indigné les organisateurs du Sommet des peuples

KATIA GAGNON

QUÉBEC — Les organisateurs du Sommet des peuples s'indignent du traitement qu'Immigration Canada réserve aux délégués de l'événement à la frontière canadienne : interrogés pendant parfois une heure, détenus dans certains cas, ils sont littéralement « harcelés » par les autorités, soutiennent-ils.

Karen Hansen Kuhn, qui fait partie des 3000 délégués du Sommet en tant que membre du groupe américain Alliance for Responsible Trade, n'en revenait pas. « J'ai voyagé dans le monde entier et je n'ai jamais été traitée d'une telle façon, même dans des pays qui

étaient en pleine guerre civile », a-t-elle lancé lors de la conférence d'ouverture du Sommet des peuples.

À son arrivée à la frontière ontarienne, elle a été interrogée pendant une quarantaine de minutes par les agents d'Immigration Canada et la durée de son séjour a été limitée à sept jours, plutôt qu'à 30 comme c'est



habituellement la norme. « On m'a bombardée de questions : où j'allais, qui j'allais rencontrer, si j'allais manifester. C'était très choquant. Visiblement, ils cherchaient une raison de me refouler. »

Pour Hector de la Cueva, à la tête du Réseau mexicain d'action sur le libre-échange, il s'agit là d'un véritable « harcèlement » de la part des autorités canadiennes. Il a lui-même été interrogé pendant près d'une heure à l'aéroport de Québec, a vu son passeport spécialement estampillé et deux de ses

Voir **ZÈLE** en A2
Autres textes A3 à A7

CANCER DU SEIN

Le temps d'attente avant une chirurgie a doublé au Québec

ALEXANDRE SIROIS

Le temps d'attente entre le premier diagnostic du cancer du sein et la première intervention chirurgicale a « augmenté considérablement » au Québec, depuis le début des années 90, révèle l'étude d'une épidémiologiste de l'hôpital Royal Victoria publiée ce matin dans le *Journal de l'Association médicale canadienne*.

Pour une chirurgie, nécessaire dans la plupart des cas de cancer du sein, le temps d'attente médian était de 29 jours en 1992. Il a

grimpé à 42 jours en 1998, a découvert l'épidémiologiste Nancy Mayo. C'est donc dire que cette année-là, 50 % des Québécoises chez qui une tumeur a été diagnostiquée ont dû patienter plus de 42 jours avant leur chirurgie.

La proportion de femmes en attente d'une chirurgie pendant 90 jours et plus a aussi augmenté, passant de 11,1 % en 1992 à 17,1 % en 1998. Globalement, le nombre de jours d'attente des patientes atteintes du cancer du sein, au Québec, est ainsi passé de 142 695 en 1992 à 272 054 en 1998.

« Ces femmes qui attendent sont stressées. Ce n'est pas quelque chose de bénin, ça provoque beaucoup d'angoisse. Il y a beaucoup de stress dans cette période d'attente », a indiqué le Dr Mayo, qui estime que la situation ne s'est pas améliorée depuis 1998.

Encore pire ?

« Le programme de dépistage pour le cancer du sein a commencé en 1998. Il y a donc maintenant

Voir **SEIN** en A2

Gros contrat pour Bombardier

Au moment où Air Wisconsin confirmait l'achat de 75 avions CRJ, Bombardier Aéronautique annonçait hier la création de 1000 nouveaux emplois d'ici la fin de l'année. D'une valeur de 2,35 milliards, le contrat d'Air Wisconsin, filiale du géant United Airlines, porte sur 75 avions avec une option pour l'achat de 75 autres CRJ. Pour rafler ce lucratif contrat à son rival brésilien Embraer, Bombardier a bénéficié d'un gros coup de pouce d'Ottawa, soit une garantie de prêt évaluée à 1,7 milliard.

Voir nos informations en D1

AUJOURD'HUI DANS LA PRESSE

Actuel	cahier B	Horoscope	E6
Arts	cahier C	Le monde	A17, A19, A20
- horaire spectacles	C4	Loteries	A2, A7, A14
- horaire télévision	C2	Montréal Plus	cahier E
Bandes dessinées	C6	Mots croisés	C6, S10
Bridge	E6	Mot mystère	C6
Décès	E7	Petites annonces	
Économie	cahier D	- immobilier	E4, E5
Éditorial	A21	- marchandises	E5
Êtes-vous observateur		- emplois	E5
	E4	- automobile	E5, E6
Feuilleton	C6	- affaires	D12
Forum	A22, A23		

MÉTÉO Voir page S16

Ciel variable
Maximum 8, minimum -2



6 21924 98765 1

ACCORD LX | 5 ÉTOILES DE LA NHTSA | COTE DE PROTECTION CONTRE LES TONNEAUX

HONDA DONNE DU POUVOIR À VOTRE ARGENT.

298 \$* par mois, location 48 mois
TRANSPORT et PRÉPARATION INCLUS
Option 0 \$ comptant également disponible

*Location-bail offerte exclusivement par Honda Canada Finance Inc. portant sur la berline Accord LX 2001 (modèle CG5541P) neuve. Échange ou comptant de 2 500 \$, la première mensualité et un dépôt de sécurité de 350 \$ sont exigibles. Taxes, assurance et immatriculation en sus. Limite de 96 000 km, frais de 0,10 \$ le kilomètre excédentaire. Sujet à l'approbation du crédit. Tous les détails chez votre concessionnaire Honda. www.honda.ca

Vos concessionnaires Honda du Québec

HONDA

DEMAIN DANS LA PRESSE

Le sport, c'est la ruine

Votre enfant vit pour le sport et vous l'encouragez à persévérer. Mais que faire quand son passe-temps, devenu une passion, coûte des milliers de dollars par année ? À quelques jours du Sommet national sur le sport, qui aura lieu les 27 et 28 avril, à Ottawa, *La Presse* s'est posé la question. Un peu plus haut, un peu plus loin, un peu plus cher, le sport amateur ? « Le coût de participation aux activités sportives est de plus en plus important, parce qu'on instaure un peu partout le principe de l'utilisateu-r-payeur », affirme Claude Pelletier, directeur général de Sports-Québec, un regroupement de 68 fédérations sportives.

À lire demain dans le cahier Actuel.



LOTÉRIES

LA QUOTIDIENNE > À trois chiffres : 9-3-3 > À quatre chiffres : 9-1-3-2

POUR NOUS JOINDRE

La Presse 7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9
www.cyberpresse.ca

RÉDACTION (514) 285-7070

Nouvelles générales
general@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-6808

Éditorial, Forum
edito@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-4816

Actuel
actuel@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-6808

Auto, Mon toit, Santé Voyages
aso@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-6972

Quoi faire aujourd'hui
quoifa@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-6808

Arts, Spectacles, Cinéma, Livres
arts@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-4814

Économie
econo@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-4809

Sports
sports@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 350-4854

Têtes d'affiche
denis.lavoie@lapresse.ca
Télécopieur: (514) 285-6808

RENSEIGNEMENTS (514) 285-7272
PROMOTION (514) 285-7100
COMPTABILITÉ (514) 285-6892
RECouvreMENT (514) 285-6900

PUBLICITÉ

Les petites annonces : (514) 285-7111
Télécopieur : (514) 848-6287
Lundi au vendredi : 8 h 00 à 17 h 30

Décès et remerciements : (514) 285-6816
Lundi au vendredi : 8 h 30 à 17 h 30

Détailants : (514) 285-6931
National et Télé-Plus : (514) 285-7306
Carrières et professions, Nominations : (514) 285-7320

ABONNEMENT (514) 285-6911

abonnement@lapresse.ca
Par Télécopieur : (514) 285-7039
Lundi au vendredi : 6 h 30 à 17 h 30
Samedi : 7 h à midi / Dimanche : 7 h à 11 h

Envois de publication canadienne
Contrat de vente numéro 0531650 Port de retour garanti.
(USPS003692) Champlain N. Y. 12199-1518

Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de La Presse et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous droits de reproduction des informations particulières à La Presse sont également réservés.

SUITES DE LA UNE

SONDAGE

Suite de la page A1

pays (45 %). Contradictions ? Ambivalences ? « De manière apparente, commente Claude Gauthier, vice-président de la maison de sondages CROP. En Allemagne, ils ont fait des études sur la mondialisation et là aussi ils ont constaté que les gens étaient toujours un petit peu ambivalents. Ils se demandent s'ils doivent embarquer là-dedans ou pas. Ils estiment d'une part que la libéralisation et la mondialisation des échanges sont irréversibles, mais ils n'en ont pas encore

vu les bienfaits à court terme dans leur quotidien. Ils voient autour d'eux, par exemple, beaucoup de chômage. Ils se disent en revanche que c'est bon globalement pour l'économie et ils pensent qu'à long terme ils en ressentiront les effets. »

Il faut dire que la perception des accords commerciaux internationaux a beaucoup évolué au Canada depuis dix ans, estime M. Gauthier. Selon le sondage, 45 % des Canadiens aujourd'hui sont d'avis

que l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) entre le Canada, le Mexique et les États-Unis a été bénéfique pour eux. Au Québec seulement, cette proportion monte à 50 %.

« C'est après coup, commente Claude Gauthier, que les gens se rendent compte que ça a eu du bon. »

L'information joue évidemment un rôle prépondérant dans la prise de conscience des Canadiens face aux réalités du commerce international. Près de six Canadiens sur

dix (57 %) se disent familiers, grâce aux médias, avec les concepts de la mondialisation, du libre-échange et avec les accords commerciaux. Le sondage CROP souligne par contre qu'il y a une différence à ce chapitre entre le Canada anglais, où 61 % se considèrent familiers avec ces sujets, et le Québec où seulement 45 % des répondants se disent familiers avec ces notions. De plus, on constate que ces questions sont plus familières aux hommes (64 %) qu'aux femmes (51 %), aux 34-54 ans (63 %) ainsi qu'aux

personnes plus fortunées et plus scolarisées.

À qui bénéficient le plus les accords commerciaux internationaux ? Les Canadiens croient, dans une proportion de 41 %, que ce sont les entreprises qui récoltent le plus les fruits du libre-échange, contre 32 % qui citent les gouvernements, 11 % les consommateurs en général et 2 % les travailleurs. Le sondage note cependant qu'au Québec et dans les Maritimes, on mentionne en premier lieu les gouvernements, puis les entreprises.

MANIFS

Suite de la page A1

panneau de contreplaqué. Entre 1000 \$ et 3000 \$, selon l'ébéniste. Pour l'instant, les clôtures grillagées sont installées, mais elles sont ouvertes. Jusqu'à jeudi, on circule librement. Mais quand le périmètre sera bouclé, une large portion du Vieux-Québec sera interdite, sauf permission.

Georges Radwanli, qui tient une boutique d'art indonésien et africain rue Saint-Jean, est juste en face du « mur ». Il y a deux semaines, il a placardé un énorme « Fuck

le Sommet des Amériques », et « vente pré-manifestation ». « Mes ventes ont quadruplé depuis ! » confie-t-il après avoir dénoncé ces « dictateurs qui viennent (lui) voler une fin de semaine de business. » Hier, il avait déjà barricadé sa vitrine et faisait peindre des barbelés. Il y aura des messages politiques comme « Où est Castro ? » M. Radwanli n'est pas communiste. C'est un « social-démocrate » qui sait compter.

À la Carotte joyeuse, un peu plus

haut, on suggère aux clients de faire leurs emplettes de produits bio avant le 19, au cas où. L'épicerie J.A. Marchand, « la plus vieille en Amérique du Nord » (131 ans) a survécu au grand feu de 1881 et le proprio, Clément Saint-Laurent, se pose une seule question : poser ou ne pas poser les panneaux translucides d'acrylique et de contreplaqué dès mercredi. « Toutes les familles du coin s'en vont pour la fin de semaine. Les autres restent pour surveiller... »

Rue Sainte-Anne, les clients des

terrasses regardent le Château Frontenac derrière le grillage. Émilie Clepper, une fille de 15 ans, chante avec une voix superbe des vieilles tounes folk de Neil Young et Bob Dylan et des compositions. « Le Sommet, je ne sais pas vraiment c'est quoi, mais je pense que dans le fond, c'est une crose pour que les pays riches deviennent plus riches, et les pauvres plus pauvres. » Son prof de morale est contre. Son frère reste dans le périmètre, elle ne pourra pas le visiter en fin de semaine « à cause de ces

messieurs plus importants que moi ».

Le mur a été décoré de ballons et de graffitis. Le Front commun pour la justice sociale du Nouveau-Brunswick a affiché sa banderole à la porte Saint-Jean. Ils sont contre. Place d'Youville, des jeunes jouent du tam-tam. Une déléguée de la CSN raconte à une autre qu'elle a eu grand peine en fin de semaine à démonter son abri Tempo, encore pris dans la glace.

C'est indéfinissable, quelque chose se prépare...

ZÈLE

Suite de la page A1

compatriotes, des étudiants, ont même été détenus pendant 24 heures à l'aéroport de Toronto. « Le Canada a une réputation de défenseur de la démocratie et des droits humains. Mais ici, maintenant, c'est le contraire. Nous voyons ici des choses que nous n'avons jamais vues au Canada. C'est un bien mauvais départ pour le Sommet », dit-il.

On a doublé les forces en place aux frontières canadiennes, soulève le syndicaliste québécois Henri Massé, qui se demande la raison réelle de cette véritable « paranoïa ». « Contre la fièvre aphteuse, ils ont un lavage de pieds et contre les manifestants, ils ont un lavage de cerveau. Ça n'a pas de bon sens », tranche-t-il.

Pour Richard St-Louis, porte-parole d'Immigration Canada, il est normal que les agents d'immigration posent toutes les questions nécessaires s'ils ont des doutes sur l'admissibilité d'une personne. « Il faut s'assurer que la personne qui

est en face de nous a le droit d'entrer. À cause de l'achalandage de Pâques et du contexte pré-Sommet, ça peut effectivement être plus long. On peut à la limite obtenir une ordonnance de détention. Mais c'est du cas par cas », dit-il. Les délégués au Sommet des peuples, un événement pacifique, ne sont pas nécessairement référés aux agents d'immigration, affirme-t-il.

Mais les agents d'Immigration Canada ne sont pas les seuls à avoir soulevé l'ire des organisateurs du Sommet des peuples, qui sont également ulcérés des récents commentaires du premier ministre Jean Chrétien. Ce dernier a indiqué au *Devoir* que la présence des manifestants à Québec le laissait froid. « J'ai vu des protestataires toute ma vie : 400 protestataires, ça ne m'empêchera pas de dormir. Pas même 2000, a lancé M. Chrétien. Ils se disent : on va aller passer une fin de semaine à Québec. On va avoir du fun. On va protester et bla,bla, bla. On va leur payer la

traite. »

« En gros, le premier ministre nous dit que notre opinion ne compte pas. Nous avons ici des organisations qui représentent des milliers et des milliers de personnes des Amériques, je ne crois pas qu'on peut dire que ces voix ne comptent pas », rétorque Diana Bronson, du groupe canadien Common Frontiers.

Ces commentaires « malheureux » n'empêcheront cependant pas les organisateurs du Sommet des peuples de redemander aux chefs d'État de les recevoir formellement pour leur présenter leurs revendications, ce qui leur a déjà été refusé. « La société civile est devenue un interlocuteur incontournable pour les gouvernements. Les échanges ne peuvent pas se faire comme ils se font maintenant. Ce qu'ils ont fait dans le cadre de l'ALENA, ils ne pourraient pas le refaire aujourd'hui parce qu'on a un appui populaire sans précédent », dit M. Massé.



Photo PC
Hector de la Cueva, membre de l'Action mexicaine contre le libre-échange, montre son passeport auquel les douaniers canadiens ont broché un feuillet indiquant qu'il n'a pu entrer au Canada que pour y assister au Sommet des peuples à Québec et qu'il doit quitter le pays le 22 avril prochain.

SEIN

Suite de la page A1

plus de femmes dans le système. Et avec les ressources des hôpitaux qui n'ont pas augmenté en 1999, j'ai peur que les résultats n'aient pu qu'empirer », a dit l'épidémiologiste.

L'équipe de recherche du Dr Mayo a effectué un travail exhaustif, examinant les demandes de paiement des médecins rémunérés à l'acte et les hospitalisations de toutes les femmes du Québec qui ont subi une intervention chirurgicale pour des cas de cancer du sein entre 1992 et 1998.

L'analyse a permis de constater qu'en 1998, il y a eu 5162 interventions chirurgicales contre le cancer du sein, par rapport à 3626 en 1992. Le recours à plus d'un diagnostic a aussi augmenté. La proportion de femmes qui ont obtenu trois diagnostics ou plus se chiffrait à 33 % en 1998, par rapport à 19,2 % en 1992.

Pour le Dr Mayo, le nombre accru de diagnostics a fait grimper le temps d'attente, au même titre que la hausse de la demande (la prévalence de cancer du sein a augmenté d'environ un pour cent par année au cours des 20 dernières années). Cependant, elle montre avant tout du doigt les compressions dans le

secteur de la santé, affirmant qu'elles ont eu un impact sur les délais. « Elles ont eu des effets, et c'est un des effets importants », a-t-elle dit.

Même si personne n'a établi quel devrait être le temps d'attente idéal entre le diagnostic et la chirurgie, les spécialistes s'entendent pour dire qu'il faut opérer « le plus tôt possible » après avoir détecté une tumeur », a écrit le Dr Mayo. Elle a toutefois ajouté qu'une étude britannique sur le sujet n'a pu démontrer qu'un délai de plus de 90 jours entre le premier diagnostic et le traitement pouvait avoir un effet négatif sur la survie des femmes.

Un pays du tiers-monde

Invité à réagir à l'étude du Dr Mayo, le chirurgien-oncologue Jacques Cantin, de l'Hôtel-Dieu du CHUM, a vivement insisté sur l'absence d'impact des délais sur la vie des patientes. « L'histoire naturelle du cancer du sein est longue. Quand les femmes consultent, ça fait plusieurs années sur le plan biologique que la première cellule cancéreuse est apparue, on n'est donc pas à deux ou trois semaines près », a-t-il expliqué.

« Il ne faut pas faire paniquer les femmes et dire qu'il faut qu'elles

soient opérées dès le lendemain, a poursuivi le Dr Cantin, indiquant qu'il se fait maintenant « plus souvent plus de gestes » entre le diagnostic et la chirurgie, comme des traitements de chimiothérapie préopératoire. Le chirurgien a toutefois admis que le manque d'effectifs peut aussi être à la source de l'augmentation du temps d'attente, et que l'impact psychologique était réel.

Lui aussi mis au courant des résultats de l'étude, l'onco-gynécologue Pierre Audet-Lapointe, président de la Fondation québécoise du cancer, a manifesté son inquiétude. « Le cancer a vraiment une incidence psychologique beaucoup plus prononcée que d'autres maladies », a-t-il dit.

Le Dr Audet-Lapointe a aussi soutenu que Québec a lancé un programme de dépistage sans se donner les moyens de traiter plus de cas. « Pourquoi mettre sur pied un système de dépistage si on n'est pas capable de prendre en charge les cas qui sont diagnostiqués ? a-t-il lancé. À ce moment-là, aussi bien faire comme un pays du tiers-monde et ne pas faire de dépistage ! »

BAUME & MERCIER

GENÈVE · 1830

CAPELAND



CHÂTEAU D'IVOIRE
Depuis 1978

2020 rue de la Montagne, Montréal • (514)845-4651



ACTUALITÉS

La GRC double ses effectifs autour d'Akwesasne

MARIE ALLARD

AKWESASNE — Patrouiller le fleuve Saint-Laurent à la hauteur de la réserve d'Akwesasne permet de comprendre pourquoi la région est souvent comparée à une passoire. « Autour de vous se trouvent l'île de Cornwall, en Ontario, le village de Saint-Régis, au Québec, et les États-Unis », indique Michel Arcand, aux commandes d'un des six bateaux de la Gendarmerie royale du Canada qui surveillent les lieux. Pour aller d'une province à l'autre ou d'un pays à l'autre, il suffit de quelques coups de rames. Ou encore de traverser le pont qui relie la partie américaine de la réserve mohawk à sa partie canadienne. Akwesasne chevauche carrément la frontière.

Une chance inouïe pour les contestataires américains qui sont refoulés à la frontière ?

C'est ce que craignent les autorités. « Nous avons doublé nos effectifs, tant sur les autoroutes que sur les voies maritimes, et nous comptons surveiller les environs 24 heures sur 24, jusqu'à la fin du Sommet des Amériques », assure le sergent Richard Hilton, de la GRC. Il reste que depuis que ces mesures sont en place, le 9 avril dernier, personne n'a été arrêté. « Cet endroit du fleuve est achalandé, mais pas comme au début des années 1990, alors qu'il y avait un pic de contrebande de cigarettes et d'alcool », reconnaît Michel Arcand. Aujourd'hui, sur le fleuve, on trouve plus de pêcheurs que de passeurs.

Plus encore, le conseil de bande de la réserve mohawk a demandé à sa communauté de ne pas aider les manifestants. « La population autochtone est majoritairement consti-

tuée d'honnêtes citoyens qui ne veulent pas de troubles », indique le sergent Hilton, qui travaille en collaboration avec les forces amérindiennes. « Les activistes y sont très, très minoritaires. La plupart d'entre eux viennent plutôt de l'extérieur de la province ou du pays. »



Ce discours insulte John Boots, un des Mohawks qui se préparent à accueillir les manifestants en route vers Québec. « Mike Mitchell, le chef du conseil de bande, prétend que ces activistes sont violents, dangereux et qu'ils vont s'attaquer aux postes douaniers et aux commerces de la réserve, si bien que les gens de la communauté ont peur », s'indigne l'homme de 60 ans, devenu arrière-grand-père pour la première fois hier. Assis devant le dépanneur Mohawk Plaza, trois jeunes résidents de la réserve étaient d'ailleurs réticents à parler de la venue de manifestants, hier après-midi. « On ne se préoccupe pas du Sommet des Amériques », s'est contenté de dire Jason, avant d'aller se réfugier dans le commerce. D'autres membres de la communauté, croisés dans les rues ou au bureau de poste, n'ont pas voulu en dire plus.

« Nos intentions sont pourtant pacifistes », fait valoir John Boots. « Nous voulons simplement accueillir les manifestants qui vont



photo ALAIN ROBERGE, La Presse ©
John Boots est l'un des Mohawks qui se préparent à accueillir des manifestants en route vers le Sommet des Amériques. « La mondialisation n'a pas d'avantages pour les peuples autochtones », assure l'ancien ouvrier âgé de 60 ans.

emprunter le pont, partager avec eux le pain traditionnel et faire quelques discours. » Au

total, de 400 à 600 manifestants provenant des États-Unis et d'ailleurs au Canada sont attendus sur le pont de la réserve d'Akwesasne.

« Nous leur sommes reconnaissants de passer par ici, puisque cela nous donne une occasion de parler de nous », poursuit l'ancien ouvrier devenu organisateur. « Nous jugeons que le libre-échange n'apporte rien de bon aux peuples autochtones. Depuis 1994, il y a toujours autant de chômage, de suicide et de pauvreté dans les réserves. Nous voulons dénoncer la ZLEA, qui va aider les grandes compagnies, mais pas les pauvres, qu'ils soient autochtones ou non. »

De là à faire passer des activistes de façon illégale ? « Pas du tout », assure M. Boots. « J'ai eu une rencontre avec les gens d'Immigration Canada aujourd'hui même, et il est entendu que toute personne qui possède un dossier criminel se verra refuser l'accès au pays. Nous respectons cela et nous n'allons accueillir que des gens qui sont entrés librement. » Le sergent Richard Hilton, de la GRC, indique à ce sujet que toute personne qui n'a pas de dossier judiciaire a la bienvenue en sol canadien.

Personne ne va donc tenter de faire traverser un ou deux manifestants dans une chaloupe, la nuit ? « Je ne peux parler pour les autres habitants de la réserve », répond l'organisateur. « Mais moi, je suis un Mohawk, un rotiskennraketeh dans notre langue, ce qui veut dire porteur de la paix, pas de la violence ».

Une petite répétition à Burlington

LOUISE LEDUC

BURLINGTON, Vermont — Ils seront 400 ou 500 opposants au Sommet des Amériques à se rendre, jeudi, à Akwesasne. Invités sur la réserve par les Mohawks, Américains et Amérindiens fraterniseront autour d'un repas de poisson, puis chemineront ensemble à partir de 16 heures vers le pont de Cornwall, où les attendra de l'autre côté une caravane de manifestants venus de Kingston. Tous partiront ensuite vers Québec. C'est le plan. Le vrai plan ?

C'est ce que prétend Moose, l'un des organisateurs en chef de la résistance américaine au Sommet de Québec, rencontré hier dans les quartiers généraux de Burlington.

Et face à la police, comment réagiront-ils ? « Nos alliés mohawks ont le leadership de l'offensive. Ils sont gentils de nous inviter et nous leur laisserons prendre toutes les initiatives. »

Même dans la violence, si violence il y a ? « Cela reste à déterminer. Nous en discuterons mercredi soir (demain). »

Selon Moose, qui refuse de donner son nom mais qui accepte d'être pris en photo, les Mohawks voient dans les militants antimondialisation des alliés naturels et dans une action commune, une occasion en or de médiatiser leurs piètres conditions de vie. Ce serait d'ailleurs les Mohawks qui auraient contacté les militants antimondialisation par l'intermédiaire d'une association ontarienne de lutte contre la pauvreté.

Dans la documentation remise à Burlington aux manifestants en formation, on explique que « les Mohawks ouvrent leurs frontières aux activistes dans le but avoué de réaffirmer leur souveraineté et pour démontrer l'illégitimité des trois gouvernements avec lesquels ils ont une frontière commune, soit l'Ontario, le Québec et New York ».

Les opposants américains au Sommet des Amériques voient de leur côté les Amérindiens comme « les victimes premières de l'économie néo-libérale ».

Répétition générale

En attendant le grand jour où ils espèrent (sans trop y croire...) prendre la route de Québec, les militants américains y allaient hier d'une petite — très petite et plutôt discrète — répétition générale. Ils étaient environ 75 à marcher dans les rues de Burlington pour protester contre la lutte armée contre le trafic de la drogue que mène actuellement le gouvernement américain en Colombie.

Le rapport avec le Sommet des Amériques ? « La lutte contre la drogue n'est qu'une façade, analyse Anne Petermann, organisatrice de la manifestation. Dans le fond, si les Américains investissent deux millions par jour en Colombie actuellement, c'est tout simplement pour tenter de stabiliser ce pays, porte d'entrée de l'Amérique du Sud. »

Cette opération en Colombie, aux yeux des manifestants, n'est rien de moins qu'un autre Vietnam. « Au lieu d'armer



photo ROBERT SKINNER, La Presse ©
Entre 400 et 500 militants antimondialisation se sont livrés à une sorte de répétition avant le Sommet de Québec, hier, dans les rues de Burlington.

un camp et de tuer des centaines de personnes chaque mois, le gouvernement américain ferait mieux d'aider les fermiers colombiens à reconverter leurs champs et de verser de plus généreuses subventions aux maisons de thérapie pour drogués », estime Morgan Guyton.

Quantité d'autres manifestants refusaient par ailleurs de parler aux journalistes. Non pas par crainte d'être identifié, mais par refus de collaborer avec l'ennemi. « Je ne parle plus aux médias, a dit l'un d'eux, parce qu'ils sont financés par de la publicité achetée par de grosses entreprises. »

Symboliquement, les manifestants se sont dirigés vers l'usine d'armement locale, la General Dynamics, où l'action d'éclat a consisté en l'installation d'une banderole sur le terrain de l'entreprise.

Autrement, les manifestants américains

continuent de passer leur temps en sessions d'information. On leur a notamment dressé la liste des choses à ne pas apporter au front : des armes, de l'alcool, de la drogue et toute liste de personnes « qui pourrait incriminer » leurs amis.

Leur faut-il apporter des cartes d'identité ? Tout dépend des visées de chacun. « Si vous avez l'intention de vous faire arrêter, de ne pas coopérer avec la police et de vous faire emprisonner, n'apportez pas de carte d'identité. (...) Par contre, si vous voulez sortir de prison rapidement, apportez vos cartes », est-il écrit dans la documentation remise aux manifestants.

Les manifestants sont aussi appelés à mémoriser des exemples de réponses toutes faites à donner aux médias « lorsqu'on vous demande pourquoi vous êtes opposé à la mondialisation ou n'importe quoi d'autre ». Onze exemples sont fournis.

le ministre de la Sécurité publique, Serge Ménard, et la Ligue des droits et libertés, qui scrutent à la loupe — caméra à la main — le travail des policiers.

« C'est certain qu'on va être là pour réagir si certaines personnes versent dans l'angélisme, lance M. Cannavino. Une caméra ne reflète pas toujours l'événement. Ça dépend comment tu pointes l'objectif. »

Le calme avant l'ouragan ?

Des joggeurs des deux côtés de la clôture

PAUL ROY

QUÉBEC — Le calme avant l'ouragan ? Deux hélicoptères dans le ciel, des motards de la Sûreté du Québec un peu plus bas, et la très médiatisée « clôture des Amériques » semblaient être les seuls indices, hier, que quelque chose d'inhabituel se trame à Québec.

Il y avait bien aussi ce chauffeur de taxi qui voyait des policiers en civil partout...

— Où ça ?

— Autour des hôtels : Château Frontenac... Regardez, là, dans la voiture derrière !

— La rouge ?

— Non, celle derrière...

Il y avait bien sûr aussi le Sommet des peuples, sous un chapiteau près du marché. Et la petite fête populaire Québec salue les Amériques, organisée par la Ville de Québec sur le parvis de l'église Saint-Roch, dans la Basse-Ville, où des folkloristes chantaient *L'arbre est dans ses feuilles*. Mais rien qui annonce le week-end chaud appréhendé par pas mal de monde des deux côtés de la mondialisation.

Si, peut-être : les vitres du Grand-Théâtre, placardées de feuilles de contreplaqué décorées d'affiches de films, spectacles et autres événements culturels passés ou à venir. Il faut dire que le Grand-Théâtre est juste à l'extérieur du périmètre de sécurité, du mauvais côté de la clôture. Et que ses vitres y avaient goûté à l'hiver 2000, lors des manifestations entourant le Sommet du Québec et de la Jeunesse.

Mais cette quasi-absence de signes extérieurs de panique n'empêche pas des citoyens d'entretenir une petite panique intérieure. Comme ces deux femmes qui lisaient les messages inscrits sur la clôture, rue Saint-Patrick, comme elles auraient observé des toiles dans un musée, et qui avaient « bien hâte que ce soit fini ».

Des messages pour tous les goûts, incidemment. Directs : « Fuck le Sommet » ; subtils : « Nous refusons obstinément que le globe nous gobe globalement » ; savants : « Déclaration universelle des droits de l'homme adoptée par l'Assemblée générale des Nations unies le 10 décembre 1948 : toute personne a le droit de circuler librement »...

Ce qui ne sera évidemment pas le cas à Québec à compter de jeudi soir, et peut-être avant. Mais hier, on déambulait et joggait à qui mieux mieux des deux côtés de la clôture, profitant du joli congé ensoleillé.

Quand commencera-t-on à voir de l'action ? En verra-t-on ? Oui, croit Yves Manseau, de l'organisme Mouvement Action Justice (MAJ). « Mais de la violence, il y en a déjà beaucoup. Entre autres dans l'exagération des préparatifs policiers. »

Et il va y en avoir le long de la clôture, croit-il. « Ça ne sera pas bien difficile de garrocher une roche de l'autre bord... » Une roche ou autre chose.

Personnellement, il se dit contre la violence, reconnaissant toutefois qu'il y a des gens plus impatiens ».

Le MAJ compte offrir son expertise aux manifestants tabassés qui voudront porter plainte contre la police. Mais la surveillance du travail policier, comme telle, sera assumée par un comité de la Ligue des droits et libertés qui s'amènera à Québec aujourd'hui. Environ 35 membres de ce comité arpenteront les points chauds durant le Sommet. Et six observateurs, dont Jean-Claude Bernheim, de l'Office des droits des détenus, s'installeront à la prison d'Orsainville qu'on a vidée de ses 600 prisonniers pour accueillir d'éventuels manifestants arrêtés.

En attendant, en début de soirée hier, le gouvernement du Québec devait dérouler d'immenses banderoles de bienvenue à l'intention de la visite — dans les quatre langues des Amériques : français, anglais, espagnol, portugais — le long du « complexe G ». À 20h05, ça donnait : « Bienvenue, Welcome, Bienvenido, Bem-vin... »

Les surveillants surveilleront les policiers, qui surveilleront les... surveillants

QUÉBEC — Pendant qu'au moins deux comités d'observateurs civils surveilleront le travail des 6700 policiers affectés à la sécurité du Sommet des Amériques, le syndicat des policiers de la Sûreté du Québec, lui, aura à l'oeil... les surveillants.

Le président de l'Association des policiers provinciaux, Tony Cannavino, a dé-

barqué hier à Québec à la tête d'une délégation d'une vingtaine de directeurs et délégués syndicaux. Ils veilleront au bien-être des 2600 policiers de la SQ affectés à l'événement, notamment en termes d'équipements et de logement.

Mais ils joueront aussi sur le terrain le rôle d'observateurs, pour éventuellement faire contrepoids aux comités formés par

SOMMET DES AMÉRIQUES QUÉBEC 2001

Un Canadien sur deux désapprouve l'exclusion de Québec

GILLES TOUPIN

OTTAWA — Le premier ministre Jean Chrétien n'aura pas marqué de points auprès des Canadiens et des Québécois en refusant à son homologue du Québec, Bernard Landry, de souhaiter la bienvenue aux chefs d'État qui seront réunis à Québec à l'occasion du Sommet des Amériques.

Le sondage CROP-La Presse indique en effet que près d'un Canadien sur deux (49 %) désapprouve la décision de Jean Chrétien. Ce sentiment est d'autant plus fort au Québec qu'il est partagé par 67 % des Québécois. Hors Québec, 43 % des Canadiens jugent que la décision du premier ministre fédéral est mauvaise.

En plus, au Québec, le sondage démontre un manque total de confiance de la population envers Jean Chrétien pour ce qui est de défendre les intérêts du Québec au Sommet des Amériques. Cinquante-huit pour cent (58 %) des Québécois ne font pas confiance au gouvernement du Canada au cours de cette rencontre.

« Ce qui est étonnant, affirme Claude Gauthier, le vice-président de la maison CROP, c'est de voir que 43 % des Canadiens hors Québec pensent que le premier ministre du Québec, Bernard Landry, aurait dû pouvoir s'adresser aux chefs



Bernard Landry

d'État au Sommet. Je pense que les Canadiens hors Québec, en répondant au sondage, se sont mis à la place des Québécois et se sont dit que si le Sommet avait eu lieu à Regina ou à Winnipeg ou à Toronto et que M. Chrétien avait invité 33 chefs d'État dans leur cour sans qu'on permette au premier ministre de leur province de dire un mot de bienvenue, ils n'auraient pas aimé cela. »

Au Québec, indique aussi le sondage, 58 % des répondants sont



Jean Chrétien

en désaccord avec la décision de M. Chrétien d'être le seul à prendre la parole au nom de l'ensemble des Canadiens et des Québécois devant les chefs d'État et de gouvernement des Amériques. « Au Québec, M. Landry est très sensible à ces choses-là, estime M. Gauthier. Sur ces questions-là, les questions de fierté, les Québécois sont très chaotilleux. »

À l'extérieur du Québec, 56 % des Canadiens approuvent la décision du premier ministre fédéral.

SONDAGE CROP > LA PRESSE, LE SOLEIL, RADIO-CANADA, CBC

OTTAWA - QUÉBEC

> Selon vous, le premier ministre du Québec, Bernard Landry, devrait-il pouvoir prendre la parole devant les chefs d'État réunis à Québec?

	%
Oui	49
Non	39
NSP/Refus	11

> Le premier ministre Chrétien a annoncé que lui seul s'adresserait aux chefs d'État réunis à Québec, au nom de l'ensemble des Canadiens et des Québécois. Êtes-vous d'accord ou en désaccord avec la décision de M. Chrétien?

	%
En accord	56
En désaccord	36
NSP/Refus	7

> Dans quelle mesure faites-vous confiance au gouvernement du Canada pour défendre les intérêts du Québec au Sommet des Amériques? Diriez-vous que vous lui faites...

	%
... tout à fait confiance	13
... assez confiance	27
... peu confiance	38
... ou pas du tout confiance?	20
NSP/Refus	2

SONDAGE CROP > LA PRESSE, LE SOLEIL, RADIO-CANADA, CBC

LA ZONE DU LIBRE-ÉCHANGE DES AMÉRIQUES

> Le gouvernement du Canada parle actuellement d'élargir l'ALENA (accord de libre-échange nord-américain) en créant une Zone de libre-échange des Amériques qui couvrirait tous les pays de l'Amérique du Nord, de l'Amérique centrale et de l'Amérique du Sud. Êtes-vous fortement favorable, plutôt favorable, plutôt opposé(e) ou fortement opposé(e) à l'idée de créer une Zone de libre-échange des Amériques?

	%
Fortement favorable	11
Plutôt favorable	45
Plutôt opposé(e)	21
Fortement opposé(e)	12
NSP/Refus	11

> Selon vous, est-ce que la création d'une zone de libre-échange des Amériques contribuera à la création d'emplois ou à la perte d'emplois au Canada?

	%
Création d'emplois	37
Perte d'emplois	45
Pas de changement	4
NSP/Refus	14

> Selon vous, est-ce que la création d'une zone de libre-échange des Amériques contribuera à une augmentation ou à une diminution des salaires au Canada?

	%
Augmentation	25
Diminution	48
Pas de changement	10
NSP/Refus	16

> Selon vous, l'Accord de libre-échange des Amériques devrait-il ou non inclure une réglementation sur l'environnement?

	%
Oui	84
Non	8
NSP/Refus	8

> Selon vous, l'Accord de libre-échange des Amériques devrait-il ou non inclure un engagement à respecter des normes minimales de travail?

	%
Oui	85
Non	7
NSP/Refus	8

SONDAGE CROP > LA PRESSE, LE SOLEIL, RADIO-CANADA, CBC

MÉTHODOLOGIE

Les résultats du sondage reposent sur 1002 entrevues téléphoniques effectuées du 3 au 9 avril 2001.

Les répondants ont été choisis à l'aide d'une grille de sélection aléatoire parmi les personnes de 18 ans et plus résidant dans les ménages sélectionnés et aptes à répondre aux questions en français ou en anglais. Aucune substitution de ménage ou de personne n'était permise.

L'échantillon de ménages a été tiré selon la méthode «probabiliste stratifiée» parmi les abonnés du téléphone de l'ensemble du Canada. Le plan d'échantillonnage permet de ventiler les résultats selon les grandes régions du Canada. Les 1002 entrevues ont été réalisées à partir du centre d'appels de CROP à Montréal. Elles se répartissent comme suit: Provinces maritimes (100); Québec (300); Ontario (300); Prairies (151); Colombie-Britannique (151).

Lors de leur compilation, les résultats furent pondérés sur la base des statistiques du recensement de 1996, afin de refléter la distribution de la population adulte du Canada selon le sexe, l'âge, la région de résidence des répondants et, au Québec, selon leur langue d'usage.

D'un point de vue statistique, un échantillon de cette taille (n=1 002) est précis à 3 points près, 19 fois sur 20. Rappelons que la marge d'erreur augmente lorsque les résultats portent sur des sous-groupes de l'échantillon.

LES ACCORDS COMMERCIAUX

> Selon vous, est-ce que l'Accord de libre-échange entre les États-Unis et le Canada a été bénéfique ou nuisible aux Canadiens?

	%
Bénéfique	45
Nuisible	33
Ni l'un ni l'autre	7
NSP/Refus	15

> De façon générale, croyez-vous que l'expansion de la zone de libre-échange entre le Canada et d'autres pays serait une bonne chose ou une mauvaise chose pour les Canadiens?

	%
Bonne chose	57
Mauvaise chose	25
Ni bonne ni mauvaise	5
NSP/Refus	13

Le mouvement souverainiste invite ses sympathisants à manifester à Québec

MARIE-CLAUDE GIRARD

LE MOUVEMENT national des Québécois et d'autres groupes souverainistes dénoncent l'exclusion du gouvernement du Québec et de la société civile de la table de négociations du Sommet des Amériques, et ils invitent leurs sympathisants à aller manifester à Québec samedi prochain.

« Nous trouvons inacceptable que le gouvernement du Canada négocie en notre nom dans des domaines qui relèvent, selon sa propre Constitution, de nos compétences, soit la culture, l'éducation, l'environnement et le travail », a expliqué Louise Paquet, présidente du Mouvement national des Québécois et Québécoises.

Le MNQ, la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, les Intellectuels pour la souveraineté, Génération Québec, la revue *L'Action nationale* et le Regroupement des citoyennes pour la souveraineté refusent que le gouvernement fédéral parle de langue et de diversité culturelle sur des tribunes internationales, « alors qu'il ne reconnaît même pas la nation québécoise ».



L'ex-aspirant candidat péquiste dans Mercier, Yves Michaud, en compagnie de la présidente du MNQ, Louise Paquet.

Ils y voient une autre démonstration de la nécessité de la souveraineté.

Les groupes souhaitent aussi qu'une place soit faite à des représentants de la société civile dans les négociations et le suivi du Sommet. « Les intérêts sociaux, culturels, environnementaux sont tellement importants que nous ne pouvons laisser les grandes entreprises dicter les choix de nos gouvernements », soutient M^{me} Paquet.

Le président de la Commission

des états généraux sur la langue, Gérard Larose, souhaite qu'un très grand nombre de personnes se réunissent samedi à Québec pour exprimer leur désaccord face au processus de rapprochement des Amériques « qui se fait au détriment des intérêts populaires, des intérêts diversifiés des sociétés, et vraisemblablement au détriment de l'affirmation du français dans le cadre de la ZLEA ».

Les manifestants marcheront sur le thème « Chez nous sans nous ?

Inacceptable ! », avec l'intention de faire savoir que l'identité québécoise n'est pas « un particularisme régional de la culture canadienne ». Ils se donneront rendez-vous au Vieux-Port de Québec.

Ne craint-on pas que le message soit dilué dans la masse de revendications des manifestants ? « Nous serons un petit groupe parmi tant d'autres. Mais je suis certaine qu'il va se faire voir et entendre », répond M^{me} Paquet.

L'ex-aspirant candidat péquiste dans Mercier, Yves Michaud, est venu appuyer la démarche des groupes souverainistes en assistant à leur conférence de presse, hier midi, au parc des Amériques, à l'angle du boulevard Saint-Laurent et de la rue Rachel. M. Michaud n'a pas voulu faire de commentaires à propos du Sommet.

« L'intégration économique n'a de sens que si elle favorise le développement social et culturel des peuples », estime pour sa part l'écrivain Bruno Roy. « Oui à une ZLEA démocratique qui respecte la diversité culturelle. Non à une ZLEA impérialiste qui uniformise les identités et les peuples », a-t-il clamé.

SONDAGE CROP > LA PRESSE, LE SOLEIL, RADIO-CANADA, CBC

LES MANIFESTATIONS

> On s'attend à ce que des manifestants viennent protester à Québec contre la création d'une Zone de libre-échange des Amériques. Personnellement, êtes-vous tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt en désaccord ou tout à fait en désaccord avec la tenue de ces manifestations?

	%
Tout à fait d'accord	20
Plutôt d'accord	33
Plutôt en désaccord	21
Tout à fait en désaccord	18
NSP/Refus	9

> En prévision de ces manifestations, d'imposantes mesures de sécurité ont été prises par les autorités et les forces policières. Êtes-vous tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt en désaccord ou tout à fait en désaccord avec de telles mesures de sécurité?

	%
Tout à fait d'accord	40
Plutôt d'accord	37
Plutôt en désaccord	9
Tout à fait en désaccord	8
NSP/Refus	6

Des citoyens «très mal informés»

GILLES TOUPIN

OTTAWA — Le Sommet des Amériques n'est pas une abstraction pour les Canadiens puisque 58 % d'entre eux ont entendu parler de la grande rencontre qui aura lieu à Québec cette semaine, du 20 au 22 avril. Mais de là à dire qu'ils sont bien informés, il y a un pas qu'ils ne veulent pas franchir.

En effet, selon le sondage CROP-La Presse-Le Soleil-Radio-Canada-CBC, 58 % des Canadiens (et même 88 % des Québécois) ont entendu parler du Sommet des Amériques. Hors Québec donc, la notoriété de l'événement se situe à 48 %, ce qui est relativement élevé.

Mais pour ce qui est du contenu et des enjeux de cette rencontre de 34 pays des Amériques, sept Canadiens sur dix (73 %) se disent très mal informés par les gouvernements. Et c'est au Québec, là où justement se déroule le Sommet, que les gens se disent les moins bien informés par les gouvernements sur les tenants et les aboutissants de ce sommet, et cela dans une proportion de 79 %.

« Ça nous aide à comprendre un petit peu les contradictions que l'on constate ailleurs dans le sondage, explique Claude Gauthier, le vice-président de la maison CROP. On sent que c'est quelque chose qu'on ne peut pas manquer. Par contre, pour expliquer pourquoi et en quoi ça va être bon, les gens ont besoin de plus d'information. »

Quant à l'impact positif que peut avoir le Sommet des Amériques sur l'avancement de la démocratie dans les pays membres de la future ZLEA, 45 % des Canadiens croient qu'il sera bel et bien réel contre 32 % qui pensent qu'il n'y aura pas d'impact du tout.

Autre donnée étonnante de ce sondage, la désapprobation de deux Canadiens sur trois (62 %) face au refus des 34 pays qui se réuniront à Québec, dont le Canada, de faire une place à Cuba au Sommet. Ce sentiment est plus répandu à l'extérieur du Québec (63 %), notamment en Ontario (66 %), qu'au Québec (56 %).

Pour pouvoir participer au Sommet de Québec, les pays d'Amérique doivent avoir élu leur gouvernement selon une procédure démocratique. Selon l'Organisation des États américains (OEA), Cuba ne fait pas partie de ce club.

Par ailleurs, les Canadiens approuvent en majorité (53 %) la tenue de manifestations à Québec contre la création de la ZLEA tout en applaudissant, dans une proportion de 72 %, les imposantes mesures de sécurité prises par les autorités en prévision de ces manifestations.

« Les gens se disent, explique M. Gauthier, que la liberté d'expression existe là comme ailleurs et qu'on ne va pas l'interdire. Par contre, au Québec, on est moins d'accord que dans le reste du Canada (à 42 % contre 56 %) parce que c'est dans notre cour. »

Le sondage souligne d'ailleurs que les mesures de sécurité mises en place à Québec sont appuyées avec plus de conviction dans le reste du Canada (81 %) qu'au Québec (66 %), parce que les Québécois sont davantage gênés par l'ampleur des mesures.

SOMMET DES AMÉRIQUES QUÉBEC 2001

Landry met les gants de boxe de côté

DENIS LESSARD

QUÉBEC — Le gouvernement du Québec va rester dans l'ombre et éviter les confrontations avec Ottawa tout au long du Sommet des Amériques.

Accueillant les dirigeants du Sommet des peuples hier, le premier ministre Bernard Landry a clairement voulu éviter la controverse avec Ottawa et a mis la pédale douce sur la promotion de l'option souverainiste.

« La question nationale parle d'elle-même. Le Québec est une nation et ces gens qui viennent des autres nations d'Amérique vont se faire une idée de ce que nous sommes », s'est contenté d'expliquer M. Landry interrogé sur sa stratégie. Dans les coulisses, ses conseillers expliquent qu'on a clairement opté pour mettre les gants de boxe de côté. M. Landry limitera autant que possible ses interventions — seulement trois sont prévues d'ici vendredi, début officiel du Sommet des chefs d'État. Par la suite, on interviendra « au besoin », mais le projet des points de presse quasi quotidiens de Québec paraît avoir du plomb dans l'aile.

« Quand on constate que le Québec est une nation, tout esprit logique aura tendance à s'interroger sur la place qu'elle devrait avoir dans le concert des nations. Les choses parlent d'elles-mêmes », soulignait hier M. Landry après avoir accueilli les responsables du Sommet des peuples — une centaine d'invités dont le tiers environ était composé d'étrangers.

M. Landry a souligné n'avoir pas senti le besoin de faire la promotion de son option devant ces invités étrangers.

« Le Québec est une nation qui n'a pas le statut national complet, vous connaissez notre débat, on cherche à se développer de façon équilibrée. La culture, l'humanisme sont importants, sans quoi l'aventure nationale du Québec serait virtuellement dépourvue de sens », s'est contenté de dire M. Landry, à ses invités, seule allusion à l'option souve-



C'est au Salon rouge que le premier ministre Bernard Landry a reçu hier les délégués au Sommet des peuples.

rainiste, dans un discours donné en bonne partie en espagnol, au Salon rouge de l'Assemblée nationale.

« Dans les limites de ce que nous sommes présentement sur le plan institutionnel, nous allons faire tout ce qui est possible pour que la nation québécoise participe de façon constructive à ce projet » a-t-il souligné.

D'entrée de jeu, il avait placé le débat sur un plan autre que l'habituel affrontement Ottawa-Québec sur la question nationale. Au-delà des questions commerciales, les rapports entre les pays doivent toucher une foule de dimensions, de la culture à l'éducation en passant par la technologie et la langue. « Après, on fait des affaires, bien sûr, mais ne nous concentrons pas seulement sur

l'aspect matérialiste d'un projet qui pourrait être fantastique pour les nations des Amériques », a dit M. Landry.

Des référendums

Francine Néméh, la représentante du Nord pour le Sommet des peuples, a salué le discours « neutre » de M. Landry sur la question nationale.

Dans son allocution à l'Assemblée nationale, M^{me} Néméh avait souligné que le Québec pouvait faire bien davantage de pressions en faveur de la transparence des négociations commerciales sans pour autant être assis à la table des chefs de gouvernements.

« Même souverain, le Québec perdrait encore plus sa souveraineté dans ces accords (commerciaux) », a-t-elle insisté. Les structures supranationales appelées par M. Landry sont, pour l'instant, des comités d'experts qui ne sont redevables à aucun Parlement, a-t-elle relevé.

M^{me} Néméh a plaidé pour qu'un éventuel accord commercial hémisphérique doive être approuvé par référendum par chacune des populations visées. « Ce projet nécessite bien plus qu'une ratification de nos parlements, il doit être soumis à la consultation publique et à un référendum dans tous les pays où on songe à l'implanter », a-t-elle dit.

Le libre-échange a eu des effets désastreux au Mexique, et même au Québec « on ne peut pas dire que l'ALENA ait amélioré le sort de la majorité, cela n'a profité qu'aux plus riches », a-t-elle dit.

Pour Bernard Landry toutefois, chaque pays est un cas d'espèce, et le processus d'adoption devrait respecter les traditions et les particularités nationales.

M^{me} Néméh a admis d'emblée que le gouvernement du Québec était bien plus près qu'Ottawa de l'organisation du Sommet des peuples — les deux gouvernements fournissent chacun 300 000 \$ pour la tenue de ces assises qui durent toute la semaine.

« Québec a été le premier à nous soutenir, bien que les deux gouvernements l'aient fait. On a été invité ici (à l'Assemblée nationale) », a-t-elle observé.

Tout au plus deux cocktails pour les commanditaires

DENIS LESSARD

QUÉBEC — Les grandes compagnies qui ont commandité le Sommet des Amériques n'auront pas pour autant le droit de s'adresser aux chefs des 34 pays réunis pour l'événement. Tout au plus leurs dirigeants auront-ils droit de se rendre aux mêmes cocktails que les chefs d'État.

En tête du palmarès des grandes compagnies commanditaires, on trouve Cisco Systems, une multinationale informatique responsable de la salle de presse internationale où travailleront plus de 2000 journalistes. Cisco a fourni 250 lignes téléphoniques IP (Internet Protocol), qui permettent d'être automatiquement branchées sur le réseau Internet, sans frais interurbains. La valeur de cette commandite est évaluée à plus de 500 000 \$, ce qui confère le statut de commanditaire « Diamant » à la compagnie américaine.

La firme d'informatique québécoise CGI arrive dans le second peloton — « Or » — avec une commandite de 250 000 \$. La compagnie s'est portée volontaire pour concevoir et maintenir à jour un site Internet destiné à la population du Québec : holaQuebec.ca.

« Il ne faut pas penser que les compagnies ont donné de l'argent au Sommet. Dans tous les cas de commandites, on parle de biens ou de services », d'expliquer Denys Tessier, porte-parole du Sommet des Amériques. Surtout, insiste-t-il, ces commanditaires « n'auront pas un accès privilégié auprès de qui que ce soit ». Un document produit par la firme de relations publiques qui avait le mandat de rechercher des commanditaires parlait de la possibilité de prononcer un mot de bienvenue aux chefs de gouvernements pour les commanditaires de 500 000 \$ et plus. Exclu de la table, le gouvernement du Québec s'était moqué du fait qu'on puisse ainsi « acheter » un droit de parole.

Or le document était périmé, d'insister M. Tessier. En fait, le seul privilège qui sera accordé à ces chefs d'entreprises sera le droit d'assister à deux cocktails où se retrouveront chefs de gouvernements et autres dignitaires — deux événements où Bernard Landry a par ailleurs été invité, insiste M. Tessier.

Parmi les commandites moins importants, on trouve Domtar, Canadien Pacifique et la Banque Toronto Dominion.

« On va avoir du fun et bla, bla, bla » Chrétien minimise la contestation antimondialisation

Presse Canadienne

TORONTO — Le premier ministre Jean Chrétien a tenu des propos jugés choquants par les militants qui contestent le projet de création d'une zone de libre-échange des Amériques, lors du Sommet de Québec, le week-end prochain.

Dans une entrevue accordée à *Le Devoir*, le premier ministre Chrétien laisse entendre que les militants antimondialisation se rendent à Québec uniquement pour s'amuser.

« Ils se disent : On va aller passer une fin

de semaine à Québec. On va avoir du fun. On va protester et bla bla bla », aurait déclaré le premier ministre à propos des manifestants attendus au Sommet des Amériques.

« Des protestataires, j'en ai vu toute ma vie. Trois cents ou 400 protestataires, ça ne m'empêche pas de dormir. Même 2000 », aurait aussi déclaré M. Chrétien lors de cette entrevue.

Certains n'ont pas apprécié le ton employé par M. Chrétien.

Une des figures de proue du mouvement antimondialisation au Québec, Philippe Du-

hamel, fait valoir que lorsqu'un mouvement d'opposition prend de l'ampleur, ceux qui sont au pouvoir ont le réflexe de prétendre qu'ils n'y accordent aucune importance.

« En réalité, nous savons très bien qu'il doit s'inquiéter de ce qui pourrait se passer », a-t-il dit.

« Si c'était un week-end de plaisir à Québec, on pourrait se passer de la clôture », fait remarquer de son côté M^c Clayton Ruby, un avocat de Toronto très critique quant aux mesures exceptionnelles déployées à Québec.

Le Sommet des peuples fait une place à M^{gr} Couture

DENIS LESSARD

QUÉBEC — Le Sommet des peuples bat sa coulpe. On invitera finalement le primat de l'Église canadienne, M^{gr} Maurice Couture, à s'adresser officiellement aux participants.

Au lieu d'intervenir à l'ouverture des réunions, comme il s'y attendait, le religieux pourra intervenir à la clôture de l'événement, jeudi en fin de journée.

« Disons simplement qu'il y a eu une maladresse », a résumé hier un porte-parole du Sommet des peuples, Bernard Larin, après que l'archevêché eut publiquement décrié la première décision des organisateurs du Sommet.

Certains organismes membres de l'organisation du Sommet des peuples « avaient manifesté des réticences » à ce qu'une tribune officielle soit donnée au représentant de l'Église, d'expliquer M. Larin. On voyait là une approbation des positions de l'Église sur les questions de l'avortement ou de la confessionnalisation des écoles. « Mais ce n'est pas la position du Sommet », a dit M. Larin. « Il y a beaucoup de gens qui ne partagent pas tous les points de vue, mais on est ici pour faire valoir des opinions et il n'est pas question d'exclure qui que ce soit », a précisé M. Larin.

Après que l'archevêché eut poussé les hauts cris vendredi dernier, les porte-parole du Sommet avaient tenté de minimiser la portée de leur décision. On disait regretter que M^{gr} Couture se sente « exclu », mais le scénario de la séance d'ouverture de l'événement était si serré qu'on ne pouvait accorder au prélat les deux minutes d'intervention qu'il demandait, expliquait-on.

« Il me fallait réclamer une intervention par considération pour l'Église que je représente, les 12 millions de catholiques du Canada, et les pays d'Amérique du Sud où nos missionnaires sont à l'avant-scène de tout ce qui touche les droits humains, il me semble que cela m'accréditait comme porte-parole lors d'un Sommet », a déclaré hier M^{gr} Couture, expliquant son impatience de la semaine dernière.

Mais hier, il voulait avant tout éviter de pavoiser. « Je veux calmer le jeu », a-t-il dit en entrevue. Ouverture ou clôture, « cela ne m'importe guère, quand je parle ou combien de temps, mais les motifs pour lesquels on m'avait disqualifié ne me paraissent pas trop transparents », a-t-il ajouté. « C'était très collatéral par rapport aux questions abordées par le Sommet. Comme disent les adolescents, cela n'avait pas rap... (rapport) », a expliqué M^{gr} Couture. « Je ne comprenais pas que l'on disqualifie l'Église alors qu'on est si près sur les questions fondamentales », a encore ajouté le prélat qui, n'eût été des raisons invoquées par les organisateurs, se serait « résigné à ne pas prendre la parole, je n'en aurais pas fait un plat. »

Pour lui, les enjeux du Sommet des peuples sont trop importants pour qu'ils soient relégués derrière de tels accrochages.

Même depuis la mise en place du libre-échange, l'Organisation des États américains reconnaissait que l'ALENA avait creusé le fossé entre riches et pauvres, « le libre-échange a créé de la richesse, mais ne l'a pas mieux partagée », explique M^{gr} Couture. « Sur la zone de libre-échange, il est important que l'on fasse entendre sa voix, que les gens pacifiques puissent se faire entendre », a-t-il dit, rappelant que l'Église est en Amérique du Sud toujours étroitement associée à la lutte pour le respect de la démocratie.



Afficher, c'est pas donné!

Québec a payé 148 000 \$ pour ses banderoles « Bienvenue » en quatre langues (français, anglais, espagnol et portugais) installées sur le complexe G. Mais ce ne sont pas les matériaux comme tels qui sont coûteux, c'est leur installation, a indiqué le responsable de la stratégie du Québec en communications au Sommet, Claude Bédard. En gros, les frais de main-d'oeuvre comptent à eux seuls pour plus de la moitié de cet affichage. En tout, c'est 460 000 \$ qu'a injectés Québec en affichage de toutes sortes à l'intérieur du périmètre de sécurité. L'autre dépense importante, un écran géant de 45 pieds de large, coûte 100 000 \$ pour trois jours. Les banderoles qui courent sur 220 pieds de haut (le logo Québec les chapeautant couvre quatre étages) sont la plus imposante installation du genre à avoir été déployée au Québec.

SOMMET DES AMÉRIQUES  QUÉBEC 2001

La globalisation ou l'économie qui déraile

CAMILLE BEAULIEU
collaboration spéciale

ROUYN-NORANDA — La mondialisation traduit l'aspiration millénaire et légitime d'étendre nos zones d'échanges et de connaissances. Lorsqu'on dénature cette aspiration en y greffant la déréglementation et la course effrénée au profit, émerge un nouveau phénomène, c'est la globalisation, c'est-à-dire une fumisterie qui enfante des maladies économiques comme la fièvre aphteuse, la vache folle, les poulets à la dioxine.

Vive la mondialisation ! donc, clame donc le sociologue Jacques B. Gélinas, tiers-mondiste, conférencier et auteur dont le dernier ouvrage, *La Globalisation du monde : Laisser faire ou faire ?*, décortique les tenants et les aboutissants d'un phénomène qui, d'après lui, n'ambitionne rien de moins que de gérer le monde.

Le conférencier a pris le pas sur l'auteur ces derniers temps. Il saute d'un campus à l'autre, devant des auditoires cégépiens ou universitaires à mille lieues jusqu'alors de soupçonner qu'Aristote, mondialiste avant l'heure, encourage la soif de connaissance chez l'homme. Gélinas dénonce une conspiration en marche depuis deux décennies, dont les pionniers dans la compromission se

nomment Margaret Thatcher, Ronald Reagan, Brian Mulroney. Trois dirigeants mandatés au début des années 1980, explique-t-il, par les grosses corporations pour mettre la machine sur ses rails.

On a d'abord créé l'ALENA (Accord de libre-échange nord-américain), et maintenant la ZLEA (Zone de libre-échange des Amériques) dont on doit débattre à Québec et qui devrait s'appeler plutôt la « ZLIA », estime-t-il, puisqu'il s'agit tout bonnement « de déréglementer les investissements des transnationales ».

Or, rappelle M. Gélinas, parmi les 200 compagnies transnationales les plus importantes, une seule, Nortel, est canadienne, 107 sont américaines. Dans ce panthéon, nos grosses entreprises, Bombardier ou Abitibi-Consolidated, occupent modestement les 386^e et 993^e rangs.

C'est pourquoi, dit-il, la globalisation est une mésalliance du pot de terre et du pot de fer. Les plus forts y aspirent à la gouverne du monde « en englobant toutes les ressources et toutes les activités humaines dans la sphère marchande ». Des activités du domaine de la culture sont reléguées au rang de marchandises. Même approche mercantile, précise-t-il, pour l'eau, l'air, la forêt, la santé, les idées et la vie elle-même.

C'est ce dérapage qui permet à 39 compagnies pharmaceutiques de poursuivre l'Afrique du Sud, le Brésil et bientôt d'autres pays pauvres d'Afrique ou d'Asie, coupables de contrevenir aux règles de l'Organisation mondiale du commerce afin de secourir leur population décimée par le sida.

Ces débordements, explique M. Gélinas, prouvent que les grandes corporations transformées maintenant en transnationales, ont finalement pris le pas sur les gouvernements.

Une démission des élus qu'il illustre en rappelant qu'un temps les journalistes résumaient par l'acronyme TINA (*there is no alternative*) la conclusion des discours du premier ministre britannique, M^{me} Thatcher. Pas d'autre choix donc, traduit-il, que l'installation d'un nouvel ordre économique déshumanisé. De compromissions en compromissions, analyse M. Gélinas, les politiciens se sont carrément mis au service des transnationales.

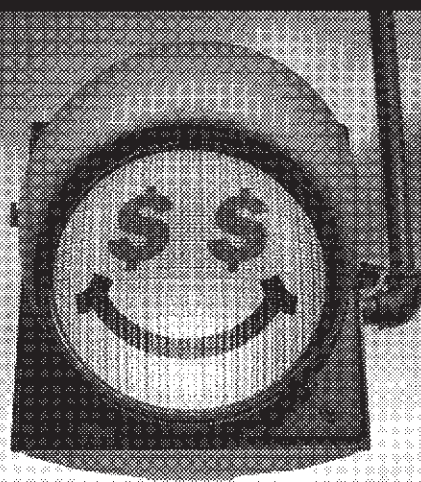
Jacques B. Gélinas termine ses conférences par un constat qui surprend rarement ses auditoires étudiants, et se retrouve en écho dans le discours d'organismes comme SalAmi : « Je ne crois pas que c'est en élisant de nouveaux politiciens qu'on s'en sortira, mais en créant des contre-pouvoirs ! »

La FPJQ crée un comité de surveillance de la liberté de presse

UN COMITÉ de surveillance de la liberté de la presse sera présent au Sommet des Amériques du 20 au 22 avril, afin d'assister et défendre les journalistes québécois et étrangers qui auraient de la difficulté à faire leur travail librement lors des manifestations. Créé par la Fédération professionnelle des journalistes du Québec, le comité a reçu l'appui de l'organisme international Reporters sans frontières et de l'association torontoise Canadian Journalists for Free Expression.

Il sera basé à l'intérieur du périmètre de sécurité, au Palais Montcalm. Quatre équipes de deux journalistes patrouilleront la ville à des endroits stratégiques où on prévoit qu'auront lieu les manifestations les plus importantes, précise Hélène Pichette, présidente de la FPJQ. Les journalistes affectés à la couverture du Sommet pourront communiquer en tout temps avec eux. En cas de problème, le comité interviendra auprès des autorités.

Un tel comité est apparu indispensable à la FPJQ à la suite de certaines interventions policières lors de manifestations à Montréal. Le 1^{er} mai dernier, un journaliste et une photographe de l'hebdo culturel *Ici* avaient été arrêtés et détenus avec des manifestants, après une manifestation à Westmount. En octobre, lors de la rencontre des ministres des Finances des pays du G20, plusieurs journalistes avaient été malmenés par les policiers.

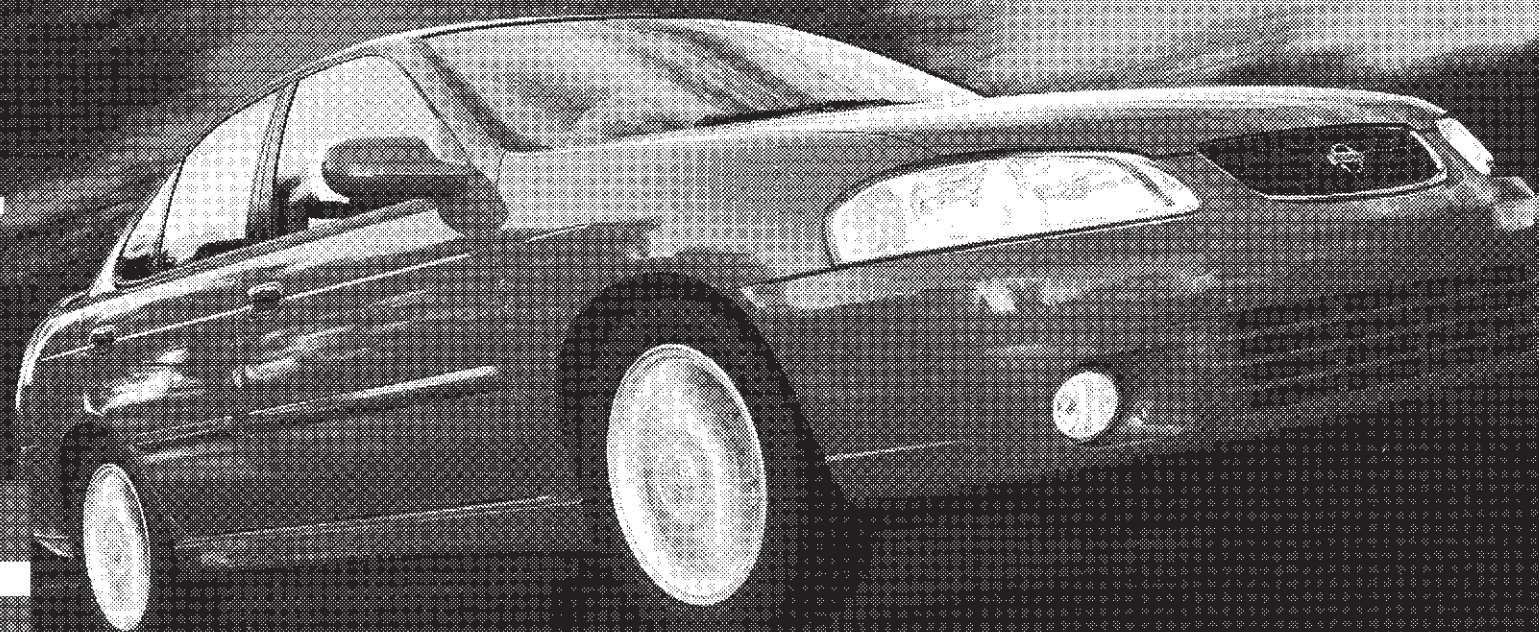


ACCÉDEZ AU POUVOIR

SENTRA

2,8% **
FINANCEMENT
À L'ACHAT

LE POUVOIR D'ÊTRE
HEUREUX.



CLIMATISEUR
AM/FM/CD

MOTEUR 1,8 L DE 126 CHEVAUX

PNEUS TOUTES SAISONS 14 PO

PARE-BOUE AVANT ET ARRIÈRE

PARE-CHOC COULEUR CARROSSERIE

DOSSIER ARRIÈRE RABATTABLE 60/40

TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS

219\$ PAR MOIS, location 48 mois*
Acompte seulement **855 \$**

0\$ DÉPÔT DE SÉCURITÉ

ACOMPTÉ	MENSUALITÉ
1 995 \$	199 \$
1 495 \$	209 \$
855 \$	219 \$
0 \$	239 \$



TOUJOURS PLUS LOIN.

* Location de 48 mois pour la Sentra XE «Option Plus» (C4LGS1 BK10). Acompte ou échange équivalent de 855 \$. Limite de 19 500 km par année avec 0,10 \$/km extra. Premier versement équivalent à un versement mensuel (toutes taxes incluses) requis à la livraison. Taxes, immatriculation et assurance en sus. Sur approbation du crédit. ** Taux de financement à partir de 2,9 % à l'achat pour les termes jusqu'à 36 mois. Offre d'une durée limitée. Voir votre concessionnaire participant pour tous les détails. Le modèle illustré est à titre indicatif seulement.

www.nissancanada.com 1 800 387-0122

SOMMET DES AMÉRIQUES QUÉBEC 2001

Ottawa rajoute 126 millions aux 65 déjà annoncés pour la démocratisation des Amériques

GILLES TOUPIN

OTTAWA — Le gouvernement fédéral a décidé trois jours avant le Sommet des Amériques de faire mentir ses détracteurs antimondialisation en annonçant la mise au point de nouveaux projets d'une valeur de 126 millions pour le développement économique, social et démocratique dans les Amériques.

Il est en effet prévu aujourd'hui, a appris *La Presse*, lors d'un déjeuner à Québec en présence d'au moins une quinzaine d'organismes non gouvernementaux (ONG) et devant d'autres instances dont l'Alliance canadienne des manufacturiers, qu'Ottawa annoncera 28 projets d'aide destinés à plusieurs pays des Amériques. Ces nouveaux projets porteront l'enveloppe globale de l'aide du gouvernement fédéral à la démocratisation des Amériques à 191 millions. C'est qu'Ottawa avait déjà annoncé ces dernières semaines des projets similaires d'une valeur de 65 millions.

Selon une source proche de l'organisation du Sommet des Amériques, qui a demandé à ne pas être nommée, « il était impérieux de

remettre les pendules à l'heure face au discours de certains opposants qui ne cessent d'affirmer que tout est mauvais au sommet ». Ottawa veut en effet faire savoir haut et fort, pour contrer la propagande antimondialisation, qu'au delà des mots le gouvernement Chrétien pose des gestes concrets appuyés par des espèces sonnantes et trébuchantes.

Les 28 initiatives annoncées aujourd'hui toucheront les domaines de la santé, de l'éducation, de l'égalité de sexes, du renforcement de la société civile, de la sécurité de l'hémisphère occidental, du commerce, de l'investissement, de la stabilité financière, des initiatives multisectorielles (développement social, développement durable, technologie), du travail et de l'emploi, de la gestion des catastrophes et de la croissance équitable.

Seulement dans le domaine de la santé, Ottawa annonce dix projets qui toucheront aussi bien les pays d'expression anglaise des Antilles que Haïti. En guise d'exemple, mentionnons un projet de 5 millions pour réduire la transmission du VIH / sida auprès de quelque 600 000 Haïtiens d'une région encore à préciser. Dix millions iront même à l'Organisation panaméricaine de la santé pour la lutte contre les maladies transmissibles en Amérique du Sud. D'autres projets

sont prévus pour la formation des infirmières en Amérique centrale, pour des initiatives locales d'éducation en santé en Haïti, pour des soins primaires au Nicaragua, etc.

Il n'est point d'intégration économique possible sur le continent, selon le point de vue d'Ottawa, sans une amélioration sensible de l'éducation de ses 900 millions d'habitants. Au Pérou, par exemple, le gouvernement canadien investira 5 millions pour améliorer l'éducation de base dans la région de Piura. Il s'agit, dans ce cas précis, de simplement assurer que les enfants de cette région achèvent leurs études primaires à l'âge habituel.

En ce qui concerne l'égalité de sexes, là encore le travail à faire en Amérique latine est immense, ne serait-ce que pour accroître le rôle décisionnel des femmes dans les pays antillais membres du Commonwealth, pour améliorer leur participation politique, réduire les obstacles discriminatoires et les aider à défendre leurs droits, plus particulièrement lorsqu'il s'agit de la violence faite aux femmes. À ce chapitre, Ottawa annonce aujourd'hui un projet de 7,5 millions.

Du côté de la société civile, le Canada investit 303 000 \$ dans le Centre international de la solidarité ouvrière qui travaille en Haïti et au Mexique à promouvoir les droits de la

personne, l'information et la création de réseaux.

Il a consacré un demi-million de dollars également à aider la Mission de vérification des Nations unies au Guatemala (MINUGUA) à soutenir les applications des accords de paix de 1996. Il subventionnera également dans les Petites Antilles et en Amérique centrale des programmes qui aideront ces pays à renforcer leur gestion des dépenses du secteur public.

La brochette de projets annoncés aujourd'hui touche aussi à des dossiers complexes de transfert de technologie canadienne vers le Sud, au développement social en Haïti dans les domaines comme la santé et la nutrition, l'éducation de base et la protection des enfants. Elle offre même deux programmes dans les domaines du travail et de l'emploi pour aider à la formation dans ces pays de petites entreprises ou pour diversifier les structures économiques. Un autre projet de 815 000 dollars, confié à CARE Canada, permettra de mettre en oeuvre des projets de préparation en Amérique centrale pour la gestion des catastrophes naturelles. Il y a enfin un projet de 757 000 consacré entièrement au développement de la micro-entreprise au Nicaragua.

La mondialisation est sexiste

KATIA GAGNON

QUÉBEC — La mondialisation est injuste, mais elle est aussi sexiste. C'est le constat auquel on est arrivés les 300 délégués du Forum femmes et mondialisation, qui ouvrirait officiellement le deuxième Sommet des peuples.

Des témoignages émouvants ont marqué ce grand forum, le premier d'une série de neuf grands groupes de discussions qui aborderont durant toute la semaine les thèmes sociaux écartés, selon les organisateurs du Sommet des peuples, des discussions des chefs d'État. « Ce sont les femmes qui ouvrent ce Sommet et ce n'est pas tout à fait innocent parce que les accords de libre-échange ont eu énormément d'effets pervers, en particulier sur les femmes », a lancé la présidente de la Fédération des femmes du Québec, Françoise David, à l'ouverture du forum.

Des conférencières comme de simples déléguées ont ensuite longuement témoigné de ces impacts. Mathilde Zarragoza, du Réseau mexicain sur l'ALENA, est venue expliquer que l'accord de libre-échange entre le Canada, les États-Unis et le Mexique a été désastreux pour son pays sur le plan social. « Depuis l'entrée en vigueur de l'ALENA, les trois quarts de la population du Mexique vivent dans la pauvreté. Le salaire moyen a diminué, les services sociaux ont été privatisés. Ce n'est pas pour rien que les zapatistes ont pu réunir 55 000 personnes pour manifester à Mexico », dit-elle.

« Le modèle économique du Mexique, aujourd'hui, ce sont les *maquiladoras*, où les femmes ont progressivement été évincées par les hommes. Il y a concurrence même pour du travail sous-payé. Les familles vivent dans des bidonvilles où l'eau et la terre sont pol-

lués, à quatre ou cinq dans la même pièce. Ce sont des situations dramatiques », témoigne Mme Zarragoza.

Sheila Stewart, une déléguée de La Barbade, est venue raconter, les larmes aux yeux, les conséquences de l'ALENA sur la région des Caraïbes. « L'ALENA, ça a été le désastre pour les Caraïbes. Les multinationales, qui employaient en majorité des femmes, ont déménagé au Mexique, faisant des milliers de victimes de la mondialisation », dit-elle. Ces multinationales ont parfois eu des comportements indignes avec leurs employées, refusant même de leur verser le salaire du dernier mois travaillé.

Mais, au-delà de ces témoignages, peu de projets d'actions concrètes sont ressortis de ce forum. Certains groupes, comme le Women's Edge américain, plaident pour un moratoire complet sur les accords de libre-échange jusqu'à ce qu'on en ait étudié avec précision les effets sur les populations concernées. D'autres militent pour la mise sur pied d'un indice qui ferait contrepoids au PIB — le produit national brut — et qui tiendrait compte des progrès sociaux effectués dans les États. « Un indicateur de progrès social réel, qui viendrait tempérer le PIB », suggère une déléguée américaine. Une collègue canadienne veut organiser un réseau « d'achat équitable », où les consommateurs seraient assurés que les produits qu'ils achètent n'ont pas été confectionnés par des enfants, par exemple. « Il faut se poser la question : qu'est-ce qu'on achète ? » plaide-t-elle.



Royal étend ses ailes d'un océan à l'autre

Nous offrons plus de vols domestiques. Pour moins cher.

2 VOLS/JOUR Ottawa à partir de 45\$	2 VOLS/JOUR Halifax à partir de 79\$	8 VOLS/JOUR Toronto à partir de 99\$
5 VOLS/SEMAINE Winnipeg à partir de 169\$	5 VOLS/SEMAINE Calgary à partir de 187\$	5 VOLS/SEMAINE Edmonton à partir de 197\$
5 VOLS/SEMAINE Vancouver à partir de 189\$	 ROYAL Votre partenaire	

Maintenant partenaire
du programme
Aeroplan^{MD}

Réservez votre prochain voyage auprès de votre agent de voyages ou communiquez avec nous au
1 888 828-9797 • www.royal.ca

Les prix indiqués peuvent varier selon les dates de départs, sont des tarifs aller simple et sont soumis à l'attribution des sièges. Taxes, NAV Canada et surcharge de carburant en sus. Aucune réservation d'avance ou séjour minimum requis. Places limitées et nouvelles réservations seulement. Les réservations peuvent être modifiées moyennant une surcharge mais ne sont pas remboursables. Les fréquences des vols annoncés sont du lundi au vendredi.^{MD} Aeroplan est une marque déposée d'Air Canada. Certaines conditions s'appliquent.

loto-québec résultats

Banco Tira ge du 2001-04-16
03 06 08 13 14
19 22 25 37 39
40 41 43 49 53
54 55 65 66 68

Quatrième Tira ge du 2001-04-16
3 4
933 9132

Extra Tira ge du 2001-04-16
NUMERO: 630024

Le jeu doit rester un jeu

Les modalités d'encasement des billets gagnants paraissent à verser des billets. En cas de dispute entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.

TVA, LE RÉSEAU DES TIRAGES DE LOTO-QUÉBEC

Traction intégrale.

new balance M804

2A B D 2E 4E

DES LARGEURS POUR SATISFAIRE VOS BESOINS, POUR COURIR, MARCHER ET S'ENTRAÎNER OU JUSTE ÊTRE L'AISÉ.

Spécialiste de chaussures athlétiques depuis 1985

boutique

endurance

6579, rue Saint-Denis, Montréal
(514) 272-9267
endurance.montrealplus.ca
Métro Baubien / Stationnement disponible

DIM

RABAIS DE 35%

4.99 RÉG. 7.75*

LE BAS «SUBLIM»

REFLETS BRILLANTS

Jambes impeccables parfaitement galbées dans un bas ultrafin, diaphane, qui donne un bel effet irisé. Le bas idéal pour les tenues plus raffinées. Noir, papyrus, poivre, gazelle, naturel, marine. P.m.g.tg.

la maison
simons

QUÉBEC PLACE STE-FOY • GALERIES DE LA CAPITALE • VIEUX-QUÉBEC • MONTRÉAL 977 RUE STE-CATHERINE O. • SHERBROOKE CARREFOUR DE L'ESTRIE

P E T I T E
tailles 5 pieds quatre et moins

LE CARDIGAN V CÔTELÉ

Un cardigan aux proportions parfaites pour la femme de 5 pieds 4 pouces et moins. Tricot coton et acrylique, dosé pour un entretien aisé, une très belle apparence. Blanc, lin, rouge, marine. P.m.g., 39.95 Rég. 65.00* Jupe à coordonner 49.95

la maison
simons

QUÉBEC PLACE STE-FOY • GALERIES DE LA CAPITALE • VIEUX-QUÉBEC • MONTRÉAL 977 RUE STE-CATHERINE O. • SHERBROOKE CARREFOUR DE L'ESTRIE

Le niveau des Grands Lacs dangereusement bas

Presse Canadienne

BURLINGTON, Ontario — Le niveau des Grands Lacs sera encore dangereusement bas, cette année, et les plaisanciers devront se méfier de rochers et de hauts-fonds non répertoriés sur les cartes.

Le niveau d'eau de chacun de ces lacs, exception faite du lac Ontario, devrait être inférieur à la normale, cet été, a prévenu M. Ralph Moulton, responsable du Service d'information sur les niveaux d'eau au Centre canadien des eaux intérieures.

Et à moins de très fortes précipitations

au cours des mois à venir, les niveaux seront inférieurs à ceux enregistrés l'an dernier, alors que des embarcations s'étaient échouées et que l'eau de certaines marinas n'était pas assez profonde pour permettre l'amarrage.

Le trafic maritime avait tout de même évité le désastre annoncé, de fortes pluies ayant maintenu l'eau à un niveau supérieur aux prévisions. Cette année, toutefois, les navigateurs pourraient bien ne pas avoir autant de chance.

« Nous pensons que les lacs Supérieur et Huron seront probablement de 10 à 15 centimètres moins élevés qu'ils ne l'étaient l'été dernier — et ils étaient déjà

assez bas », a déclaré M. Moulton.

« Et nous pensons que les niveaux des lacs Saint Clair et Érié seront inférieurs de 25 centimètres à ceux de l'an dernier », a-t-il ajouté.

L'eau de chacune de ces surfaces, hormis le lac Supérieur, devrait atteindre son niveau le plus bas en 35 ans. Celle du lac Supérieur pourrait bien n'avoir jamais été aussi peu élevée depuis 75 ans.

Le lac Ontario est habituellement épargné par les grandes fluctuations, son niveau étant contrôlé. Néanmoins, la chute du niveau d'eau des lacs situés au nord pourrait représenter un problème pour les navigateurs, a mis en garde M. Moulton.

Le nouveau bras canadien bientôt arrimé à la SSI

Presse Canadienne

CAP CANAVERAL, Floride — Après plus de 15 ans de planification et de mise au point, le *Canadarm2* prendra jeudi son envol pour la Station spatiale internationale (SSI) à bord de la navette *Endeavour*.

Une quinzaine de sociétés canadiennes, dont les entreprises québécoises EMS Technologies, CAE Électronique et FRE Composites, ont contribué à la conception du « télémanipulateur de la station spatiale ».

L'astronaute Chris Hadfield assurera l'installation et le déploiement du bras robotisé et sera du coup le premier Canadien à « marcher » dans l'espace. Il est arrivé hier en Floride en vue du lancement de la navette *Endeavour*, prévu jeudi.

Il a indiqué que la préparation à la mission fut un long mais agréable processus et qu'il était très excité.

Lors de son premier voyage dans l'espace, en 1995, M. Hadfield a été le seul Canadien à monter à bord de la défunte station spatiale russe *Mir*.

Selon l'Agence spatiale canadienne, le bras robotisé est essentiel à la construction de la station orbitale. « Sans le bras canadien, il serait exceptionnellement difficile de la compléter », soutient Chris Lorenz, directeur des opérations de mission.

Le bras sera en effet indispensable à l'installation du sas et des panneaux solaires.

Pour fixer le bras de 1,6 tonne, Chris Hadfield et l'Américain Scott Parazynski devront effectuer deux à trois sorties, pouvant durer jusqu'à sept heures.

Contrairement aux cinq bras canadiens dont une extrémité est attachée en permanence à l'intérieur des navettes, chaque extrémité du *Canadarm2* pourra se fixer à des bornes électromécaniques, permettant à l'autre d'effectuer d'autres tâches.

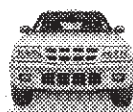
Le bras robotisé est constitué de deux longs segments équipés de « mains » et d'une charnière centrale permettant de le plier en deux.

Le bras canadien original ne sera pas en reste, puisque c'est lui qui soulèvera la palette du *Canadarm2* et arrimera le bras à la station avant qu'il ne soit déployé par les astronautes Hadfield et Parazynski.

Une fois le *Canadarm2* amarré, il soulèvera la palette et la remettra au bras de la navette, qui la déposera ensuite dans la soute. Ce sera la première « poignée de main » de robots dans l'espace.

Il s'agit du plus gros élément fourni par le Canada dans le cadre de sa contribution à la station orbitale.

Isuzu, 85 ans d'expérience.



- MOTEUR V6 3.2 LITRES 205 HP
- VITRES ET PORTES ÉLECTRIQUES
- GARANTIE DE 5 ANS / 100 000 KM SUR LE GROUPE PROPULSEUR
- CLIMATISATION
- LECTEUR CD

Rodeo S 2001

Mensualité	434 \$	399 \$	326 \$
Comptant	0 \$	1595 \$	4995 \$

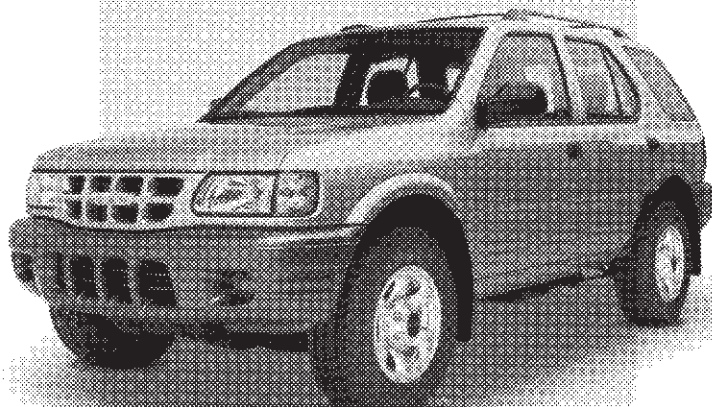
399\$ / Mois
Bail de 48 mois

Taux de location de **1,9%**
Comptant de seulement **1595\$**
Frais de transport inclus

ISUZU

Loin devant.

Son taux de
financement
de **1,9 %**
c'est comme une
bouffée d'air pur.



www.isuzucanada.com

*Basé sur un Isuzu Rodeo S 15A 2001. PDSF 32 485 \$. Ces mensualités sont calculées sur un bail de 48 mois et comprennent le transport, la préparation à la route et la taxe d'accise. Par contre, l'immatriculation, l'assurance et les taxes ne sont pas incluses. À la signature du contrat un comptant initial (ou échange équivalent) ainsi qu'un premier versement et un dépôt de garantie vous seront demandés. Pendant la durée du bail, le kilométrage alloué est de 60 000 km et chaque kilomètre supplémentaire ne vous coûtera que 0,12 \$. Programme 24 000 km aussi disponible. Les détaillants peuvent fixer un prix ou des mensualités moindres.

Pour plus de détails, contactez votre détaillant Saturn Isuzu le plus près de chez vous ou composez le 1 800 263-1999

Saturn Saab Isuzu de Blainville
(450) 437-6317

Bourassa Saturn Saab Isuzu (Laval)
(514) 385-9191

Saturn Saab Isuzu de Brossard
(450) 572-2500

West Island Saturn Saab Isuzu
(514) 332-4424

Gravel Saturn Saab Isuzu (Montréal)
(514) 861-2000

Mondial Saturn Saab Isuzu (Montréal)
(514) 385-7222

Saturn Saab Isuzu de Terrebonne
(450) 964-1374

Décarie Saturn Saab Isuzu
(514) 342-2222

SÉCURITÉ ET AVENTURE À VOTRE PORTÉE.



Louer V40 pour
399 \$
/mo. (48 mois)
avec acompte de 2 995 \$



Louer V70 pour
499 \$
/mo. (48 mois)
avec acompte de 4 750 \$

Louer Cross Country pour
599 \$
/mo. (48 mois)
avec acompte de 6 100 \$



VOLVO pour la vie

Que vous recherchiez la sécurité ou l'aventure (ou même les deux !), vous trouverez le véhicule qui vous convient, à un prix des plus rassurant, parmi la gamme des familiales Volvo. Et quel que soit votre choix, vous serez toujours en sécurité.

- SACS GONFLABLES FRONTAUX À DÉPLOIEMENT ADAPTÉ
- SIÈGES À PROTECTION ANTICONTRECOUP
- RIDEAUX GONFLABLES LATÉRAUX
- SYSTÈME DE PROTECTION EN CAS DE COLLISIONS LATÉRALES
- CAGE DE SÉCURITÉ EN ACIER HAUTE RÉSISTANCE
- FREINS ABS RÉPARTITION ÉLECTRONIQUE DU FREINAGE

Les Volvo V40, V70 et Cross Country, des familiales qui n'ont rien de pépère.

le groupe
VOLVO

Montréal
UPTOWN VOLVO
4900, rue Paré
(514) 737-6666

Saint-Hyacinthe
AUTOMOBILES CHICOINE INC.
855, rue Johnson
(450) 771-2305

Sainte-Agathe
FRANKE VOLVO
180, rue Principale
(819) 326-4775

Laval
VOLVO DE LAVAL
div. de: Boulevard St-Martin Auto
1430, boul. St-Martin Ouest
(450) 667-4960

Pointe-Claire
VOLVO POINTE-CLAIRE
15, Auto Plaza
(514) 630-3666

Saint-Léonard
JOHN SCOTTI AUTO LTÉE
4315, boul. Métropolitain Est
(514) 726-9394

Brossard
VOLVO DE BROSSARD
9405, boul. Taschereau
(450) 659-6688

*PDSF pour un Volvo V40/V70/Cross Country 2001 : 32 400 \$/38 995 \$/49 995 \$. Taux de bail de 4,9%/7,25%/7,25% offert sur les Familiales V40/V70/Cross Country de modèles 2001. Cette offre temporaire est disponible par l'entremise des détaillants Volvo participants et des Services financiers Automobiles Volvo du Canada sur approbation du crédit aux clients au détail admissibles seulement. Exemple de location à long terme d'une Volvo V40/V70/Cross Country 2001 avec acompte ou échange équivalent de 2 995 \$/4 750 \$/6 100 \$: 399,96 \$/499,96 \$/699,96 \$ par mois, basé sur 48 mensualités totalisant 19 169,28 \$/23 976 \$/28 757,28 \$. Achat à la fin du bail pour 14 542,00 \$/17 840,25 \$/23 829,60 \$. Fret et préparation de 1 050\$, taxes, immatriculation et assurances en plus. Première mensualité et dépôt de sécurité de 500 \$ (dépôt de sécurité sur V40 non requis jusqu'au 30 Avril, 2001)/600 \$/700 \$ requis. Le bail prévoit une allocation de 20 000 kilomètres par année (0,08 \$/0,08 \$/0,16 \$ par kilomètre excédentaire). Le détaillant peut louer ou vendre moins cher. Pour plus de détails ou d'autres options de location, voyez votre détaillant Volvo. ©2001 Automobiles Volvo du Canada Ltée. «Volvo, pour la vie» est une marque de commerce d'Automobiles Volvo du Canada Ltée. N'oubliez pas de boucler votre ceinture. Visitez www.volvocanada.com. AJAC "Meilleure famille" 2001 - V40.

Un médecin refuse de traiter une patiente «trop malade»

SAINT-JEAN, N.-B. (PC) — Une femme du Nouveau-Brunswick affirme qu'un médecin de famille a refusé de la voir parce qu'elle était trop malade.

Carolyn Wilson pensait avoir trouvé un nouveau médecin de famille à Saint-Jean, à la fin mars. Mais au moment de se présenter pour son premier rendez-vous, le Dr Martin Bakota lui aurait dit qu'elle était trop malade pour qu'il l'accepte comme patiente.

M^{me} Wilson, qui vit près d'Hampton, s'est

fait récemment amputer la jambe gauche sous le genou. Elle souffre également de maladie pulmonaire chronique, de diabète et d'allergies à certains médicaments.

Le Dr Bakota indique qu'il a renvoyé M^{me} Wilson en raison du cas particulier qu'elle représente et qu'elle demandait trop de travail.

Il a ajouté qu'il voit environ 40 patients par jour et travaille 13 heures par jour.

Continuellement dans le jus ?

jobboom.com

Vous pourrez toujours dire non.

294-6390

JACOB
Lingerie

Simply **sexy**
tous les jours

SOUTIEN-GORGE COUSSINÉ 38\$
CULOTTE BRÉSILIENNE 16\$

Obtenez un **certificat-cadeau* de 10\$** à l'achat d'un soutien-gorge et d'une culotte de notre collection Simply sexy

Offre valable du 8 au 28 avril
*Applicable à votre prochain achat.

LCRA

Jacob Lingerie : 1220 Ste-Catherine ouest, 4067 St-Denis, Promenades de la Cathédrale, Carrefour Laval, Centre Rockland, Galeries d'Anjou, Promenades St-Bruno.

2947041A 29470417

Uniroyal
Tiger Paw ASC

44⁹⁵\$ P155/80R13
PRIX DE DÉTAIL 71⁰⁰\$[†]

inclus! Pose, valve et équilibrage

Uniroyal Tiger Paw ASC → P185/75R14

73⁹⁵\$ PRIX DE DÉTAIL 97⁰⁰\$[†]

Uniroyal Tiger Paw ASC → P205/70R15

79⁹⁵\$ PRIX DE DÉTAIL 120⁰⁰\$[†]

Aussi disponible!
Pneus pour camion Uniroyal Laredo AWP

→ P205/75R15

95⁹⁵\$ PRIX DE DÉTAIL 141⁰⁰\$[†]

Les plus grandes marques aux meilleurs prix!

BFGoodrich **MICHELIN**
UNIROYAL **GOOD YEAR**

Nos p'tits soins

- Service sans rendez-vous
- Service de navette
- Carnet d'entretien sur Internet
- Dépôt de nuit pour vos clés

GM

Service Goodwrench
Bien fait. À temps.

1 800 463-7483

goodwrench.gmcanada.com

CHEVROLET Onixmobile
PONTIAC BUICK GMC
Cavalier

2949719

†Prix de détail suggéré par le fabricant. Ces offres s'appliquent à la plupart des voitures et véhicules GM. Toutes taxes et droits en sus. Prix en vigueur jusqu'au 30 juin 2001. Les concessionnaires peuvent fixer un prix moindre. Pour tous les détails, voir votre concessionnaire participant du Québec.

Deux semaines pour comprendre l'Ordre du temple solaire

Le chef d'orchestre Michel Tabachnik est le seul prévenu d'un procès qui commence aujourd'hui

Associated Press

GRENOBLE, France — Le chef d'orchestre franco-suisse Michel Tabachnik, 58 ans, prévenu de « participation à une association de malfaiteurs », comparaitra à partir d'aujourd'hui devant le tribunal correctionnel de Grenoble qui, pendant deux semaines, tentera de reconstituer le parcours de la secte du Temple solaire.

Soixante-quinze de ses adeptes ont péri au cours de « suicides collectifs » de 1994 à 1997 en Suisse, au Québec et en France.

La justice reproche à Michel Tabachnik, le seul prévenu du dossier, principalement ses propos et ses textes envers les adeptes qu'il aurait conditionnés au fil des années. Il en court, en vertu de l'article 450-1 du Code pénal, jusqu'à 10 ans de prison et un million de francs d'amende.

Au cours des audiences, le tribunal, présidé par Gérard Dubois, reviendra sur les drames suisses de Salvan et Chery, en Suisse (48 morts en octobre 1994) et du Québec (6 morts à Morin Heights en septembre 1994, et 5 morts à Saint-Casimir en mars 1997), mais aussi et surtout sur celui du Vercors, en France (16 morts le 16 décembre 1995). Une affaire classée sans suite, l'enquête ayant démontré que les deux tueurs, Jo Di Mambro et Luc Jouret, se sont suicidés sur les lieux après avoir abattu les onze adeptes et trois enfants.

Une soixantaine de témoins ont été convo-

qués pour les audiences. Plusieurs, parmi lesquels des anciens adeptes, ont déjà annoncé, certificats médicaux à l'appui, qu'ils ne viendraient pas à Grenoble.

Compte tenu de la longueur du procès et surtout du nombre de témoins et de parties civiles, les salles d'audience de l'actuel palais de justice de Grenoble étant trop petites, c'est dans la vaste bibliothèque de l'ancien musée de peinture que se dérouleront les débats. Un peu plus de 250 places ont été prévues. Environ 90 journalistes, français, québécois et suisses notamment, sont attendus pour couvrir le procès prévu jusqu'au 30 avril.

Prairie, Beauce-Sud, Laporte, Jonquière, Westmount-Saint-Louis, Mont-Royal, Jean-Talon, Louis-Hébert, Rivière-du-Loup, Vanier, Duplessis, Veudreuil, Nicolet-Yamaska, Rosemont, Mille-Îles, Arthabaska, Chabaly, Fabre, Montmagny-L'Islet, Jeanne-Mance, Richelieu, Johnson, Lotbinière, Verchères, Rouyn-Noranda-Témiscamingue, Hochelaga, Charlevoix, Saint-Hyacinthe, Pointe-aux-Trembles, Masson, Matapédia, Iles-de-la-Madeleine, Bellechasse, Anjou, Kamouraska-Témiscouata, La Pêche, Bertrand, Drummond, Blainville, Mauricie, Marguerite-D'Youville, Beauharnois, Huntingdon, Chutes-de-la-Chaudière, Arcy-McGee, Gatineau, Shefford, Trois-Rivières, Roberval, Taschereau, Groulx, Poirassas, Abitibi-Est, Acadie

RAPPEL

La parole est à vous


Avis d'audiences publiques sur la proposition de délimitation d'une nouvelle carte électorale

Inscrivez-vous et faites valoir votre point de vue.

Il y aura des audiences publiques le 19 avril à Saint-Jérôme, de 13 h à 17 h avec reprise à 19 h.

SAINT-JÉRÔME
Hôtel Best Western
420, Mgr Dubois
Téléphone : (450) 438-1155
Télécopieur : (450) 438-9440

Pour vous inscrire ou pour obtenir une copie de la proposition de la Commission de la représentation électorale, composez le **1 888 ÉLECTION** (1 888 353-2846), ou consultez notre site Web à l'adresse : www.dgeq.qc.ca.

 Les personnes sourdes ou malentendantes peuvent composer sans frais le 1 800 537-0644.

 Commission de la représentation électorale du Québec

2940791A

La chasse au trésor Birks

Du 19 au 21 avril, au magasin du square Phillips à Montréal

Profitez de l'occasion pour apporter vos précieux bijoux chez Birks et bénéficier gratuitement d'une consultation auprès de Monsieur André Richard, notre expert en bijoux de succession, afin qu'il en détermine la valeur. Vous pourrez alors choisir de les conserver ou de les mettre en consignation parmi la prestigieuse collection privée Birks. Veuillez prendre rendez-vous par téléphone. Tous les bijoux seront évalués, sauf les montres.



BIRKS

Fins bijoux et cadeaux. depuis 1879



Seulement chez Birks, 1240, Square Phillips 514-397-2511
1 800 682 2622 www.birks.com

2981533A

Metro Hyundai
5008, rue Decarie
Montréal (514) 485-0001
Hyundai Président
4600^e B^e boul. St-Jean
Dollard-des-Ormeaux
(514) 624-7777
Ulsan Hyundai
1625, boul. Hymus
Dorval (514) 683-5702
Vaudreuil Hyundai
125, Aimé-Vincent
Vaudreuil (450) 455-3677

Seray Auto Inc.
730, boul. Périgny
Chambly (514) 875-1959
Longueuil Hyundai
1680, boul. Marie-Victoria
Longueuil (450) 670-2080
Les Automobiles Cloginor
359, rue Laberge
St-Jean-sur-Richelieu
(450) 348-6817
La Prairie Hyundai
1055, boul. Taschereau
La Prairie (450) 659-2500

Hyundai Casavant
200, rue Johnson, Est
St-Hyacinthe
(450) 774-6344
Hyundai Granby
1196, rue Principale
Granby 1-888-549-8632
Hyundai de Châteauguay
77, boul. St-Jean-Baptiste
Châteauguay
(450) 699-8555
Hyundai Varennes
1855, route 132
Varennes (450) 652-4979

Hyundai Valleyfield
450, Chemin Laroque
Valleyfield (450) 370-3330
Desmeules Hyundai
1237, boul. Des Laurentides
Laval (450) 668-6393
Hyundai Auto St-Jérôme
1180, boul. Des Laurentides
St-Antoine (450) 432-4252
Chomedey Hyundai
2480, boul. Curé Labelle
Laval (450) 682-6000
Hyundai Blainville
1053, boul. Curé Labelle
Blainville (450) 434-5484

Houle et Frères Hyundai
290, Montée Masson
Mascouche
(450) 474-1110
Hamel Hyundai
130, rue Dubois
St-Eustache (450) 974-0440
Performe Hyundai
1453, boul. Paquette
Mont-Laurier
(819) 623-4844
Hyundai de Lanaudière
1165, rue de Lanaudière
Joliette (450) 759-7669

Coiteux Hyundai
5235, av. Papineau
Montréal (514) 521-3201
Hyundai Repentigny
845, rue Notre Dame
Repentigny
(450) 582-3182
Hyundai Sorel-Tracy
1864, rue Marie-Victorin
Sorel (450) 743-1244
Hyundai Gabriel
7020, boul. Henri-Bourassa, Est
Montréal
(514) 329-7777

Hyundai Victoriaville
445, Bois-Francis, Nord
Victoriaville
(819) 758-5775
Hyundai N. Paquin Auto
51, 10^{ème} Avenue, Ouest
Amos (819) 732-5995
Dynastic Automobile Ltée
494, Avenue La Rivière
Rouyn (819) 762-1741
Maryvo Hyundai
1940, 3^{ème} Avenue
Val d'Or (819) 874-2886

2941726

Dix-sept millions de photos stockées dans une mine

Agence France-Presse

NEW YORK — La société Corbis de Bill Gates va « enterrer » l'immense collection de photos Bettmann, qui rassemble parmi les plus grands clichés du XX^e siècle, dans une mine de calcaire afin de la sauver de la destruction.

Les quelque 17 millions de clichés, dont une célèbre photo d'Albert Einstein tirant la langue et celle de John Kennedy Jr devant le cercueil de son père, se trouvent actuellement dans un bâtiment de Manhattan.

Ils souffrent toutefois fortement des altérations dues à la chaleur, à l'humidité et à la consultation manuelle des clichés, qui ruinent l'état des négatifs et du papier, a souligné Corbis hier dans un communiqué. La société construit donc un centre de stockage et de numérisation sur 1000 m² en sous-sol, à Iron Mountain en Pennsylvanie, près de New York.

La photothèque doit y être stockée à une température inférieure à zéro degré et une humidité réduite, de l'ordre de 35 %. « Les paramètres ont été définis pour pouvoir conserver les photos telles qu'elles sont aujourd'hui pendant des milliers d'années », a expliqué Corbis. Le transfert des archives de Manhattan en Pennsylvanie doit se faire d'ici l'hiver 2002. Les photos seront ensuite accessibles sous forme numérique uniquement. Historiens et éditeurs photo s'inquiètent de se voir bientôt interdire l'accès physique aux photos et ce alors que 225 000 d'entre elles, soit moins de 2 % de la collection, ont été jusqu'ici numérisées.

Grève du zèle des douaniers

Presse Canadienne

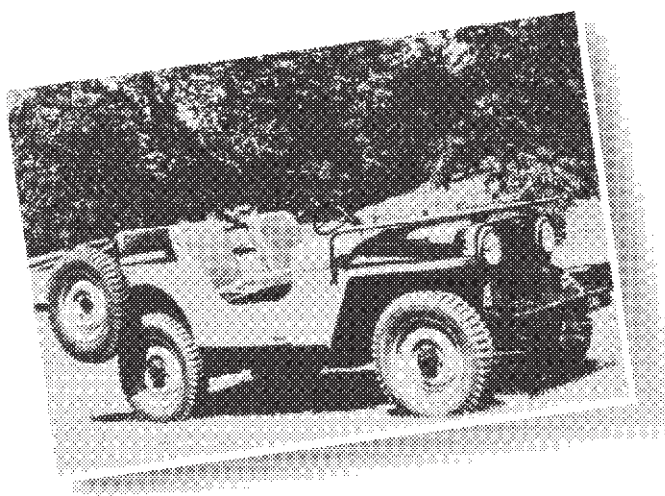
TORONTO — Les voyageurs pourraient bien être victimes de longs délais d'attente aux aéroports et aux postes-frontières du pays, cet été, si les douaniers n'obtiennent pas d'ici là la majoration salariale que leur syndicat réclame.

Le syndicat des 10 500 douaniers a prévenu hier que les moyens de pression récemment entrepris à l'aéroport Pearson de Toronto ne sont qu'un début.

Depuis dimanche, les douaniers refusent d'effectuer des heures supplémentaires. Cette tactique n'a eu aucun impact notable sur les délais d'entrée des voyageurs, a commenté le porte-parole de Douanes Canada, M. Mark Butler.

Le contrat de travail est échu depuis novembre et les négociations sont dans l'impasse. Ottawa a offert une hausse salariale de 2,25 %, mais l'Alliance de la fonction publique du Canada (AFPC) soutient que les douaniers n'ont pas vu leurs salaires indexés au coût de la vie depuis dix ans. Le salaire des douaniers oscille entre 38 000 \$ et 43 700 \$.

IL Y A 60 ANS, ON SORTAIT DES SENTIERS BATTUS PAR OBLIGATION. AUJOURD'HUI, C'EST AUSSI PAR PLAISIR.



Célébrez le 60^e anniversaire de Jeep. Offrez-vous l'original.



LOUEZ POUR

439 \$
/mois*

Location de 48 mois.
Transport et taxe sur le climatiseur inclus.

Jeep^{MD} Grand Cherokee Laredo 2001

- Moteur de 4 litres, 6 cylindres
- Transmission automatique à 4 rapports
- Climatiseur
- Freins à disque aux 4 roues avec antiblocage
- Sacs gonflables de nouvelle génération
- Régulateur de vitesse
- Roues de 16 po en aluminium
- Plein d'essence gratuit²
- Protection de 5 ans/100 000 km¹ sur le groupe motopropulseur et assistance routière de 5 ans/100 000 km¹

OPTIONS SANS FRAIS : • Haut-parleurs Infinity • Radiocassette AM/FM avec lecteur multi-CD (10)



ÉDITION LIMITÉE

Célébrez le 60^e anniversaire de Jeep^{MD} avec l'arrivée du Grand Cherokee Édition Limitée.

- Emblème 60^e anniversaire
- Sièges en cuir deux tons
- Roues chromées 17 po
- Radiocassette AM/FM avec lecteur multi-CD (10)

SEULEMENT 200 VÉHICULES EN STOCK

5 100

Protection de 5 ans/100 000 km¹ sur le groupe motopropulseur.
Assistance routière de 5 ans/100 000 km¹

Jeep

LE SEUL ET UNIQUE

DIPLOMES

Rabais jusqu'à 500\$*

Seulement chez votre concessionnaire Chrysler • Dodge • Jeep^{MD}

Premier versement et dépôt de sécurité exigés à la livraison. * Tarif mensuel et descriptif pour le Jeep, Grand Cherokee Laredo 2001 avec ensemble 26E + AGC + LSA + BBP et comptant initial de 4995 \$ ou échange équivalent. Le locataire est responsable de l'exédent de kilométrage après 81 660 km, au taux de 15¢ le km. Immatriculation, assurance, droits sur les pneus neufs, frais d'inscription au Registre des droits mobiliers et taxes en sus. Location pour usage personnel seulement. Le concessionnaire peut louer à prix moindre et peut avoir à échanger/commander un véhicule. Aucun rachat requis. Sous réserve de l'approbation de Services financiers DaimlerChrysler. Offre de durée limitée et exclusive sauf pour les possesseurs de la combine à la remise aux diplômés et au programme d'aide aux handicapés physiques. 52 Plein d'essence gratuit à l'achat ou à la location de tout véhicule neuf 2001. ** Suivant que l'une ou l'autre circonstance se produira la première. Des conditions s'appliquent. Voir votre concessionnaire participant pour les détails et les conditions. 1 500 \$ de remise aux diplômés à la location. Jeep, est une marque déposée de DaimlerChrysler Corporation, utilisée sous licence par DaimlerChrysler Canada. Chrysler est une marque déposée de DaimlerChrysler Canada Inc., une filiale à propriété entière de DaimlerChrysler Corporation. Portez toujours votre ceinture. La barquette arrière est l'endroit le plus sûr pour assoir les enfants.

Association publicitaire des concessionnaires Chrysler • Dodge • Jeep, du Québec

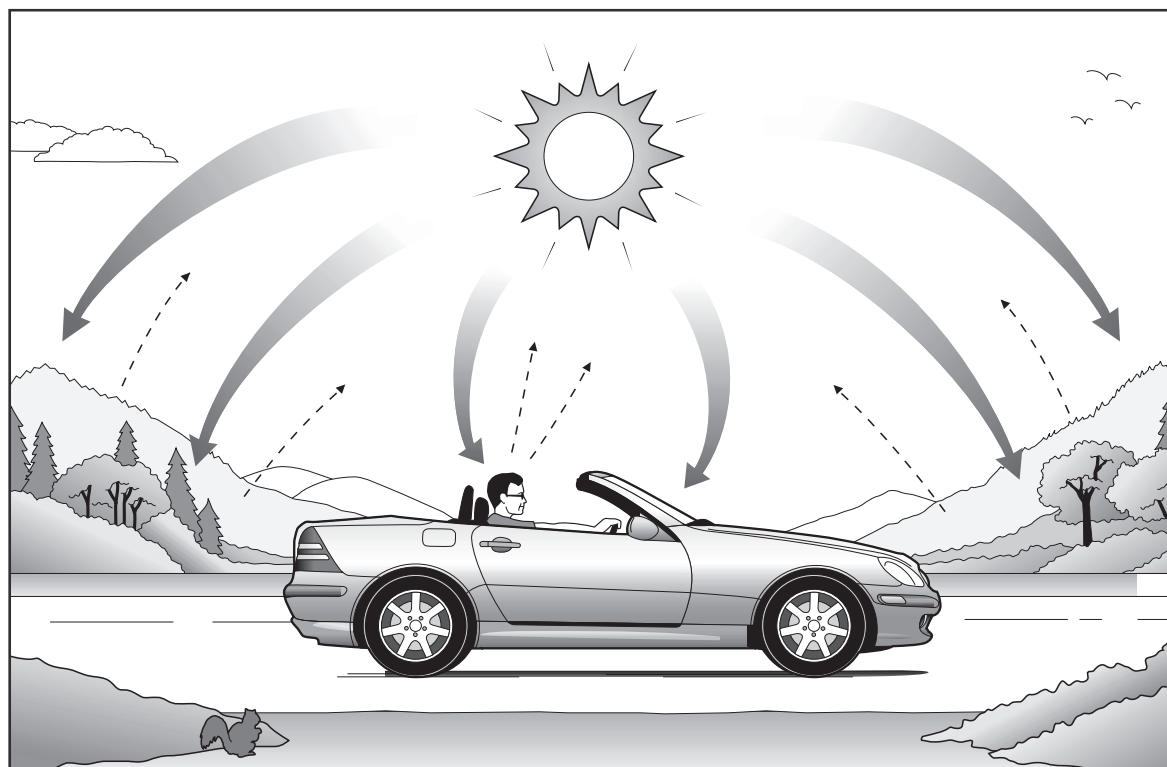


Schéma 1. Photosynthèse et respiration.



Classe SLK



Classe CLK



Classe SL



Mercedes-Benz
L'avenir de l'automobile

Les cabriolets. Une valeur équitable à partir de 54 350 \$*. Pour localiser le concessionnaire le plus proche: 1 800 387-0100 ou www.mercedes-benz.ca.

La Conférence de Montréal ne veut pas imiter Davos



MARIE-FRANCE LÉGER

La Conférence de Montréal est unique. Elle n'est pas un Davos en devenir. Gil Rémillard, président-fondateur de ce forum international sur la nouvelle économie qui s'ouvre aujourd'hui à l'hôtel Reine-Élisabeth, est formel. Il n'y a aucun lien à faire entre les deux.

« Nous n'avons pas les mêmes objectifs. À Davos, il n'y a pas de groupes sociaux. Nous avons une formule originale. Notre règle est la transparence et l'ouverture. À la Conférence de Montréal, les journalistes sont présents depuis le début », affirme M. Rémillard, qui fut ministre de la Justice et ministre des Relations internationales sous Robert Bourassa.

En somme, on ne fait pas que brasser des affaires à la Conférence de Montréal. On veut aller plus loin. Tout en restant, insiste M. Rémillard, apolitique. Des contacts réels se créent à cette occasion entre des entrepreneurs, des politiciens, des universitaires et des syndicalistes mais ce forum sur le nouveau système économique global n'en est pas un de prise de décision. « Nous ne faisons aucune recommandation. Nous sommes ici pour donner des informations stratégiques aux gens d'affaires, aux universités, aux grandes organisations internationales. »

Et cette année, 150 conférenciers et 800 participants portent leur attention sur une région cible : les Amériques et les Antilles. Pas moins de dix délégations étrangères, surtout d'Amérique latine, seront au rendez-vous. La Conférence de Montréal se veut un concept unique et original. Car en plus de la situation économique, les participants pourront prendre le pouls social et culturel prévalant dans différents pays du continent. « On est là pour avoir une vision. Comment les choses peuvent-elles évo-

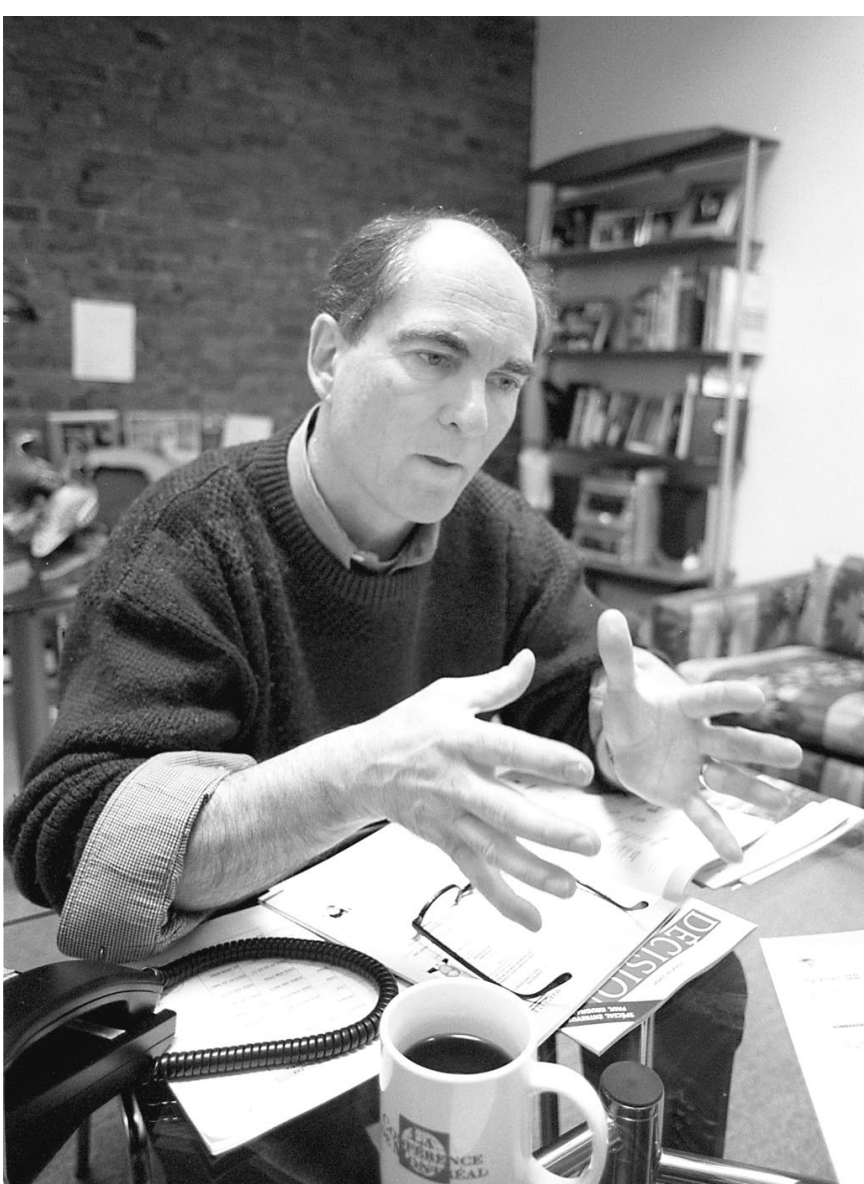


Photo MICHEL GRAVEL, La Presse ©

Gil Rémillard, président-fondateur de la Conférence de Montréal, veut donner une image sociale à ce forum économique international.

luer ? Du point de vue économique et sociologique. Car si on veut développer sa capacité d'agir, on doit connaître le contexte », de dire M. Rémillard.

Des invités prestigieux sont attendus, tels le président du Mexique, Vicente Fox, le gouverneur de l'État de New York, George Pataki, le professeur d'économie Paul Krugman, le PDG de la Chambre de commerce des États-Unis, Thomas J. Donohue, le secrétaire général de la Fédération internationale

des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, Didier Cherpitel, la ministre des Affaires étrangères de la République du Salvador, Maria Eugenia Brizuela de Avila. Côté canadien et québécois, le ministre Pettigrew et le premier ministre Bernard Landry seront présents mais pas forcément sur la même tribune. « Les deux gouvernements comprennent et travaillent avec nous pour respecter le côté apolitique de la conférence », a souligné Gil Rémillard, aujourd'hui professeur à l'ENAP et avo-

cat-conseil chez Fraser Milner Casgrain.

La conférence, qui se déroule jusqu'à vendredi inclusivement, s'intéresse notamment aux enjeux économiques et commerciaux découlant de la création d'une zone de libre-échange à partir de 2005. Question pertinente s'il en est tout juste à la veille de l'ouverture du Sommet de Québec ! Le 18 avril, tous les thèmes développés dans les forums et la session plénière de l'après-midi abordent sous un angle ou l'autre les problèmes liés à l'intégration économique des Amériques.

Les deux journées subséquentes, il sera question de biotechnologie et de sécurité alimentaire, d'environnement, d'agriculture, de diversité culturelle à l'heure de l'e-commerce et des perspectives humanitaires de la nouvelle économie. M. Rémillard regrette de n'avoir pu mettre sur pied cette fois-ci un forum sur les nouveaux travailleurs, mais il s'en promet un l'an prochain, avec la participation des grandes centrales syndicales.

Il reste que depuis sept ans maintenant la Conférence de Montréal contribue au développement international des petites et moyennes entreprises. « Les gens d'affaires font des rencontres à la Conférence qu'ils n'auraient jamais l'occasion de faire. Depuis le début, plusieurs entreprises ont fait des affaires importantes, des universités ont conclu des ententes, des ONG ont développé des projets. Des ententes de 50 millions et plus ont été conclues. »

Commanditaires et partenaires se bousculent pour collaborer à la mise en oeuvre de ce forum. Au nombre de ses commanditaires, la Conférence compte de prestigieuses compagnies canadiennes telles que BCE Inc., Bombardier, Hydro-Québec, la Caisse de dépôt et placement du Québec, Power Corporation du Canada, ou Alcan. Ministères et agences gouvernementales, telles que l'ACDI et le Centre de recherche pour le développement international (CRDI), de même que la Banque interaméricaine de développement sont des partenaires majeurs.

NOUVEAU-BRUNSWICK

La GRC ne respecterait toujours pas la Loi sur les langues officielles

Presse Canadienne

MONCTON, N.-B. — La GRC continuerait de bafouer les droits linguistiques des francophones du Nouveau-Brunswick en ne respectant toujours pas la Loi sur les langues officielles. Un an après que la commissaire aux langues officielles, Dyane Adam, eut émis cinq recommandations à la GRC pour qu'elle se conforme à la loi, rien n'a bougé...

À l'automne 1998, à la suite du rapport Wilson (rédigé par un consultant), la GRC avait décidé de baisser d'un cran les compétences orales obligatoires des postes d'agents désignés bilingues dans la province. Ainsi, au lieu de devoir détenir un niveau supérieur d'interaction orale, plusieurs agents au français boiteux pouvaient répondre aux critères amoindris, au grand détriment de la population francophone, selon des plaignants.

Cette situation avait fait bondir plusieurs personnes et organismes qui estimaient que les droits linguistiques des Acadiens avaient encore une fois été bafoués. Au total, sept plaintes avaient été déposées auprès de la commissaire aux langues officielles.

À la lumière d'un rapport d'enquête, déposé en mai 2000, au sujet de la désignation linguistique des postes d'agents de la GRC au N.-B., M^{me} Adam avait donné raison aux plaignants et avait conclu que la GRC ne respectait effectivement pas la Loi sur les langues officielles (LLO). Elle avait alors formulé cinq recommandations qui auraient permis à la GRC de se conformer à la LLO. Or, rien n'aurait changé depuis, selon M^{me} Adam.

Le Commissariat effectue présentement un suivi. Un rapport préliminaire indique qu'aucune des recommandations de la commissaire n'a été mise en oeuvre, sauf une seule qui est appliquée en partie seulement. Ce rapport est destiné aux auteurs des sept plaintes et à la GRC afin qu'ils y répondent et que la commissaire puisse préparer son rapport final.

Conséquence du refus de la GRC de coopérer, M^{me} Adam sera peut-être obligée de présenter un recours devant la Cour fédérale.

| CONGÉDIEMENT D'UNE «TAUPE» |

Un tribunal donne raison à la SQ

MARTIN PELCHAT

QUÉBEC — Un tribunal d'arbitrage vient de donner raison à la Sûreté du Québec d'avoir congédié en 1998 une employée de son Service de renseignements criminels parce qu'elle avait utilisé une banque confidentielle de renseignements policiers à des fins personnelles.

L'emploi nouvellement occupé par la femme, technicienne en informatique de haut niveau et au dossier sans tache jusque-là, lui donnait accès à la banque G-11, qui contient tous les renseignements sur les enquêtes criminelles en cours, incluant l'écoute électronique, à propos du crime organisé et particulièrement les motards. Cette banque n'est accessible qu'à une minorité de policiers.

« L'employeur ne peut accepter que soient mises en danger ses enquêtes secrètes et ses activités de lutte contre le crime organisé simplement parce qu'un employé ne considère pas important de respecter ses engagements de confidentialité », écrit le président du tribunal, M^e Gilles Lavoie, dans une déci-

sion rendue le 2 avril dernier rejetant le grief déposé par l'employée en question, prénommée Danielle.

La SQ a entretenu ses premiers doutes à son sujet quand elle a commencé à arriver au travail dans la Jaguar de son conjoint de l'époque, un homme d'affaires. Ce n'est que plus tard qu'on a découvert que ce dernier avait acquis un bar de danseuses nues de Laval d'un associé du Hells Angels Scott Steiner, qui contrôlait à l'époque le territoire de Laval pour le compte de cette organisation.

Un spécialiste des motards de la SQ, le sergent Guy Ouellette, a affirmé lors des audiences d'arbitrage que ce bar était contrôlé par les motards « autant pour ce qui était des danseuses que des stupéfiants ». L'arbitre conclut que preuve a été faite par la SQ que le conjoint « entretenait ou avait dû entretenir des liens avec des personnes réputées faire partie du crime organisé et particulièrement des motards ».

M^e Lavoie juge aussi que la femme a livré à son conjoint des informations qu'elle aurait dû garder

confidentielles. « Il est fort plausible qu'on n'a pas utilisé ces informations à mauvais escient, ce n'est pas non plus allégué, mais il demeure que cela confirme une insouciance grave ou une incompréhension importante de la part de la plaignante de ses obligations de loyauté et de confidentialité », écrit-il.

La SQ lui reproche en outre d'avoir compilé sur une disquette une liste de numéros de téléphone dont six apparaissaient dans la banque G-11. « On y a également retrouvé le numéro de téléphone d'une personne reconnue comme étant le comptable des Hells Angels et réputée être une relation de M. Steiner », a relaté un analyste.

« Évidemment, madame n'a pas été accusée d'avoir elle-même posé des gestes susceptibles de sanction pénale, mais le fait d'être directement ou indirectement en contact avec des gens qui sont principalement visés par l'employeur dans son rôle de combattre le crime et les membres d'organisations criminelles conforte certainement ce dernier dans sa conclusion de la perte de confiance dans son employée », tranche l'arbitre.

Le ministre de la Sécurité publique, Serge Ménard, s'était publiquement inquiété, en février dernier, que cette employée ait pu être adjointe du sergent Ouellette, une autorité de la SQ en matière de lutte contre les gangs de motards. Il appert toutefois qu'elle n'a jamais joué ce rôle.

Discrimination sexuelle ?

Danielle a été recrutée à l'automne 1997 par le Service des renseignements criminels pour contribuer à la définition des organigrammes des réseaux criminels. À son embauche à la SQ mais dans un autre service, elle avait dû se soumettre à une enquête de sécurité. Mais il n'y avait pas eu de nouvelle enquête lors de son transfert aux renseignements criminels.

Lors de deux journées de formation à l'utilisation des banques de données, en septembre 1997, elle a fait selon la SQ les gestes qui devaient mener à son congédiement, un an plus tard. Elle aurait ainsi consulté des renseignements du G-11 à des fins personnelles, notamment les 14 pages sur le bar de son conjoint.

Elle s'est en outre présentée au bar en question alors que la police de Laval y effectuait une descente, le 17 octobre 1997. Les policiers y ont saisi des boissons alcoolisées de source illégale. Selon le lieutenant Daniel Cléroux, de la police de Laval, le conjoint a informé les policiers que sa conjointe travaillait à la SQ et a sollicité leur indulgence. Elle aurait fait de même à quelques reprises. Elle et son conjoint auraient par ailleurs fait des gestes de nature sexuelle tels que des atouchements en compagnie de trois jeunes femmes pendant que les policiers rédigeaient leur rapport, dans un autre coin du bar.

Pendant sa défense, l'employée a soutenu avoir été victime de discrimination compte tenu de sa bisexualité et de ses penchants échangistes. Elle a d'ailleurs déposé une plainte à ce sujet contre la SQ devant la Commission des droits de la personne. L'arbitre précise toutefois « qu'il ne retient aucunement les allégations selon lesquelles la plaignante a été sanctionnée à cause de son orientation sexuelle ».

Un nouvel ambassadeur optimiste

Débarqué hier à Ottawa, le nouvel ambassadeur des États-Unis, Paul Cellucci, ne s'inquiète pas outre mesure des mouvements de protestation susceptibles de perturber le Sommet des Amériques qui aura lieu en fin de semaine, à Québec. L'ex-gouverneur du Massachusetts a déclaré qu'il s'attendait à ce que cette rencontre s'avère une étape « fructueuse » en prévision de la création d'une vaste zone de libre-échange panaméricaine. Selon le diplomate, il ne faut pas s'attendre à quelque débordement des manifestants. « Je viens du Massachusetts et nous avons l'habitude des manifestations — elles remontent à l'époque du Boston Tea Party. »



Photo PC ©

Pacte de «non-agression» conservateurs / alliancistes

Presse Canadienne

OTTAWA — Des candidats alliancistes et conservateurs défaits dans dix circonscriptions québécoises lors du dernier scrutin fédéral ont conclu un pacte de «non-agression» prévoyant des assemblées conjointes d'ici à ce que les militants des deux partis consentent à une forme de fusion.

L'entente prévoit aussi une plus grande coopération dans le cadre des activités de financement ou d'un éventuel appel aux urnes, a rapporté hier le *National Post*. Ce pacte de non-agression a été paraphé par des candidats conservateurs et alliancistes défaits notamment dans Laurier—Sainte-Marie, Verchères—Les-Patriotes, Shefford, Rivière-des-Miles-Îles et Témiscamingue.

Ce rapprochement, s'il est salué par la direction de l'Alliance cana-

dienne, ne fait cependant pas l'affaire du seul député conservateur québécois, André Bachand. Il est, selon lui, trop tôt pour conclure une telle entente.

« Ce soi-disant pacte de non-agression est une tentative de la part de Stockwell Day de sauver avant tout son poste de chef, a déclaré M. Bachand. Chaque fois qu'il fait face à des problèmes internes, il veut accrocher son train après le nôtre. »

M. Bachand croit qu'il faudrait, avant d'aller plus avant, attendre la conclusion d'une vaste consultation en cours au sein du Parti conservateur.

C'est aux militants, insiste-t-il, et non seulement aux députés qu'il incombe de déterminer le type de rapprochement à opérer avec l'Alliance ou d'autres partis tels le Bloc québécois.



Photo AP ©

Ce cliché, croqué lors de l'assaut donné à Miami par des agents fédéraux américains pour récupérer le petit réfugié cubain Elian Gonzalez, a valu un Pulitzer au photographe d'Associated Press, Alan Diaz.

La liste des prix

- > Service public : *The Oregonian*
- > Actualité immédiate : *Miami Herald*
- > Journalisme d'investigation : David Willman du *Los Angeles Times*
- > Journalisme d'explication : *Chicago Tribune*
- > Journalisme de terrain : David Cay Johnston du *New York Times*
- > Enquête nationale : la rédaction du NYT
- > Enquête internationale : Ian Johnson du *Wall Street Journal* et Paul Salopek du *Chicago Tribune*
- > Article magazine : Tom Hallman Jr de *The Oregonian*.
- > Commentaire : Dorothy Rabinowitz du *WSJ*
- > Critique : Gail Caldwell du *Boston Globe*
- > Editorial (écrit) : David Moats du *Rutland Herald*
- > Editorial (dessin) : Ann Telnaes du *Los Angeles Times Syndicate*
- > Photo news : Alan Diaz de l'Associated Press
- > Photo magazine : Matt Rainey du *Star-Ledger*

Deux Pulitzer au *New York Times* et au *Wall Street Journal*

Agence France-Presse

NEW YORK – Le *New York Times* a reçu hier deux prix Pulitzer pour une série d'articles sur les États-Unis tandis que le *Wall Street Journal* et le *Chicago Tribune* ont été tous deux récompensés pour le meilleur reportage international, a annoncé l'Université de Columbia à New York.

Le *New York Times* a reçu un Pulitzer pour des articles portant sur les attitudes raciales aux États-Unis, et un autre, attribué à l'un de ses journalistes David Cay Johnson, pour des reportages traitant des inégalités dans le système d'imposition américain.

Le *New York Times* est désormais titulaire de 81 Pulitzer, la récompense la plus prestigieuse pour la presse aux États-Unis.

Dans la catégorie « reportage international », Ian Johnson, journaliste au *Wall Street Journal*, a été récompensé pour ses articles sur la répression contre les adeptes du mouvement Falun Gong en Chine. Il partage son prix avec Paul Salopek, du *Chicago Tribune*, pour ses reportages sur les luttes politiques et les épidémies en République démocratique du Congo (RDC).

Le *Wall Street Journal* a également reçu un Pulitzer dans la catégorie « commentaires », attribué à Dorothy Rabinowitz pour ses articles sur la société et la culture américaine.

Dans la catégorie « reportage d'investigation », le Pulitzer a été attribué au journaliste David Willman, du *Los Angeles Times*, pour une enquête sur des médicaments représentant un danger pour la santé autorisés aux États-Unis.

Une équipe de journalistes du *Miami Herald* a remporté un Pulitzer pour avoir été la première à rapporter l'assaut donné à Miami par des agents fédéraux américains pour récupérer le petit réfugié cubain Elian Gonzalez. Le photographe d'Associated Press, Alan Diaz, a quant à lui été récompensé pour une photo sur cette intervention.

Les lauréats du prix Pulitzer reçoivent chacun la somme de 7500 \$.

La quête du sens au travail vous interpelle ?

FIMES

Forum international sur le management, l'éthique et la spiritualité

Hâtez-vous de vous inscrire, les places sont limitées.

Les 25 et 26 mai 2001

À l'École des Hautes Études Commerciales

15 p.d.g. et experts internationaux incluant le célèbre philosophe Michel Serres

RONA inc., Québec
Bangalore Institute, Inde
Body Shop, Canada
Council on Economic Priorities, É-U
Grupo Bimbo, Mexique
Human Resources Development, Canada
TRI Berhad, Malaisie
Etc.

Informations et inscriptions :
www.hec.ca/fimes

Téléphone : (514) 340-7145
Télécopie : (514) 340-7146

HEC

loto-québec

6/49	Tirage du 2001-04-14	Québec 4/9	Tirage du 2001-04-14
03 12 14 30 33 40		15 32 34 35 48 49	
Numéro complémentaire: 36		Numéro complémentaire: 21	

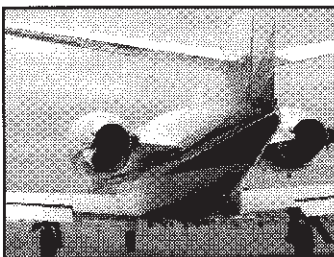
Promotion Double Jeu*	Tirage du 2001-04-14	07 15 31 40
6/49 + 7/49		

*Seules les sélections participent au Loto 6/49 et au Québec 4/9 sur le même billet sont admises à la promotion.

Gameo	Tirage du 2001-04-14	Québec	Tirage du 2001-04-14	Extra	Tirage du 2001-04-13
01 04 12 15 22		3 4		NUMÉRO: 213003	
23 24 28 31 34		390 3847		NUMÉRO: 957514	
37 42 45 46 50					
58 61 67 68 70					

Super 7	Tirage du 2001-04-13	GAGNANTS	LOTS
07 26 31 34 37 39 45		7/7: 0	7 500 000,00 \$
		6/7+: 1	261 104,40 \$
		6/7: 85	2 687,80 \$
		5/7: 5 489	148,60 \$
		4/7: 115 319	10,00 \$
		3/7+: 105 301	10,00 \$
		3/7: 960 227	participation gratuite

Le jeu doit rester un jeu
Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets.
En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.
TVA, LE RÉSEAU DES TIRAGES DE LOTO-QUÉBEC



Confort et polyvalence. Voilà les points de référence de la garde-robe d'affaires d'aujourd'hui et les raisons qui expliquent pourquoi le veston sport y occupe une place de plus en plus importante. C'est ainsi que nous vous présentons une superbe collection de

vestons sport dans toute une gamme de motifs et de couleurs unies. Véritable expression de l'élégance en matière de tenue d'affaires décontractée, ce veston Canali illustre bien ce que nous entendons par confort et polyvalence. Qu'on le porte sur un tricot tel qu'on le

voit ici ou qu'on le mette en valeur avec une chemise et une cravate, le style s'avère résolument décontracté tout en demeurant recherché. Pas étonnant qu'il confère au voyageur d'affaires autant de prestance dans la salle de réunion que de confort sur le tarmac.

IL Y A UNE CHANCE SUR TROIS QUE VOTRE VOL SOIT RETARDÉ. HABILLEZ-VOUS CONFORTABLEMENT.



Veston sport Canali : 1298 \$
Pantalon habillé Canali : 350 \$
Polo Canali : 280 \$

HARRY ROSEN

**Bibliothèque
et Archives
nationales**

Québec 

La Presse

17 avril 2001

Page A15 manquante



Photo AP

Une équipe d'ambulanciers attendait dimanche, au port de Cotonou, l'arrivée possible d'enfants esclaves.

| ETINERO |

Négrier ou pas ?

Agence France-Presse

COTONOU — L'odyssée de l'*Etireno* a pris fin dans la nuit dernière avec l'arrivée à Cotonou de ce bateau transportant une quarantaine d'enfants et d'adolescents, mais sans qu'on puisse dire immédiatement s'il s'agissait de victimes d'un trafic présumé. L'*Etireno*, un navire soupçonné de transporter jusqu'à 250 enfants qui auraient été destinés au travail forcé en Afrique de l'ouest, a accosté vers 1 h 20 (heure du Bénin), a constaté un correspondant de l'AFP. Fatigués et soulagés, les 147 passagers, parmi lesquels figurent au moins 23 enfants de 5 à 14 ans et une vingtaine d'adolescents, sont immédiatement descendus à terre pour être pris en charge par les organisations humanitaires et la croix rouge béninoise. « Nous n'avons pas encore la certitude que nous sommes en face d'un trafic d'enfants. Nous allons prendre en charge les 23 enfants et nous les interrogerons demain un par un », a déclaré à l'AFP Elisabeth Ponce, une Équatorienne qui travaille pour l'organisation non gouvernementale Terre des Hommes. Si elle n'exclut pas cette hypothèse, notamment dans le cas de la vingtaine d'adolescents à bord, elle a toutefois confirmé que certains enfants voyageaient bien avec leurs parents. Les passagers venaient de passer deux semaines dans deux grands compartiments garnis de chaises et de quelques couchettes sommaires. « Je remercie le Seigneur de nous avoir fait revenir ici en ce jour de Pâques », déclare une femme encore marquée par l'aventure. Le navire s'est rangé le long du quai numéro 5 où l'attendaient des policiers, des représentants de l'UNICEF, de Terre des Hommes, de la Croix rouge béninoise, ainsi que deux ministres béninois, celui des transports Atin Sourou et celui de la

protection et des affaires sociales, Mme Ramatou Babamoussa. Selon tous les témoignages recueillis sur l'*Etireno*, parmi les passagers et l'équipage, les personnes à bord ont été retenues en garde à vue pendant trois jours dans de mauvaises conditions matérielles lors de leur escale à Libreville dans les premiers jours d'avril. Passeports et pièces d'identité ont été détruits par des policiers gabonais. Si ces affirmations sont confirmées, cela va compliquer d'autant la tâche des autorités béninoises pour identifier les passagers, de plusieurs nationalités, et s'assurer de leur situation légale. L'*Etireno*, sous pavillon nigérian mais affrété par un Béninois, avait quitté jeudi dernier le port de Douala (Cameroun) d'où il avait été refoulé par les autorités après avoir été auparavant interdit d'accostage par les autorités portuaires gabonaises. De nombreux passagers ont ajouté que le consul du Bénin à Douala s'était occupé de leur fournir des vivres. Le capitaine de l'*Etireno*, Lawrence Onomé, de nationalité nigériane, n'a quant à lui pas été autorisé à parler à la presse. Il semble en tout état de cause que, selon certaines sources, la majorité des personnes à bord étaient des clandestins qui avaient l'intention d'aller travailler au Gabon. « Nous ne voulons pas de l'immigration clandestine dans notre pays », avait déclaré dimanche à la télévision nationale le président gabonais Omar Bongo. Au vu du nombre relativement restreint d'enfants qui se trouvaient à bord de l'*Etireno*, le doute et le mystère subsistent donc. D'autant que samedi dernier, la représentante de l'UNICEF à Libreville avait affirmé qu'un bateau ayant à son bord 250 enfants, victimes présumées d'un trafic, avait bien été refoulé du Gabon environ trois jours plus tôt.

| GÉNOCIDE RWANDAIS |

Un procès qui pourrait faire boule de neige

RENÉ SAINT-LOUIS
collaboration spéciale

BRUXELLES — La Belgique tout entière retient son souffle. Les médias ne parlent que de ça. Plus de 110 journalistes, dont 30 étrangers, sont accrédités pour suivre ce mégaprocès qui doit durer deux mois. Près de 200 témoins sont attendus, dont plus de 50 amenés du Rwanda et du Burundi aux frais de la Couronne belge. Jamais les Bruxellois n'ont vu un dispositif de sécurité aussi important dans la capitale de l'Europe.

Assassinats et crimes de guerre, telles sont les charges portées contre quatre Rwandais : Alphonse Higaniro, Vincent Ntezimana, soeur Gertrude Mukangando et soeur Julienne Kizito. Tous quatre ont quitté le Rwanda pour trouver refuge en Belgique et sont soupçonnés d'avoir participé au génocide dans la région de Butare, en 1994. Tous plaident non coupables.

Ce procès est intéressant à plusieurs titres. D'abord parce que Butare a sombré tardivement dans le génocide des Tutsis et des Hutus modérés : le temps de la réflexion, disent certains, qui aurait pu faire qu'il en soit autrement. Ensuite parce qu'il s'agit d'une palette variée d'accusés : un professeur d'université (Vincent Ntezimana), deux soeurs du couvent de Sovu, et un industriel proche du pouvoir (Alphonse Higaniro). Les accusés avaient aussi des contacts privilégiés avec la Belgique, ancienne puissance colonisatrice du pays.

Outre des Belges, la Cour et les jurés entendront des témoins venus d'Allemagne, de Suisse, du Rwanda et du Burundi. Deux commissions rogatoires belges ont séjourné au Rwanda pour y retrouver les témoins cités par la Cour, sur la base de listes présentées par les parties civiles et par les avocats de la défense. Ils viendront témoigner tous frais payés sur les ailes de Sabena et logeront à l'École royale militaire... rien de moins. La prise en charge des témoins coûtera, à elle seule, environ 3,6 millions \$ CAN à l'État belge. Et personne ne rechigne.

Si la Belgique ne lésine pas sur les moyens, c'est qu'elle en a lourd sur la conscience... En décembre 1993, après quelques années d'instabilité politique, un gouvernement de coalition est formé au Rwanda. Le pays accueille la Mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda (MINUAR), avec à sa tête le général canadien Roméo Dallaire. La mission de paix est composée de 1300 Casques bleus, dont 370 soldats belges. Dans la nuit du 7 avril 1994, dix casques bleus belges sont assassinés en tentant de protéger en vain le premier ministre du gouvernement de coalition, Agathe Uwilingiyimana. Une vague d'émotion s'empare alors de la Belgique, qui retire ses Casques bleus au moment où le général Dallaire demande des renforts. Le retrait des troupes belges force l'ONU à mettre un terme à la

MINUAR. Dans les 100 jours qui suivent, 800 000 Tutsis et Hutus modérés sont assassinés à l'arme blanche.

C'est la première fois que des Rwandais se retrouvent devant une juridiction civile nationale autre que rwandaise pour des crimes commis pendant le génocide. Le Tribunal pénal international pour le Rwanda, basé en Arusha, en Tanzanie, juge quant à lui les planificateurs du génocide et non les « simples assassins ». Attention ! l'expression « simples assassins » désigne des criminels qui sans avoir organisé le génocide, peuvent y avoir grandement collaboré. Ainsi, les deux religieuses sont accusées d'avoir livré aux assassins 7500 Tutsis qui « encombraient » leur couvent. Elles auraient elles-mêmes apporté les bidons d'essence qui ont servi à mettre le feu au garage... Cinq cents réfugiés tutsis s'y trouvaient.

Selon Jean-Pierre Borloo, spécialiste en matière judiciaire au quotidien *Le Soir* de Bruxelles, « la Belgique fait oeuvre d'innovation et elle pourrait inciter d'autres pays à faire aboutir des plaintes similaires en France, au Canada ou ailleurs ». Même son de cloche du côté du collectif des parties civiles : « Ce procès constitue une étape importante dans l'accomplissement de l'oeuvre de justice au sujet du génocide. Il démontre d'ores et déjà que les personnes soupçonnées de tels crimes peuvent être poursuivies en Belgique, mais aussi demain où qu'elles se trouvent », explique un communiqué. Dans un autre communiqué diffusé depuis New York, l'organisation Human Rights Watch qualifie ce procès d'étape importante pour la justice internationale : « Certains des auteurs du génocide ne comparaitront jamais devant le tribunal, sauf si les parquets d'autres pays poursuivent en justices les accusés qui arrivent sur leur territoire. »

Pour Marie Mukayuhi, membre d'Ibuka (Souviens-toi), le plus grand collectif rwandais de Belgique, ce procès n'est qu'un premier pas, c'est avant tout l'effet boule de neige qui compte. « Tous les meurtriers se sont dispersés dans d'autres pays. Si ça réussit, l'exemple de la Belgique pourrait se répandre ailleurs. La Belgique prend les choses en mains ; on voit qu'il y a un effort fait pour l'ancienne colonie, c'est un premier pas et j'en suis fière. »

Selon Eugénie Munyaneza du collectif Guiza (Femme et Mémoire), le procès est un baume pour ceux qui sont restés là-bas. « Au Rwanda, certains se sentent coupables de ce qui leur est arrivé. Voir la Belgique faire un procès et la communauté internationale s'y intéresser, ça fait du bien. J'espère que ce n'est qu'un début, que ça fera le tour du monde et inspirera les communautés rwandaises réfugiées dans d'autres pays africains, en France ou au Canada. Que ça serve aussi à d'autres peuples. On avait pensé qu'avec ce qui s'est passé pour les juifs, ça ne se reproduirait plus.

VOLVO
pour la vie

DES BONS COUPS POUR LA S80

COTE 5 ÉTOILES DE LA NHTSA, ESSAI DE CHOC FRONTAL - CONDUCTEUR
COTE 5 ÉTOILES DE LA NHTSA, ESSAI DE CHOC FRONTAL - PASSAGER AVANT
COTE 5 ÉTOILES DE LA NHTSA, ESSAI DE CHOC LATÉRAL - SIÈGES AVANT
COTE 5 ÉTOILES DE LA NHTSA, ESSAI DE CHOC LATÉRAL - SIÈGES ARRIÈRE



2001 VOLVO S80

LA VOLVO S80 EST LA PREMIÈRE VOITURE DANS LE MONDE À RECEVOIR QUATRE COTES 5 ÉTOILES DE LA NHTSA. L'AGENCE AMÉRICAINE QUI EFFECTUE LES ESSAIS DE CHOC. QUAND ON SAIT À QUEL POINT LA SÉCURITÉ EST IMPORTANTE POUR NOUS, CET EXPLOIT N'A RIEN D'ACCIDENTEL. POUR UN ESSAI ROUTIER 5 ÉTOILES VISITEZ WWW.VOLVOCANADA.COM OU COMPOSEZ LE 1-800-663-8255 POUR CONNAÎTRE LE CONCESSIONNAIRE VOLVO LE PLUS PRÈS.

SIÈGES À PROTECTION ANTICONTRECOUP • RIDEAUX GONFLABLES LATÉRAUX • SYSTÈME DE PROTECTION EN CAS DE COLLISIONS LATÉRALES • SIÈGES ET GARNITURES ÉLÉGANCE EN CUIR • CONDITIONNEMENT DE L'AIR À DEUX ZONES, AVEC FILTRE ANTIPOUSSIÈRE ET ANTIPOLLEN, CONTRÔLÉ ÉLECTRONIQUEMENT • CHAÎNE STÉRÉOPHONIQUE DE QUALITÉ SUPÉRIEURE À 8 HAUT-PARLEURS AVEC LECTEUR CD ET CONTRÔLES SUR LE VOLANT • MOTEUR 6 CYLINDRES DE 2,9 LITRES DACE INCLINÉ

1.4%
taux de bail avec Dépôt
de Sécurité Multiples

*Offre temporaire faite par l'intermédiaire des concessionnaires Volvo participants et des Services financiers Automobiles Volvo du Canada. Location d'une Volvo S80 2.9 A 2001 pour 748,97 \$ par mois pendant 36 mois avec dépôt de garantie remboursable de 9 900 \$. Le dépôt de garantie est payable à la livraison et est entièrement remboursable à la fin du bail si toutes les conditions sont remplies. Aucun comptant exigé. Sur approbation de crédit seulement. Offre se limitant aux véhicules loués pour usage personnel. Le prix peut varier en fonction de l'équipement ajouté. Kilométrage limité à 60 000 km et frais de 0,16 \$ par kilomètre excédentaire. Le coût total de location (exclusion faite du dépôt de garantie) est de 26 962,92 \$. Prix d'achat à l'échéance du bail de 29 173,85 \$. Première mensualité payable à la livraison. Frais de transport et de livraison de 1 050 \$, taxes, immatriculation et assurance en sus. Taux de financement de location de 1,4 %. Le prix de détail minimum suggéré par le fabricant pour la Volvo S80 2001 est de 54 395 \$. Le concessionnaire peut réduire le prix de vente ou de location. Tous les détails, y compris les autres formules de location offertes, chez votre concessionnaire Volvo. ©2001 Automobiles Volvo du Canada Ltée. «Volvo pour la vie» est une marque de commerce de Automobiles Volvo du Canada Ltée. Boucliez toujours votre ceinture de sécurité. Visitez notre site Web à l'adresse www.volvocanada.com.

MONDE

L'indépendance du Monténégro, l'enjeu des législatives

JEAN-EUDES BARBIER
Agence France-Presse

PODGORICA, Yougoslavie – L'indépendance du Monténégro est l'enjeu essentiel des élections législatives du 22 avril dans cette république yougoslave.

Le pouvoir du président Milo Djukanovic espère installer dans le futur Parlement monténégrin une majorité favorable à l'éclatement de la République fédérale de Yougoslavie (RFY/ Serbie et Monténégro) et à la création d'un État distinct.

Pour atteindre cet objectif, la coalition dirigeante « Vivre mieux », composée du Parti démocratique des socialistes (DPS) de Djukanovic et du Parti social démocrate (SDP), mise sur une majorité absolue, avec ou sans l'appui de l'Alliance libérale (LSGG), également partisane d'une indépendance du Monténégro.

Selon un sondage réalisé dans onze municipalités monténégrines par une ONG de Podgorica — le Centre pour la démocratie et les droits de l'homme —, Djukanovic pourrait compter sur 34 élus et les libéraux sur huit, ce qui porterait à 42 le nombre des représentants indépendantistes sur un total de 77 sièges.

Selon le même sondage, la coalition favorable au maintien de la Fédération yougoslave créée en 1992 n'emporterait que 28 sièges.

Mais selon un autre sondage effectué par un institut britannique, Millenium, l'électorat serait favorable à 36,8 % au maintien de l'ac-



Les partisans de l'Alliance libérale, parti favorable à l'indépendance du Monténégro de la République fédérale yougoslave, se sont rassemblés à Podgorica pour un dernier ralliement avant les législatives du 22 avril.

tuelle Yougoslavie, contre 33,7 % en faveur de l'indépendance.

Djukanovic a fait savoir qu'en cas de succès, il appellerait les électeurs, dans les semaines suivant l'installation du Parlement, à se prononcer par voie de référendum sur l'indépendance.

Mais Djukanovic s'est aussi dit prêt à engager des discussions « de

la dernière chance » avec Belgrade pour négocier la création d'une union de deux États souverains — Monténégro et Serbie —, entre lesquels il prône une totale liberté de circulation des personnes et des échanges commerciaux.

En tout état de cause, la Fédération yougoslave n'a, selon Djukanovic, jamais fonctionné dans les

faits et n'a aucune raison d'être. Selon lui, le petit Monténégro (650 000 habitants) ne pèse d'aucun poids face à la Serbie (huit millions d'habitants). « La RFY est une erreur de construction », renchérit le président de l'Alliance libérale, Miroslav Vickovic.

Le président yougoslave Vojislav Kostunica a reconnu le caractère

obsolète de la Fédération, proposant en janvier une plate-forme visant à son réaménagement. Mais cette proposition a été rejetée, jugée trop superficielle par Podgorica.

Le gouvernement du Monténégro avait auparavant présenté sa propre plate-forme préconisant l'instauration de deux États indépendants mais qui, « conscients de leurs intérêts communs », formeraient une alliance dotée de structures communes dans les domaines de la défense, de la diplomatie et la de politique monétaire. Les deux parties ont tenté de rapprocher leurs positions au cours de plusieurs rencontres, sans résultat.

Kostunica a fait savoir qu'il respecterait la volonté populaire au Monténégro, tout en regrettant une possible séparation.

Dès sa prise du pouvoir en 1998, Djukanovic s'était élevé contre le régime de Slobodan Milosevic, ex-président de la Yougoslavie. Ses orientations séparatistes avaient à l'époque été accueillies avec bienveillance par la communauté internationale en conflit ouvert avec le régime belliciste de Milosevic.

Mais l'arrivée de Kostunica et d'une coalition réformatrice à la tête de la Fédération yougoslave a entraîné un revirement des capitales occidentales à l'égard de Belgrade. Parallèlement, l'Occident prenait ses distances avec la politique séparatiste de Djukanovic.

Ce dernier se retrouve aujourd'hui en porte-à-faux, coincé entre sa volonté d'aller de l'avant sur la voie de l'indépendance et les appels réitérés des dirigeants occidentaux à un règlement de l'avenir de son pays au sein « d'une Yougoslavie démocratique ».

EXPRESS INTERNATIONAL

Argentine : trafic d'armes

LE PROCUREUR fédéral Carlos Stornelli a demandé hier le renvoi en justice de Emir Yoma, ex-beau frère et homme de confiance de l'ancien président Carlos Menem, poursuivi dans le scandale des ventes illégales d'armes à l'Équateur et à la Croatie entre 1991 et 1995. L'homme d'affaires, spécialisé officiellement dans le commerce du cuir, est détenu depuis une dizaine de jours à la prison de Campo de Mayo où il a déjà reçu la visite de Menem et de sa fille Zulemita. — d'après AFP

Sri Lanka : trêve torpillée

UN VIOLENT affrontement naval entre forces gouvernementales et rebelles tamouls, hier, au large du littoral nord du Sri Lanka, a torpillé la trêve proclamée séparément par les belligérants. Selon les premières informations, cinq marins ont été blessés au cours des échanges de tirs nourris sans que l'on connaisse le bilan du côté des séparatistes, a déclaré le porte-parole du ministère de la Défense. La Norvège s'efforce d'amener à la table des négociations Tigres tamouls et gouvernement du Sri Lanka. — d'après AFP

Iran : appui à Khatami

UNE MAJORITÉ écrasante du Parlement (Majlis) a signé une pétition appelant le président Mohammad Khatami à se représenter le 8 juin à l'élection présidentielle, a annoncé la députée réformatrice de Téhéran, Fatemeh Haghghat-Jou. Les 218 députés du Front du 2 Khordad (coalition des partis religieux et politiques soutenant Khatami), soit près de 80 % des membres du Majlis, ont signé la pétition en faveur d'un second mandat de Khatami, a-t-elle dit. — d'après AFP

Colombie : semaine sanglante

UNE VAGUE sanglante de violence en pleine semaine sainte, avec un bilan d'au moins 108 morts, a conduit l'Église à demander hier l'excommunication d'un commando guérillero des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC, marxistes). La décision de demander l'excommunication a été prise par M^{gr} Alberto Giraldo, président de la Conférence épiscopale colombienne et archevêque de Medellín, après la violente incursion de 400 rebelles des FARC, dimanche, jour de Pâques, dans la localité de Taraza : sept civils et un paramilitaire ont été tués, 15 civils blessés, et 20 commerces saccagés puis détruits. — d'après AFP

2949694
Not Ready

**Bibliothèque
et Archives
nationales**

Québec 

La Presse

17 avril 2001

Page A18 manquante

Raids d'Israël contre les forces syriennes au Liban

En plus de violer la « ligne bleue » tracée par l'ONU, l'armée israélienne attaque des zones palestiniennes

d'après AFP, AP et La Presse

Le gouvernement d'union nationale d'Ariel Sharon a violé coup sur coup hier la « ligne bleue » de l'ONU en tuant au moins un soldat syrien au Liban, et les accords signés avec les Palestiniens en envahissant et bombardant des zones totalement « autonomes ».

Cette double attaque a fortement exacerbé la tension qui ne cesse de croître depuis l'arrivée de Sharon et de son bloc de droite Likoud au pouvoir à la tête d'une coalition comprenant le Nobel de la paix Shimon Peres aux Affaires extérieures et le champion du « transfert » des Palestiniens Rehevam Zeevi au Tourisme.

Le ministre israélien de la Défense, Binyamin Ben Eliezer, comme Peres un travailleur, a invoqué les actions du Hezbollah du Liban pour justifier l'attaque contre les forces syriennes. « Nous avons donné une leçon aux Syriens que nous considérons comme les seuls responsables », a-t-il déclaré.

Londres, Paris, Berlin ont fait écho aux condamnations émanant des capitales arabes. Mais les États-Unis appuyaient la position d'Israël, qui a d'autre part justifié ses attaques en territoires autonomes palestiniens en accusant les Palestiniens d'avoir tiré des obus de mortier sur le sud d'Israël.

« Nous reconnaissons que le Hezbollah a lancé des roquettes et que les Palestiniens ont tiré au mortier », a dit un responsable du secrétariat d'État américain. Il a ensuite appelé toutes les parties à la retenue, précisant : « Mais nous conseillons aussi la retenue à Israël, car il ne va pas régler ces problèmes par des actions militaires. »



Des Palestiniens et des Israéliens ont manifesté hier près de l'Université de Birzeit à Ramallah pour protester contre le bouclage des territoires palestiniens.

Les Palestiniens combattent l'occupation de leur territoire par Israël, qui, avec l'aide de l'armée et de colons, démolit presque chaque jour des maisons et exproprie des terres. Le Hezbollah de son côté lutte contre l'occupation israélienne des fermes de Chebaa, une partie du Liban qu'Israël refuse d'évacuer.

Cinq obus de mortier ont été tirés hier sur Sderot, une localité israélienne à l'est de la bande de Gaza, sans faire ni victime ni dégât. Israël a accusé les Palestiniens qui ont nié avoir tiré ces obus.

Des forces israéliennes, appuyées par des blindés, ont aussitôt pénétré en secteur sous contrôle total palestinien dans le nord de la bande de Gaza, et des hélicoptères israéliens attaquaient le secteur de Deir al-Balah, dans le centre de Gaza, également bombardé par la marine israélienne.

Dans les environs de Bethléem, en Cisjordanie occupée, les chars israéliens ont tiré au canon et à la mitrailleuse contre des villages et des camps de réfugiés, alors que des Pales-

teniens tiraient sur des positions militaires et la colonie juive de Gilo.

Signe de la dégradation de la situation, une nouvelle rencontre de sécurité israélo-palestinienne prévue hier soir a été annulée.

Selon des sources palestiniennes, les raids israéliens contre le centre de Gaza ont fait au moins trois blessés. Un bilan complet n'était pas disponible hier soir sur les conséquences des attaques israéliennes.

En matinée hier, Israël avait mené des raids aériens sur des objectifs syriens à 45 km à l'est de Beyrouth, détruisant une station radar et une position proche de la DCA qui était entrée en action au moment du raid. Au moins un soldat syrien a été tué et quatre autres étaient blessés.

Ces raids, les premiers depuis 1982 à viser délibérément des positions de l'armée syrienne au Liban, interviennent à la suite de la mort d'un soldat israélien samedi lors d'une attaque menée par le Hezbollah à la frontière.

Les raids israéliens contre des objectifs militaires syriens au Liban sont une nouvelle « violation de la ligne bleue » tracée par l'ONU à la frontière libano-israélienne, a estimé un responsable de l'ONU.

« Ce qui s'est passé la nuit dernière est grave », a déclaré à la presse à Beyrouth le représentant du secrétaire général de l'ONU au Liban-Sud, Staffan de Mistura, après un entretien avec le ministre libanais des Affaires étrangères Mahmoud Hammoud.

« C'est encore une fois une violation de la « ligne bleue », que nous essayons de protéger parce qu'elle reste malgré tout une garantie pour tout le monde », a dit l'émissaire de Kofi Annan.

Cette ligne a été tracée par l'ONU lors du retrait israélien du Liban sud en mai 2000 en application de la résolution 425 du Conseil de sécurité et tient lieu de frontière entre les deux pays.

Ryad met en garde Washington contre son soutien à Israël

d'après AFP et AP

TÉHÉRAN — Le ministre saoudien de l'Intérieur Nayef Ben Abdel Aziz, dont le pays est un proche allié des États-Unis, a estimé hier à Téhéran que le soutien apporté par Washington à Israël renforçait l'appui des pays arabes et islamiques à la cause palestinienne.

« Les États-Unis se rangent du côté d'Israël et cela pousse les Arabes à mettre de côté leurs différends et à conjuguer leurs efforts avec tous les pays musulmans, dirigés par l'Iran, pour défendre les causes palestiniennes », a déclaré le prince Nayef, cité par l'agence officielle iranienne IRNA.

Le ministre saoudien, arrivé dimanche à Téhéran pour une visite qui devra être marquée par la signature d'un accord bilatéral de sécurité, a eu des rencontres avec des responsables iraniens.

Ces entretiens ont coïncidé avec les raids israéliens lancés dans la nuit de dimanche contre des positions militaires syriennes au Liban, faisant, d'après Damas, un tué et quatre blessés parmi les soldats syriens.

Selon IRNA, le prince Nayef a rencontré le président du Parlement iranien Mehdi Kharroubi et l'ancien président Ali-Akbar Has-

hemi-Rafsanjani, qui a condamné « les attaques barbares quotidiennes lancées par le régime sioniste contre le peuple palestinien désarmé ».

Le prince Nayef a également examiné avec les dirigeants iraniens la coopération entre pays islamiques pour régler les crises dans la région, dont le bras de fer entre l'Irak et les États-Unis et la guerre civile qui fait rage en Afghanistan.

Le prince saoudien a affirmé à ce propos que Ryad et Téhéran assumaient « une grande responsabilité pour garantir l'ordre et la sécurité dans la région », a

ajouté IRNA.

L'accord de sécurité, négocié pendant deux ans, devra être signé aujourd'hui à Téhéran. Il porte sur la lutte contre le crime, le terrorisme, le blanchiment d'argent ainsi que sur le contrôle des frontières et des eaux territoriales des deux pays.

Ryad, dont les rapports avec Téhéran se sont nettement améliorées depuis l'élection en mai 1997 du président réformateur iranien Mohammad Khatami après une longue période d'hostilité consécutive à la Révolution islamique, affirme que l'accord n'a aucune dimension militaire.



Le prince Nayef Ben Abdel Aziz.

Les États-Unis assurent le Koweït de leur soutien contre toute agression

d'après AFP

WASHINGTON — Le secrétaire d'État américain Colin Powell a assuré hier le Koweït que les États-Unis se tenaient aux côtés de ce riche émirat du Golfe et le protégeraient contre toute agression.

Powell, qui s'adressait à la presse avant sa rencontre avec le ministre d'État aux Affaires étrangères du Koweït, cheikh Mohammed Sabah al-Salem, a déclaré qu'il allait réaffirmer le soutien américain à ce pays, comme il l'avait souligné lors d'une visite en février dernier, à l'occasion du 10^e anniversaire de la fin de la guerre du Golfe.

« La visite du ministre d'État me donnera l'occasion de réaffirmer l'engagement des États-Unis à assurer la sécurité du Koweït et le fait que nous serons toujours là pour protéger le Koweït contre toute agression dirigée contre lui dans

cette région du monde », a souligné le chef de la diplomatie américaine.

Washington, a-t-il poursuivi, continuera à faire pression sur le régime irakien pour qu'il rende des comptes sur plus de 600 Koweïtiens toujours portés disparus depuis l'invasion de l'émirat par l'Irak en 1990.

Après la réunion, aucun des deux ministres n'a fait de déclaration.

Un responsable du secrétariat d'État a pour sa part précisé que les deux parties ont axé leurs discussions sur la proposition américaine de modifier les sanctions imposées à l'Irak par l'ONU.

Washington tente d'obtenir un soutien international, notamment de la part des pays arabes, à un plan visant à alléger les sanctions sur les produits commerciaux tout en durcissant l'embargo frappant les équipements militaires et le matériel technologique.

L'ONU prône des sanctions contre les pilleurs du Congo

d'après AFP et AP

NEW YORK — Les Nations unies ont appelé hier à l'instauration de sanctions contre les rebelles en République démocratique du Congo (RDC) et contre les pays étrangers qui les soutiennent, afin d'arrêter le pillage des ressources naturelles congolaises.

Dans un rapport au Conseil de sécurité, le secrétaire général Kofi Annan recommande l'interdiction immédiate des exportations de minéraux et de bois en provenance et à destination du Burundi, du Rwanda et de l'Ouganda.

Annan a également suggéré que le Conseil ordonne le gel, par tous les États membres de l'ONU, des

avoirs des rebelles soutenus par ces trois pays.

Le Conseil devrait imposer un embargo sur les ventes d'armes aux rebelles et envisager de l'étendre également aux pays les soutenant, ajoute-t-il.

Ces recommandations en 56 pages sont le produit d'une étude menée par une commission d'experts mise en place en juillet, qui souligne que le Burundi, le Rwanda et l'Ouganda sont devenus exportateurs de minéraux qu'ils ne produisent pas — or, diamant, cobalt et étain notamment.

De hauts responsables militaires et gouvernementaux sont, selon ces experts, impliqués « dans un pillage à grande échelle des ressources naturelles et leur exploitation systématique » en RDC.

Le rapport cite Khabib Akandwanaho, également connu sous le

nom de Salim Saleh, frère du président ougandais Yoweri Museveni.

Les experts suggèrent que le conseil mette en place un « mécanisme international » permettant de poursuivre ce dernier, de même que Jean-Pierre Bemba, le chef du Front de libération du Congo (FLC) et d'autres personnalités.

Les belligérants sont soupçonnés de financer leurs efforts de guerre en pillant les fantastiques ressources naturelles du pays.

Le conflit dans l'ex-Zaïre, qui déstabilise toute l'Afrique centrale, oppose depuis août 1998 les forces gouvernementales, appuyées par l'Angola, le Zimbabwe et la Namibie à des factions rebelles soutenues par le Rwanda et l'Ouganda.

« Certains dirigeants dans la région ont une responsabilité directe », ajoute le rapport. Il note également que plusieurs dizaines

de compagnies européennes et du reste du monde se sont « lancées dans la course au profit (en RDC) en fermant les yeux sur les irrégularités ».

Selon ce rapport, ces deux dernières années ont été marquées par un déclin des confrontations dites « classiques », entre armées, et par l'augmentation des conflits impliquant des rebelles et d'autres forces illégales, qui ont souvent eu lieu dans des régions riches en minéraux.

Même dans ces régions, « lorsque les risques sont trop élevés, les ennemis deviennent partenaires pour faire des affaires », selon le rapport.

Les États-Unis accusaient entre-temps l'un des groupes rebelles de violer les accords internationaux et insisté pour qu'il permette le déploiement de Casques bleus de l'ONU à Kisangani, la troisième ville du pays.

Le Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD, soutenu par le Rwanda) viole l'accord de paix et les résolutions de l'ONU en empêchant le déploiement des Casques bleus à Kisangani, a déclaré le porte-parole du secrétariat d'État américain.

Il a également demandé au gouvernement du Rwanda, qui soutient le RCD, d'user de son influence pour arranger la situation.

Le gouvernement de la RDC a demandé la réunion d'urgence du Conseil de sécurité de l'ONU après le refus de la rébellion d'autoriser le déploiement de Casques bleus dans Kisangani, a-t-on appris hier au ministère congolais des Affaires étrangères.

Selon Kinshasa, il s'agit de « manoeuvres dilatoires » de la rébellion et du Rwanda « pour continuer à occuper et à piller l'est de la RDC ».

Washington raffermit le ton avant les entretiens à Pékin

d'après AFP

WASHINGTON — L'administration américaine, confrontée à la colère de la droite du Parti républicain, fait preuve de fermeté avant les entretiens de demain à Pékin, où elle demandera à la Chine de mettre fin au harcèlement de ses avions de reconnaissance et de rendre l'avion-espion bloqué depuis 17 jours dans l'île de Hainan.

Après le compromis diplomatique qui a permis de libérer mercredi les 24 aviateurs de l'EP-3 détenus pendant 11 jours à Hainan, le ton reste polémique.

La Chine maintient que l'avion américain a causé la collision du 1^{er} avril avec un chasseur chinois, « en violation du droit international ». Le pilote américain Shane Osborn, et Washington, accusent au contraire le pilote du chasseur chinois, Wang Wei, qui a péri dans la collision.

« L'ordre du jour pour les États-Unis est

de fournir une explication claire et graphique des causes de l'accident du point de vue américain et de discuter des moyens d'éviter un nouvel incident de ce genre à l'avenir », a indiqué hier le porte-parole américain Ari Fleischer.

Le Pentagone a dénoncé « l'agressivité » croissante ces derniers mois des chasseurs chinois.

À la demande de la Chine, la question des vols de surveillance américains près de ses côtes sera aussi évoquée. Mais Washington entend les maintenir. Fleischer l'a répété, en indiquant que le président George W. Bush allait « déterminer comment les vols allaient reprendre » et d'autre part s'il y a lieu, ou non, de faire patrouiller le porte-avions *Kitty Hawk* dans la région.

Une délégation militaire et diplomatique de huit personnes, dirigée par un sous-secrétaire à la Défense, Pete Verga, a quitté Washington hier pour Pékin, a indiqué le Pentagone.

Après ses doubles « regrets » pour la mort du pilote chinois et l'atterrissage d'urgence de l'EP-3 en Chine, Bush a durci le ton vis-à-vis de Pékin dès la libération de l'équipage.

« Le genre d'incident dont nous venons de sortir ne sert pas à promouvoir des relations constructives entre nos deux pays », a-t-il dit. « Des questions sévères » seront posées, a-t-il ajouté.

Les durs au Congrès américain ont aussi repris de la voix et parlent de représailles diplomatiques et commerciales.

« Il faudra se venger », a déclaré le sénateur démocrate Robert Toricelli. « Nous devons prendre une ligne dure », a estimé son collègue républicain Tim Hutchinson.

Passé à la loupe par le contre-espionnage chinois sur l'aéroport de Hainan, l'EP-3, d'une valeur de 80 millions de dollars, « n'est pas un trophée que les Chinois peuvent confisquer », a dit le républicain Henry Hyde.

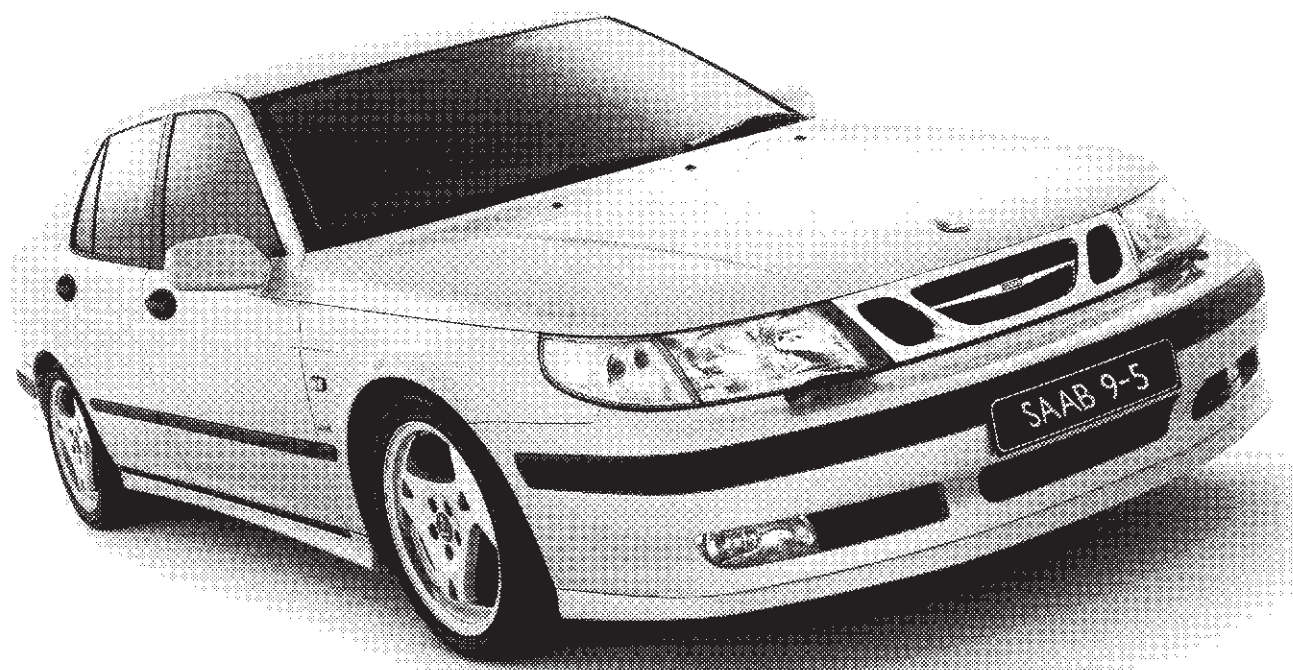
D'après lui, Pékin a mis en danger le vote

du Congrès en juin sur la clause de normalisation à titre permanent des relations commerciales (PNTR) avec la Chine.

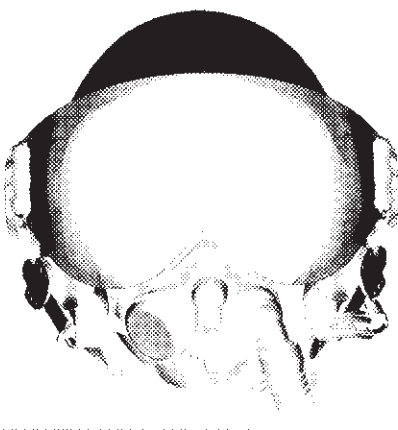
Mais d'autres parlementaires estiment contre-productif de vouloir « punir » la Chine pour son intransigeance, relevant l'importance du commerce bilatéral (les États-Unis ont importé pour 100 milliards de produits bon marché de Chine et exporté pour 52 milliards l'an dernier).

Le démocrate Joseph Biden estime que « les États-Unis doivent surtout être clairs sur ce qu'ils veulent et fermes sur leurs intérêts ».

Bush devra décider d'ici fin avril quels équipements militaires Taiwan pourra acheter. Selon des experts, il est probable qu'il ne vendra pas quatre contre-torpilleurs équipés de systèmes de défense antimissiles ultramodernes Aegis, ce qui serait presque un *casus belli* pour Pékin, et proposera à Taiwan des navires moins modernes mais disponibles immédiatement.



Saab 95



Qui a dit qu'un véhicule puissant ne pouvait offrir que deux places?

SAAB 9-5

Caractéristiques

- Moteur 2.3 L turbo Ecopower 4 cylindres
- Système OnStar
- Sièges avant et miroirs chauffants
- Traction asservie (TCS)
- Appuis-tête actifs Saab (SAHR) à l'avant
- Climatisation

Taux de location

1,9%*

À partir de

549 \$ Mois

Bail de 36 mois.
Comptant de 4485 \$

Prenez place au volant de la toute nouvelle Saab 9-5. Que ressentez-vous?

De la puissance? De la vitesse? De la maîtrise? Aucune des caractéristiques

qu'on associe généralement avec une familiale ou une berline tout confort.

Comme toutes les Saab, la Saab 9-5 offre des moteurs turbocompressés à accélération rapide. Faites-en l'essai et voyez par vous même.



1 888 888-SAAB www.saabcanada.com

Saturn Saab Isuzu de Blainville
249, boul. Seigneurie Ouest
Blainville
(450) 437-6317
www.saturndeblainville.saturncanada.com
(Autoroute 15, sortie 25)

Saturn Saab Isuzu de Brossard
5950, boul. Marie-Victorin
Brossard
(450) 672-2500
www.gravelauto.com
(Route 132 et pont Champlain)

Gravel Saturn Saab Isuzu
1, Place Ville-Marie, # 11 180
Montréal
(514) 861-2000
www.gravelauto.com
(Angle Cathcart et McGill College)

Saturn Saab Isuzu de Terrebonne
705, boul. des Seigneurs
Terrebonne
(450) 964-1374
www.saturndeterrebonne.saturncanada.com
(Autoroute 25 nord, sortie 22 est)

Bourassa Saturn Saab Isuzu
1615, boul. St-Martin Est
Laval
(514) 385-9191
www.bourassaauto.com

Décarie Saturn Saab Isuzu
6100, boul. Décarie
Montréal
(514) 342-2222
www.decariesaturn.com
(Angle Van Horne)

Mondial Saturn Saab Isuzu
9415, Papineau
Montréal
(514) 385-7222
www.mondial-sst.com

West Island Saturn Saab Isuzu
9775, route Transcanadienne
Ville Saint-Laurent
(514) 332-4424
www.westislandsaturn.com
(Autoroute 40 à l'ouest de l'autoroute 13)

* Cette mensualité est calculée pour une Saab 9-5 1SA avec un PDSF de 42 605 \$ et comprend le transport, la préparation à la route et la taxe d'accise. Par contre l'immatriculation, l'assurance et les taxes ne sont pas incluses. À la signature du contrat, un comptant initial (ou échange équivalent), un premier versement mensuel ainsi qu'un dépôt de garantie remboursable vous seront demandés. Pendant la durée du bail, le kilométrage qui vous est alloué est de 60 000 km et chaque kilomètre supplémentaire ne vous coûtera que 12 cents. Voyez votre détaillant Saab pour plus de détails.

Un week-end très sanglant en Tchétchénie

d'après AFP et AP

MOSCOU — Deux rebelles tchétchènes ont été tués hier en Tchétchénie alors que les services de sécurité affirmaient avoir déjoué un attentat contre le chef de l'administration pro-russe, Akhmad Kadyrov.

Le FSB (services de sécurité, ex-KGB) a affirmé avoir déjoué une tentative d'attentat vendredi dernier contre Kadyrov alors qu'il était en visite à Grozny, la capitale de la république rebelle, selon *Interfax*.

Un engin antichar télécommandé a été découvert sur le toit d'une maison, dans une rue que Kadyrov devait emprunter, selon le FSB. Considéré comme un traître par les indépendantistes, Kadyrov a échappé à plusieurs tentatives d'attentat. L'un de ses adjoints, Adam Deniev, a été tué jeudi dernier par l'explosion d'une bombe dans un studio de télévision alors qu'il lisait le Coran.

Les deux rebelles tchétchènes ont été tués par des soldats du ministère de l'Intérieur qu'ils venaient d'attaquer sur une route près du village de Guekhi, au sud-ouest de Grozny. L'attaque a fait deux blessés graves du côté russe, selon le ministère.

Les Tchétchènes ont salué à leur façon la visite surprise effectuée samedi dans la république séparatiste par le président russe Vladimir Poutine puisqu'ils affirment avoir tué depuis dimanche 15 soldats russes et blessé de nombreux autres lors d'une série d'attaques.

Les « boiviki » ont ainsi bombardé à 31 reprises des postes russes dimanche soir et hier matin, tuant six soldats et en blessant 18 autres, a reconnu hier un porte-parole de l'administration pro-russe ayant requis l'anonymat. Deux autres soldats avaient été tués dimanche lors d'un accrochage près du village de Gekhi.

Par ailleurs, cinq soldats ont été tués lorsque leur véhicule a sauté sur une mine dans le village de Noibir et deux autres l'ont été lorsque leur véhicule blindé de transport de troupes a sauté sur une mine à Serjen-tourt.

Turquie : jeûne mortel

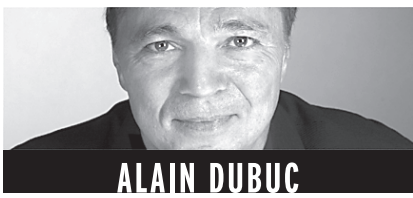
d'après AFP

La grève de la faim des détenus qui protestent contre une réforme des prisons a fait un treizième mort hier, alors que le dialogue est rompu entre les détenus et les autorités, selon l'agence turque *Anadolu*. Sedat Gursel Akmaz, 41 ans, incarcéré pour appartenance au groupe d'extrême gauche armé clandestin DHKP-C est décédé à l'hôpital à Izmir des suites de la grève de la faim, précise l'agence. Plus de 300 prisonniers observent la grève de la faim.

La Presse

ANDRÉ DESMARAIS > Président du conseil d'administration
 GUY CREVIER > Président et éditeur
 MARCEL DESJARDINS > Vice-président et éditeur adjoint
 YVES BELLEFLEUR > Directeur de l'information ALAIN DUBUC > Editorialiste en chef

« Société civile », dites-vous?



ALAIN DUBUC
adubuc@lapresse.ca

Le grand mouvement contre la mondialisation a enrichi notre vocabulaire d'une nouvelle expression, celle de « société civile », qui tente de décrire l'existence des mouvements qui soit s'opposent à la mondialisation, soit veulent la baliser, soit souhaitent davantage de transparence et de gouvernance.

Ce terme n'est pas neutre. Le terme civil, dans ce sens, selon le Robert, signifie « relatif à l'ensemble des citoyens ». Le fait de parler de « société civile », dans le débat sur la mondialisation, cherche ainsi à exprimer le fait que ces mouvements d'opposition reflètent les vues des citoyens ou défendent leurs intérêts. Il y a là un abus de langage, parce que l'utilisation du terme société civile envoie un message qui ne correspond ni à la réalité sociale, ni à la réalité politique.

Le message, c'est que ces groupes qui constituent la « société civile » représentent les citoyens face à un pouvoir politique coupé des gens et impuissant à contrôler une mondialisation qui lui échappe. Un vacuum politique où la société civile joue un rôle de contrepoids qui lui donne une sorte de légitimité.

Ce message repose sur deux postulats, tous deux faux. Le premier, c'est que ces forces de la « société civile », un peu difficile à circonscrire, représentent le vrai monde, en quelque sorte des citoyens qui parlent au nom des autres citoyens.

Ce n'est pas exact, et on peut le voir à la composition du Sommet des peuples, la partie articulée de cette opposition, qui organise dès aujourd'hui à Québec un grand événement qui cherche à être le pendant du sommet officiel des chefs d'État. Sa composante québécoise, le Réseau québécois sur l'intégration continentale, « est une coalition composée d'organisations populaires, syndicales, communautaires et environnementales et de coopération internationale, ainsi que de groupes de recherche », où l'on retrouve la CSN, Solidarité Québec, Amnistie internationale, le Centre international de solidarité ouvrière.

Est-ce que ces organismes représentent assez l'ensemble des citoyens pour pouvoir s'autoproclamer « société civile »? Non. D'autant plus que l'opposition à la ZLEA des organismes qui participent au Sommet des peuples repose sur un autre projet de société, un « accord entre les peuples du continent ». Leur démarche consacre plus d'énergies à critiquer la mondialisation dans sa forme actuelle qu'à définir ce projet alternatif. Mais le document de base pour ce sommet en donne une assez bonne idée.

« Parce que les entreprises transnationales, les spéculateurs et leurs parrains gouvernementaux continuent d'agir en fonction de leurs intérêts particuliers, nous entreprenons maintenant de nous unir par-delà les frontières et tous secteurs confondus pour nous opposer à ces intérêts particuliers et mettre de l'avant les intérêts de la vaste majorité des habitants de ce continent », écrit-on. « Aucun pays ne peut rester, ni ne devrait rester, en marge de l'économie mondiale. Cela ne signifie pas pour autant que le modèle néolibéral actuel ou le libre-marché représente la seule, et encore moins la meilleure, forme d'intégration économique. »

Ces courants, en s'opposant à l'économie de marché, se placent très nettement à l'extrémité gauche de l'échiquier politique, bien plus à gauche que les gouvernements socialistes européens, plus à gauche que le NPJ canadien, et donc, en gros, dans la mouvance de courants comme ceux de Paul Cliche, dans Mercier, ou de Françoise David et de la Fédération des femmes.

Si ces thèses étaient soumises à un débat public, elles seraient très

nettement rejetées par les Québécois. Sauf dans des circonstances particulières, comme lors de l'élection partielle dans Mercier, ces courants sont marginaux dans le débat public. Le sondage CROP Radio-Canada/La Presse que nous publions aujourd'hui indique par exemple qu'à peine 9 % des Québécois sont fortement opposés à la ZLEA. Voilà pourquoi il y a une certaine forme de fausse représentation à parler de « société civile » dans ce cas précis, car on ne voit pas pourquoi ce qui est essentiellement une gauche militante, qui représente très peu de gens, puisse être un interlocuteur privilégié dans un débat public.

À cela s'ajoute un autre postulat, plus inquiétant, sur la légitimité du pouvoir politique, comme si les élus n'étaient pas des émanations de la vraie société civile. Nous vivons dans une démocratie qui fonctionne bien, où la confiance qu'inspire les politiciens est certes en baisse, mais où plusieurs indices, comme la participation électorale, le taux de satisfaction face au gouvernement, la vivacité des débats, permettent de croire que les gouvernements servent bien les citoyens, et que l'Assemblée nationale reflète les vues et les vœux de la grande majorité. Dans les faits, c'est vers les gouvernements que l'on se retourne pour défendre les intérêts des citoyens et promouvoir la justice sociale.

Ce qui est vrai pour le Canada et le Québec l'est évidemment moins pour bien des pays qui participent au projet de la ZLEA, où la démocratie est fragile, les inégalités criantes, et où les grandes réformes démocratiques et sociales sont inachevées. Dans ces sociétés, où la lutte pour les droits et la justice, ainsi que contre la pauvreté prennent un autre sens, la société civile peut jouer un rôle essentiel dans l'édification d'une véritable démocratie. Ce n'est pas le cas ici.

Quand le premier ministre Bernard Landry, apôtre de la première heure de l'ouverture des marchés, approuve comme il l'a fait le projet de Zone de libre-échange des Amériques, incidemment avec l'appui de Jean Charest et de Mario Dumont, il agit de façon démocratique, en reflétant un point de vue très majoritaire. Notre sondage indique que 60 % des Québécois sont en faveur de la ZLEA contre 30 % qui y sont opposés.

Cela n'empêche pas le fait que les batailles de la « société civile » trouvent de réels échos dans la population dans son ensemble. Les actions de la gauche militante ne laissent pas indifférents des citoyens qui expriment une inquiétude légitime des citoyens face à une mondialisation qui les menace et qu'ils comprennent mal. Cette convergence, ponctuelle et limitée, n'est possible que tant que la « société civile » n'expose pas clairement son projet de société.

Cela étant dit, la contribution de ces mouvements d'opposition est considérable. Les manifestations de Seattle ont permis d'imposer un débat public sur la mondialisation. Sans les efforts, très disciplinés, des groupes qui sont à l'origine du Sommet des peuples, la transparence n'aurait sans doute pas été une réalité. Sans eux, le débat environnemental n'aurait pas autant progressé. Et dans le cas précis de la ZLEA, qui est essentiellement un projet nord-sud, leur préoccupation pour le sort des pays plus pauvres réduira les risques que la logique économique et commerciale fasse oublier les autres dimensions.

Dans un tel cadre, la société dite civile joue donc un rôle utile et un événement comme le Sommet des peuples s'inscrit bien dans la grande réflexion sur la ZLEA. Mais il faut voir ce courant pour ce qu'il est ; il ne s'agit pas de la « société civile », mais bien d'une gauche militante, dont les points de vues restent marginaux et qui peut difficilement prétendre représenter les citoyens dans un débat démocratique.

FORUM

FELI DE PAILLE ...



Pascal Élie, collaboration spéciale

Droits réservés

RÉPLIQUES

Raël, un éducateur « hors pair »

MARC LAVOIE

Monsieur Gravel,

JE SUIS raélien depuis maintenant 25 ans et les enseignements de ce « clown » dont vous parlez (*La Presse*, 1^{er} avril) m'ont apporté davantage dans tous les aspects de ma vie que tous mes éducateurs précédents, incluant mes parents, qui croyez-moi ont fait le maximum avec les connaissances qu'ils avaient à leur disposition.

Mais ça, ça n'intéresse pas les médias car il ne peut forcément venir que du mal d'une vilaine « secte » et hop, on met le filtre négatif entretenu depuis des années par les armées bien pensantes dirigées par vous les journalistes et éditorialistes. N'en faites-vous pas de la manipulation? N'en faites-vous pas des amalgames de tout ce qui est négatif en mettant dans le même sac les nazis, les raéliens, l'OTS et autres groupes supposément suicidaires?

Vous semblez oublier que les gens qui ont changé la face de ce monde ont souvent été considérés comme des originaux et des fous avant d'être reconnus à leur juste valeur et ce souvent après leur mort. C'est sûr que tout le monde n'est pas tous beau et gentil, mais il ne faut pas tout mettre dans le même sac pour autant!

Je sais que vous devez « produire » et que vous n'avez pas le temps nécessaire pour vraiment fouiller vos dossiers. Mais de grâce, cessez de véhiculer des pré-



PHOTOTHÈQUE, La Presse

Claude Vorilhon, mieux connu sous le vocable de Raël.

jugés malhonnête sur nous. N'ayez crainte, il n'y aura pas de suicide collectif chez-nous car nous célébrons la vie et le plaisir de vivre chaque instant de notre vie comme si c'était le dernier et pour l'argent, après 25 ans, je n'ai pas tout donné et je ne donnerai jamais tout à qui que ce soit, qu'il soit

chef religieux ou autre et ça Raël nous l'enseigne aussi. Mais comme je disais au début, vous ne voulez probablement pas savoir que plusieurs personnes ont trouvé un moyen de bien se sentir dans leur peau et de vivre sainement, loin des drogues de toutes sortes, en cultivant une pensée positive et un espoir de voir les hommes élever leur niveau de conscience pour que notre planète devienne le monde de paix qu'elle devrait être.

Et si vous croyez que Raël n'a pas fait avancer le débat sur le clonage, c'est que vous vivez sans doute déjà vous-même sur une autre planète. Je m'intéresse à l'actualité scientifique et dans tous les pays du monde, il n'y a pas une journée sans que des gens de tous les milieux n'évoquent un des aspects du clonage. Les réflexions de toutes sortes pullulent, mais on refuse de donner du crédit à cet espèce de fou habillé de blanc...

En conclusion, je dirais que ce que vous dites de faux sur nous me rends plutôt triste, car un jour je pourrais être attaqué physiquement pour mes idées par des gens que vous aurez conditionné petit à petit à nous haïr. Je ne suis qu'un petit homme, probablement pas plus intelligent que la moyenne, mais j'ai encore beaucoup de rêve et de moments heureux à vivre.

J'essaie de respecter le plus possible les gens autour de moi et d'apprendre d'eux et je vous remercie de faire de même pour moi par ce que vous dites sur le groupe dont je fais partie.

L'Église de scientologie parle de tolérance

JEAN LARIVIÈRE

L'auteur est directeur des affaires publiques de l'Église de scientologie. Nous publions son texte en réaction à un éditorial de Michèle Oulmet, paru le 9 février, et à une chronique de Pierre Foglia, datée du 10 février, concernant le groupe Narconon et l'Église de scientologie.

NOUS CROYONS que la reconnaissance du travail bien fait par des gens faisant du bénévolat pour aider nos jeunes et le respect sans discrimination de la religion d'autrui devraient être les critères d'usage pour commenter la nouvelle selon laquelle des bénévoles, dont un policier de l'organisme de prévention antidrogue Narconon, un organisme charitable non religieux soutenu par des membres de l'Église de scientologie, ont depuis trois ans sensibilisé des milliers de jeunes aux dangers des drogues.

Le groupe Narconon pour une jeunesse sans drogue de Montréal a toujours fonctionné de manière autonome indépendante, n'a jamais reçu de fonds de l'Église de scientologie et n'a jamais reçu d'instructions de l'Église quant à son travail. Des instituteurs étaient toujours présents lors des conférences Narconon et tous ceux qui ont été interrogés par les médias ont confirmé qu'il n'y avait aucun contenu religieux. Les noms de l'Église de scientologie et du fondateur L. Ron Hubbard n'ont jamais été mentionnés aux jeunes. Bref, aucune tentative directe ou indirecte de prosélytisme.

Ces bénévoles, dont les efforts auraient probablement été applaudis dans les médias s'ils avaient été membres d'une religion traditionnelle, ne méritent pas qu'on leur fasse des procès d'intention et des chasses aux sorcières, ni que leur religion soit dénigrée ou « diabolisée » dans une direction menant vers l'isolement ou l'ostracisme. Commentant un su-

jet similaire en 1986, le théologien catholique Richard Bergeron, le premier spécialiste québécois des nouvelles religions, écrivait : « La prévention contre les nouvelles religions... veut protéger en faisant peur, en dénonçant le mal chez les autres et en faisant le bien qui s'y trouve, en jetant un soupçon sur toutes les nouvelles manifestations spirituelles et religieuses. Il y a un relent d'intolérance. »

Bref, à écouter et laisser faire ceux qui tentent de propager le mépris et l'intolérance au sein de la population à l'endroit des religions nouvelles ou minoritaires qu'ils qualifient de « sectes » pour mieux les dénigrer, on pourrait en venir à demander, comme dans le temps de l'Allemagne nazie, que les membres des minorités religieuses portent un écusson spécial afin de les identifier! Des mesures de ce type sont d'ailleurs présentement utilisées dans certains pays aux prises avec une « hystérie anti-sectes », ce dont parlait le professeur David Little de l'Université Harvard qui donnait récemment une série de conférences à la faculté des sciences religieuses de l'Université McGill.

Quant au sujet de la toxicomanie, c'est un problème réel et majeur pour des dizaines de milliers de Québécois. On connaît tous des histoires d'horreurs, de vies et des familles brisées par les méfaits des drogues sur les jeunes. Posez la question aux parents et aux gens qui ont vécu l'enfer de la drogue et vous saurez que le problème est vaste et dangereux sur les plans de la famille, de la santé, de la criminalité, de l'éducation et de la sécurité au travail. Finalement, la question est donc de savoir si l'on va aider et encourager, ou attaquer et dénigrer ceux, encore trop peu nombreux, qui posent des gestes concrets pour résoudre ce problème.

FORUM

Une ère de paix... relative

HAL KLEPAK

L'auteur enseigne au Collège militaire royal du Canada. Les deux textes de cette page ont été écrits dans le cadre du projet Chaire Télélobe-Raoul-Dandurand/CEIM/La Presse à l'occasion du Sommet des Amériques.

Le survol panoramique des questions de sécurité dans les Amériques surprend agréablement, du moins pour ce qu'il en est des problèmes traditionnels des conflits entre États. Nous voici finalement entrés dans une ère de paix et de coopération. Pourtant, en Amérique latine comme dans les Caraïbes, les citoyens se sentent aujourd'hui moins en sécurité dans leur vie quotidienne qu'à l'époque où dictatures militaires et guerres civiles étaient chose courante dans la région. L'insécurité qui sévit aujourd'hui dans les villes comme dans les campagnes est reliée au crime international, au trafic de la drogue, aux déplacements de population, etc. Comme lors des sommets précédents, le Sommet de Québec se penchera sur ces questions, mais il faut avouer que les solutions semblent manquer de façon cruelle.

Une nouvelle ère de coopération

En premier lieu, il faut saluer les progrès réalisés dans le domaine classique de la sécurité interétatique de la guerre froide. Les conflits internationaux à base idéologique ont disparu. Les guerres civiles, si importantes il y a à peine une décennie, ont cessé en Amérique centrale. Au Mexique, la question zapatiste semble aller vers une solution. Même en Colombie, aux prises avec une insurrection sérieuse, les facteurs idéologiques arrivent souvent derrière le trafic de la drogue et les luttes pour son contrôle.

De façon encore plus extraordinaire, il règne un esprit de coopération entre les pays, surtout sur le plan politique, comme on en n'avait jamais vu auparavant. Dans la sphère de la sécurité, cet esprit de collaboration a donné des résultats probants. Ainsi, à la rivalité historique entre l'Argentine et le Brésil, pierre de touche de tout un système d'équilibre des puissances régionales, est venue se substituer une coopération entre les deux pays qui inclut les questions pourtant délicates de la défense. Les relations difficiles entre le Chili et l'Argentine ont été remplacées par une cordialité exceptionnelle, ponctuée par des accords qui ont mis fin à des douzaines de conflits frontaliers.

Si la région andine est encore le théâtre de conflits, entre le Pérou et le Chili, et surtout entre le Chili et la Bolivie, celui entre le Pérou et l'Équateur semble aujourd'hui réglé pour de bon. En Amérique centrale, malgré quelques problèmes frontaliers sporadiques, les pays sont maintenant liés par un traité démocratique de sécurité, une expérience jusqu'à maintenant réussie. Dans les Caraïbes, les problèmes migratoires entre Haïti et la République dominicaine peuvent trouver solution. Finalement, seule la question Washington-La Havane continue encore à ce jour de troubler l'équilibre régional.



Malgré des opérations antidroque (notre photo), la Colombie pose de graves problèmes pour ses pays voisins. L'incapacité de Bogota à contrôler ses frontières et le trafic de la drogue ont d'importantes retombées négatives sur ses voisins, le Venezuela surtout, mais aussi le Panama, l'Équateur, le Brésil et le Pérou.

Mais tout n'est pas si rose : la Colombie, notamment, pose de graves problèmes pour ses pays voisins. L'incapacité de Bogota à contrôler ses frontières et le trafic de la drogue ont d'importantes retombées négatives sur ses voisins, le Venezuela surtout, mais aussi le Panama, l'Équateur, le Brésil et le Pérou. Les insurgés traversent les frontières pour se ravitailler et se reposer, voler et souvent tuer, ce qui entraîne l'envoi de renforts militaires et la multiplication des incidents.

Le nouvel agenda de sécurité : entre innovation et faiblesse

Avec la fin de la guerre froide, le concept de sécurité a été élargi à des questions qui n'étaient tout simplement pas considérées comme telles autrefois. On peut ici inclure la sécurité des personnes, la drogue, l'immigration illégale, le crime international, la sécurité environnementale, tout ce qui touche la sécurité humaine. Sous la pression des États-Unis notamment, elles prennent une place grandissante dans l'agenda. Mais les y inclure, c'est aussi augmenter le rôle des forces armées dans la vie nationale, ce qui soulève bien des inquiétudes dans une région où la démocratie reste fragile. Les latino-américains restent aussi réticents à l'idée de leur donner un rôle important dans le combat contre le trafic de la drogue sachant fort bien que les dangers de corruption sont élevés. Et si le rôle des forces armées face aux désastres naturels, aux épidémies et même à la déforestation est bien vu par l'ensemble du pu-

blic, on ne peut pas en dire autant de leur lutte contre le crime international, l'immigration illégale, etc.

Ces problèmes sont à l'ordre du jour de toutes les réunions des ministres de la Défense des Amériques — depuis 1995, suivant une initiative américaine — et sont l'occasion pour ces derniers de se voir de manière régulière et de discuter de problèmes communs. Mais le défi est grand, car la collaboration entre les gouvernements et les forces de sécurité est récente et la domination de Washington rend difficile une collaboration efficace sur le plan régional. Malgré tout, la coopération interaméricaine est quand même plus importante que par le passé. L'Organisation des États américains (OEA) compte un organe de coopération sérieux contre le trafic de la drogue (le CICAD d'après son titre en espagnol). La collaboration policière, même si elle en est à ses débuts, existe. Des accords sont signés et de plus en plus souvent appliqués. Mais il est encore trop tôt pour évaluer les résultats de ces démarches.

C'est dans le domaine de la défense que la coopération interaméricaine a le plus progressé. Un comité permanent de l'OEA se penche sur les questions de sécurité régionale, une chose inimaginable pendant la guerre froide. Un nouveau centre d'instruction, le Center for Hemispheric Defence Studies (CHDS), a aussi été créé à la National Defense University (NDU) aux États-Unis. Ce centre apprend aux civils et aux militaires à collaborer à l'intérieur d'un cadre démocrati-

que. Mais, on le devine facilement, Washington continue de peser de tout son poids dans les questions de sécurité dans les Amériques, ce qui affaiblit la légitimité de ces institutions, vieilles ou récentes.

La politique américaine dans la région a évolué, ces dernières années, et la perception qu'en ont les populations est beaucoup plus positive, l'aide américaine visant maintenant à appuyer la démocratie au lieu de lui nuire. Mais la méfiance demeure, surtout chez les militaires, personne ne sachant trop quels sont les objectifs réels de Washington en matière de sécurité.

Un long chemin à faire...

On voit donc poindre une nouvelle collaboration sur les questions de sécurité en Amérique latine, et dans un certain sens, dans le reste des Amériques. Si nous sommes encore loin d'avoir affaire ici à une région totalement stable et sécuritaire, le progrès est clair et mérite d'être reconnu. L'unilatéralisme des États-Unis, l'absence de réels progrès dans plusieurs questions vitales et la faiblesse de plusieurs démocraties font que l'optimisme outre-mesure est peu souhaitable à cette étape. Mais surtout, la sécurité en Amérique latine dépend de la capacité de ses démocraties à trouver une solution aux problèmes de la pauvreté et des inégalités sociales, deux des facteurs de la croissance de la criminalité actuelle. Sans progrès à ce niveau, la sécurité totale de la région restera un rêve. Et il y a encore beaucoup de chemin à faire.

Démocratie et inégalités dans les Amériques

VICTOR ARMONY

L'auteur est professeur au département de sociologie de l'Université du Québec à Montréal.

Le mot pluriel *Amériques*, de plus en plus présent dans le discours public, traduit la volonté de nommer une réalité marquée à la fois par des convergences — une identité géographique et historique commune à tout l'hémisphère — et de profondes divergences qui se traduisent par un clivage Nord-Sud.

Les peuples américains sont, en effet, liés par l'ambitieux projet de création d'un « Nouveau Monde » dont la promesse s'est réalisée pour certains groupes et communautés, mais trop souvent au détriment d'une large partie de la population. La possibilité d'une intégration continentale nous confronte, encore une fois, au contraste entre l'univers « anglo-saxon » (on pourrait dire de manière plus inclusive, mais moins précise, l'univers nord-américain) et l'univers « latin », ou ibérique (espagnol et portugais), ce que l'écrivain mexicain Octavio Paz a appelé les « deux versions de la civilisation occidentale » qui se sont implantées en Amérique. Les questions que l'on soulève aujourd'hui à l'égard de ce qui unit et de ce qui sépare ces deux Amériques ont fait l'objet de longs débats depuis le dix-neuvième siècle.

Ces deux versions de l'américanité sont-elles compatibles ? Faut-il les rapprocher ? Quelles sont les raisons qui expliquent les différences entre l'une et l'autre, notamment en ce qui concerne leur degré de stabilité et de prospérité ? Ces différences sont-elles surtout de nature culturelle, politique ou économique ? Comment expliquer l'ambivalence des Latino-américains face aux États-Unis, tantôt réfractaires à toute association avec le géant du Nord, tantôt entraînés par une « nordomanie » que l'essayiste uruguayen José Enrique Rodó dénonçait déjà en 1900 ? Afin de pouvoir saisir la pertinence et la portée de telles questions à la lumière des processus actuels de mondialisation et d'intégration panaméricaine, il est nécessaire d'établir un certain nombre de faits. L'image courante que l'on se fait de l'Amérique latine, en particulier celle alimentée par les médias, est traversée par bien des stéréotypes qui contribuent à perpétuer une lecture réductrice des problèmes et des défis auxquels les peuples de la région font face. C'est pourquoi au moins trois constats s'imposent.

Premier constat : l'Amérique latine n'est pas « pauvre », mais une grande proportion de ses habitants vit en état de pauvreté — parfois extrême — en raison de l'injustice so-

cial. Selon des données de la Banque mondiale, 35 % des Latino-américains sont pauvres, ce qui équivaut à l'ensemble de la population du Brésil (quelque 177 millions d'habitants). Environ 40 % du revenu de la région est détenu par les 10 % les plus riches de la population, alors que les 30 % les plus pauvres ne reçoivent que 7,5 % du total des revenus. Et la brèche tend à s'élargir : alors qu'en 1970, le 1 % le plus riche de la population gagnait 363 fois plus que le 1 % le plus pauvre, en 1995, l'écart atteignait un taux de 417. Or, cette situation n'est pas le résultat d'un manque de ressources. Il faut le souligner, l'Amérique latine est la région la plus inégalitaire de la planète. En fait, si la distribution du revenu était comparable à celle de l'Europe de l'Est ou de l'Asie du Sud, la pauvreté serait, à toutes fins pratiques, éliminée du continent.

Deuxième constat : les nations latino-américaines ne sont pas « jeunes » en ce qui concerne leur expérience politique. L'indépendance des peuples latino-américains était déjà accomplie vers 1830, précédant ainsi de plus d'un siècle les mouvements anti-coloniaux du tiers-monde. Or, le fait que les pays latino-américains se soient constitués comme nations de façon relativement précoce implique qu'ils ont été ébranlés dès le départ par les tensions que l'on connaît dans tout État moderne : celles liées à la problématique de la représentation politique, de l'unité nationale, de la justice sociale et de la citoyenneté comme principe de reconnaissance de droits et d'attribution de devoirs. On ne peut pas trop insister sur le fait que les pays latino-américains possèdent une riche histoire de mobilisations populaires. Bien évidemment, les résultats de ces tensions ont très souvent été négatifs à l'égard de l'épanouissement des institutions démocratiques et de l'avancement collectif. Cependant, il faut surtout s'empêcher de tomber dans le piège qui consiste à voir dans les « jeunes démocraties » latino-américaines des acteurs qui en seraient à leurs premiers pas en ce qui concerne les enjeux de la construction d'une société plus juste. Cette bataille n'est pas près d'être terminée, mais elle a établi des acquis bien réels dans les institutions et dans la conscience et la mémoire des acteurs. (...) Troisième constat : le terme « Amérique latine » rend compte d'une appartenance commune, mais il tend à cacher l'extraordinaire

hétérogénéité démographique du continent. Des populations d'origine amérindienne, africaine et européenne coexistent ou se mélangent dans des configurations très diverses, sans oublier la présence d'importantes minorités asiatiques. Mais l'adoption du modèle national et républicain a favorisé une démarche de « création de peuples » sur la base de projets idéologiques extrêmement puissants. Le nationalisme homogénéisateur promulgué par les élites de chaque pays a eu

tendance à exclure d'emblée toute reconnaissance effective de la pluralité ethnique et linguistique des citoyens. Ce n'est que très récemment que les communautés autochtones ont réussi à faire entendre leur voix et que les États ont commencé à abandonner un discours officiel qui prône le monolithisme culturel (au nom de l'imaginaire du métissage et de la « fusion des races »). Des changements significatifs ont eu lieu dernièrement, autant sur le plan symbolique (par exemple, l'adoption de l'aymara et du quechua comme langues officielles en Bolivie) que politique et constitutionnel, mais le chemin à parcourir reste long et plein d'obstacles.

Quelles conclusions devons-nous tirer de ces constats, particulièrement au processus d'intégration panaméricain dont le Sommet de Québec semble constituer une étape fondamentale ? D'abord, nous devons comprendre que le contraste en question n'est pas tant celui d'une Amérique riche, moderne et démocratique versus une Amérique pauvre, traditionnelle et autoritaire, que l'écart entre une Amérique plus égalitaire au Nord et une Amérique extraordinairement inégalitaire au Sud. Il faut accepter qu'il n'y pas d'Amérique latine à « éveiller » à la modernité, non plus qu'une Amérique latine à protéger des forces de l'« occidentalisation ». Il y a une Amérique latine — c'est-à-dire une autre façon d'être Américain que celle du Nord — où l'équilibre entre le politique et l'économique — entre démocratie et capitalisme — n'a jamais été pleinement accompli. Les pays latino-américains sont tous tiraillés entre l'élan vers l'unité et la reconnaissance de la pluralité, entre la défense du droit à la pro-

priété et la revendication du droit à l'égalité, entre l'idéal universaliste et l'ancrage particulariste. La mondialisation actualise et radicalise ces tensions, ces contradictions inhérentes à toute société moderne. Dans un contexte global où, même dans les pays dits avancés, l'équilibre entre démocratie et capitalisme est de plus en plus instable, la logique économique l'emportant sur la logique politique, les risques pour l'Amérique latine sont majeurs. Le projet d'intégration des Amériques, tel qu'il s'annonce, ne fera qu'accroître ce dangereux tournant.

Peut-on penser à des alternatives réalistes ? Peut-être plus clairement que jamais dans l'histoire de la région, l'opportunité est bien là pour que les pays avancés concrètement dans le sens du vieux rêve de l'unité latino-américaine. Il ne s'agit certainement pas de raviver l'idée archaïque d'une uniformisation culturelle ou ethnique des peuples, mais plutôt d'articuler les projets nationaux de développement politique et économique dans une vision d'ensemble. L'énorme influence des États-Unis sur l'hémisphère — et sur la planète — est une réalité inévitable. Les Latino-américains ne sont pas contre le principe de l'intégration hémisphérique, ils ne voient pas non plus dans la mondialisation une menace immédiate pour leur identité collective. En fait, un sondage réalisé dans 14 pays de l'Amérique latine (représentant 95 % de la population du continent) montrait en 1998, que 70 % des Latino-américains étaient favorables à la création d'une zone de libre-échange des Amériques. Le problème réside, bien sûr, dans la manière dont les négociations vont se dérouler, ainsi que dans la façon dont les États vont établir leurs alliances et formuler leurs stratégies communes. Selon que l'on adopte une définition large ou restreinte (notamment en ce qui concerne les Caraïbes), l'Amérique latine réunit entre 20 et 30 pays. Leur action concertée — aussi bien les gouvernements que les sociétés civiles — est probablement la seule option qui reste aux peuples du continent pour préserver — du moins en partie — leur autonomie économique, et, peut-être même, leur souveraineté politique.

L'image que l'on se fait de l'Amérique latine, en particulier celle alimentée par les médias, est traversée par bien des stéréotypes qui contribuent à perpétuer une lecture réductrice des problèmes.



FORUM

LIBRE-ÉCHANGE ET MONDIALISATION (1)

À quoi va servir la ZLEA?

S'il s'agit d'un simple accord commercial, il est déjà dépassé par la marche de la mondialisation ainsi que par le grand nombre d'accords existants

KIMON VALASKAKIS

M. Valaskakis était l'ambassadeur du Canada à l'OCDE au moment de la négociation de l'AMI. Il est actuellement le président du Club d'Athènes, un projet impliquant plusieurs personnalités internationales et qui étudie les modalités d'une meilleure gouvernance mondiale. À la veille du Sommet des Amériques, il nous livre ses réflexions dans une série de trois articles portant sur la mondialisation et le libre-échange.

Le Sommet des Amériques provoque, avant même de commencer, d'importantes contestations venant de mouvements hostiles à la mondialisation. Il est intéressant de noter que le mouvement de ressac contre la mondialisation avait commencé à l'OCDE, dès 1998, au moment de la négociation de l'AMI. À cette époque, la mise en place d'un accord global sur les investissements avait été bloqué par une combinaison de manifestations de rues et de pays réticents.

Contrairement à la perception populaire, le Canada, loin d'endosser l'accord sans réserves, avait alors été le premier pays à manifester sa réticence. Quand, plus tard, la France a pris les devants de l'opposition à l'AMI, l'ambassadeur japonais était même venu me voir pour féliciter le Canada d'avoir réussi à transférer la blâme de l'échec de l'accord sur la France!

Depuis 1998, à peu près toutes les rencontres visant la promotion de la mondialisation ont été violemment attaquées par la gauche et même par la droite. Certains voient même dans le Sommet des Amériques une résurrection de l'AMI par la petite porte. Y a-t-il du vrai dans tout cela? Mon expérience comme ancien gouverneur de l'OCDE me porte à nuancer les propos des uns et des autres et surtout à replacer la ZLEA dans le cadre plus large de la mondialisation elle-même. Dans cette série de trois articles que publie *La Presse*, nous aborderons trois questions. 1) Quelle est l'importance et/ou la pertinence de la ZLEA? 2) Peut-on vraiment comparer celle-ci à l'Union européenne qui, elle, jouit dans l'ensemble d'un grand succès? 3) Quels sont les défis de gouvernance qui se cachent derrière les accords de libre-échange?

La ZLEA est-elle déjà dépassée par la mondialisation?

En ce qui concerne la première question, nous estimons que, contrairement à ce que l'on pense, la ZLEA aura beaucoup moins d'importance qu'on lui attribue pour la bonne raison qu'elle est, à toutes fins pratiques, déjà dépassée par la mondialisation elle-même. Qu'il y ait ou qu'il n'y ait pas de sommet à Québec, la mondialisation continuera ses avancées en apportant avec elle des bonnes et des mauvaises nouvelles. Il s'agit d'un processus historique que personne n'a inventé et qui est caractérisé par une seule phrase : le rapetissement de la planète. Certains iront même jusqu'à parler de la « mort de la distance ». Même si on évite ces superlatifs, il est de plus en plus clair que nous vivons tous sur le même vaisseau spatial, comme l'appelaient Buckminster Fuller et qu'il faut composer avec cette réalité.

Les moteurs de la mondialisation sont en ordre descendant d'importance: a) la montée des interdépendances (pluies acides, sida, vache folle, réchauffement planétaire), b) l'innovation technologique (Internet, téléphonie mobile etc.), c) l'essor des entreprises multinationales et d) le mouvement de retrait des gouvernements devant ces défis par la cession volontaire d'une partie de leur souveraineté.

Les deux premiers moteurs de changement, la montée des interdépendances et l'innovation technologique ne peuvent être arrêtés par des manifestations de rues. On ne peut pas facilement empêcher la diffusion des virus biologiques ou interdire l'innovation technologique, même dans des domaines très sensibles comme le clonage



Des affrontements violents avaient fait près d'une centaine de blessés, en septembre dernier, lors de l'ouverture officielle à Prague de la réunion du FMI et de la Banque mondiale.

humain. Le troisième moteur, l'essor des multinationales, est le résultat de l'innovation technologique qui facilite les flux transfrontaliers de facteurs de production. Les gouvernements peuvent ralentir cette mobilité mais ne peuvent pas l'arrêter. Par contre, le quatrième moteur de la mondialisation, qui est l'abdication volontaire des gouvernements, n'est pas une fatalité. Ces derniers pourraient décider de donner un coup d'accélérateur encore plus grand à la mondialisation en renonçant à leur pouvoir ou, au contraire, la freiner quelque peu et la diriger d'une façon plus ferme.

Un traité de libre-échange est un acte volontaire. On peut maintenant se demander si de tels traités sont encore prioritaires au moment où, grâce à l'OMC, le commerce mondial est déjà de plus en plus libre ou si on met la charrue devant les boeufs. On peut contester la pertinence de tels traités en rappelant qu'aujourd'hui le commerce suit l'investissement et non vice-versa. 60% du commerce international se fait entre succursales d'entreprises multinationales. C'est la localisation géographique de ces succursales qui détermine la direction et le volume des échanges et non les tarifs douaniers. Or, cette localisation industrielle est influencée par une foule de facteurs dont les taux de change, le coût de la main-d'œuvre, le climat réglementaire (ou son absence), l'infrastructure de transport et de télécommunications, etc. L'existence de barrières douanières (déjà minimales depuis les accords de l'OMC) ne joue pas un grand rôle.

Cette constatation militerait curieusement en faveur d'une résurrection de l'AMI, mais dans des formes beaucoup plus équilibrées et internationales. Je me rappelle qu'en 1998, en discutant avec les opposants du MAI (acronyme de l'AMI en anglais), je leur avais demandé s'ils maintiendraient leur opposition dans l'hypothèse où l'accord s'intitulait MAI-LE (*Multilateral Agreement on Investment, Labor and Environment*). Ce à quoi ils répondirent par un non catégorique. En d'autres termes, un code d'investissement équilibré à l'échelle planétaire, qui prendrait en considération non seulement les profits des entreprises mais les normes de travail, la protection de l'environnement, la préservation des identités culturelles et la cohésion sociale, serait très souhaitable. Un accord purement commercial de nature régional semblerait donc dépassé par les événements. Un AMI mondial, équilibré et polyvalent paraîtrait au contraire utile et bénéfique.

Même si on acceptait par hypothèse la

pertinence d'accords commerciaux, la ZLEA risque de venir comme la moutarde après le dîner en se superposant à une foule d'accords préexistants qui, ensemble, forment ce que la revue britannique, *The Economist*, a appelé un « alphabet soup » de blocs et pseudo-blocs régionaux avec des sigles mystérieux. Au sein de l'hémisphère occidental, il existe au moins 25 accords régionaux avec des acronymes que seuls quelques experts reconnaîtront: ALENA, CARICOM, MERCOSUR, etc. S'ajoute à cette série d'accords régionaux les blocs intercontinentaux tels que l'APEC (Asia Pacific Economic Community), la proposition d'une TAFTA (Transatlantic Free Trade Association) et, enfin, la reine des accords économiques, l'OMC elle-même. Cette dernière a souvent préséance sur les accords régionaux si ces derniers ont des clauses discriminatoires. On sait que l'OMC a récemment invalidé le Pacte automobile Canada-États-Unis comme étant discriminatoire envers des tiers. Elle pourra dans l'avenir annuler d'autres accords régionaux et surtout limiter la liberté de manoeuvre de pays comme le Brésil et le Canada qui comptent sur des stratégies industrielles actives dans des domaines clés, comme par exemple l'aéronautique, pour promouvoir leur développement.

Il résulte de ce qui précède que la grande valeur ajoutée d'une éventuelle ZLEA reste à démontrer. S'il s'agit d'un simple accord commercial, il est déjà dépassé par la marche de la mondialisation ainsi que par le grand nombre d'accords existants avec lesquels il risque de faire double emploi. S'il s'agit d'un nouvel AMI, un accord vraiment multilatéral et multidimensionnel portant sur tous les aspects économiques de la mondialisation y compris les flux d'investissements, les normes du travail, etc., on voit mal pourquoi il serait confiné au seul hémisphère occidental. La mondialisation entraîne des problèmes planétaires qu'on ne pourra pas résoudre au niveau purement régional.

Le seul argument convaincant en faveur d'une ZLEA est de savoir si celle-ci a l'intention de ressembler quelque peu à l'intégration européenne, c'est-à-dire à un accord continental équilibré et non pas uniquement économique. Mais peut-on envisager une UAA (Union des Amériques) qui rivaliserait avec l'UE (Union européenne)?

Demain : ZLEA c. UE : doit-on comparer des pommes et des oranges ?

La mondialisation entraîne des problèmes planétaires qu'on ne pourra pas résoudre au niveau purement régional.

LA BOÎTE AUX LETTRES

Une chance en or!

LE SOMMET des Amériques approche à grands pas. Voilà une chance en or que le Québec ne doit surtout pas rater! Ce n'est surtout pas le moment pour les Québécois d'être « mous » et de se tenir tranquilles et silencieux, en espérant qu'en étant gentils et en ne faisant pas de bruit, tout le monde reconnaîtra notre bonne volonté. Cette naïveté doit cesser! Que nous a-t-elle rapporté auparavant? Rien!

Les Québécois doivent crier à la face du monde qu'ils sont un peuple. Chrétien, Dion et leurs amis peuvent bien le nier, mais les délégués des quatre coins des Amériques sauront bien reconnaître cette réalité. Quelle meilleure façon de démolir les efforts de ceux qui tentent de rabaisser le Québec que de s'affirmer comme peuple devant le monde?

Il faut espérer que le gouvernement du Québec saura faire les efforts nécessaires pour se tailler une place à sa mesure au Sommet, malgré les efforts contraires du gouvernement canadien et les grognements inévitables de ceux pour qui le Québec ne sera jamais assez invisible et silencieux!

MARC-AURÈLE GAUTHIER
Trois-Rivières

Comment faire confiance au PQ?

LA PRESSE publiait, le 2 avril, une réplique de la ministre Louise Beaudoin intitulée « Casser le cadenas diplomatique fédéral ». À lire son texte, on peut seulement conclure que le gouvernement fédéral a eu raison de ne pas accorder au gouvernement du Québec un mécanisme de participation ou même de ne pas lui concéder un droit de parole de cinq minutes au Sommet de Québec.

Comment faire confiance à la ministre puisque toutes ses interventions comme celles de son premier ministre, de leur aveu même, sont ciblées vers l'objectif de la souveraineté. Et toutes les occasions, dans ce contexte, sont bonnes pour transmettre la bonne parole. Imaginez l'aubaine: présenter sa cause, selon son point de vue évidemment, devant un parterre des chefs d'État des Amériques. Mais voilà le hic, le Québec n'est pas un État souverain. Seul le gouvernement fédéral peut représenter les intérêts de tous les Canadiens, y compris ceux des Québécois.

Il est aussi vrai qu'en matière de relations internationales, les Landry et Beaudoin ne seront jamais satisfaits de solutions intermédiaires; un compromis ne sera jamais satisfaisant puisqu'ils veulent tout, tous les pouvoirs.

MICHEL LABEL
Entreliacs

LYSIANE GAGNON

lgagnon@lapresse.ca



Le plus vieux métier du monde

Décidément, Jean Chrétien ne rate jamais une occasion de se faire des amis: « Des protestataires », disait-il l'autre jour, « j'en ai vu toute ma vie. Trois ou quatre cents protestataires, ça ne m'empêche pas de dormir, même pas 2000... »

Petite nouvelle pour le premier ministre, il y aura plus de 2000 « protestataires » à Québec. Il sont des centaines et des centaines, aujourd'hui, à prendre la route de la Vieille Capitale, et ça ne fait que commencer.

Qu'ils se heurtent à des barrières de béton, à des clôtures de métal et à des forces de l'ordre en tenue de combat, rien de plus normal: le gouvernement a parfaitement raison de prendre tous les moyens légitimes pour protéger ses invités, les participants pacifiques et les piétons ordinaires, contre les casseurs, les fêtards et autres délinquants qui, sous le couvert de l'idéologie, profiteront de ces manifestations pour donner libre cours à leurs pulsions violentes.

Ce qui dérange, dans la réaction de M. Chrétien, c'est son arrogance, son refus de respecter la dissidence et d'écouter les objections, cette indifférence teintée de mépris envers des gens dont l'immense majorité sera à Québec non pas pour le « party », mais pour envoyer des messages aux gouvernements des Amériques.

Les messages seront certes confus, en tout cas multiples, mais il y a quand même un certain consensus qui s'en dégage: la mondialisation, oui, mais pas à n'importe quel prix.

Les débats se faisant à huis clos et au sommet de la pyramide, il ne reste, effectivement, que la rue pour faire écho aux inquiétudes et aux aspirations des opposants, ou de ceux qui tiennent à ce que les gouvernements imposent certaines balises aux forces du marché.

■ ■ ■

Non pas que le marché soit condamnable. Au contraire. Le marché, c'est le commerce — une activité inscrite dans les gènes de l'homme depuis le commencement des temps.

C'est, après la chasse évidemment, mais bien avant la prostitution, le plus vieux métier du monde. Il date du jour où deux hommes des cavernes ont échangé une peau d'ours contre un gigot de sanglier.

C'est le commerce qui est à l'origine de l'écriture. Les plus anciens manuscrits trouvés au Proche-Orient étaient des comptes griffonnés au silex sur des tablettes d'argile: des signes qui représentaient le nombre de produits vendus ou commandés. C'est le besoin de décrire des transactions de plus en plus complexes qui a forcé l'homme à inventer d'autres signes qui, de fil en aiguille, sont devenus des caractères, des hiéroglyphes, des alphabets...

Le commerce a toujours été « mondialisé », il a toujours transcendé les frontières des empires. Toute l'histoire de la Méditerranée tourne autour de l'échange de vin, de poterie, de blé, de bois, de pierres précieuses... La route de la soie a apporté les produits d'Orient jusqu'au cœur de l'Europe, et c'est encore le commerce qui a déclenché les grandes découvertes: n'étaient-ce pas les fabuleuses épices des Indes que cherchaient Vasco de Gama et Christophe Colomb?

Bref, mépriser le commerce international, c'est mépriser la nature humaine. Rejeter le principe de la mondialisation des échanges, c'est tenter, bien follement, d'effacer 100 000 ans d'histoire humaine. Ce qui ne veut pas dire qu'il faille accepter que les impératifs du marché priment sur toute autre considération et que la loi du profit (car qui dit commerce dit profit) règne sur la planète.

En somme, la seule façon intelligente d'aborder ce Sommet des Amériques, c'est avec ouverture et réserve à la fois. Ouverture sur l'idée et les principes, réserve sur les détails et la pratique.

■ ■ ■

Il va de soi que la majorité des opposants qui prennent aujourd'hui la route de Québec ne se distingueront pas par leur sens des nuances.

Le nombre d'insanités que l'on entend ces temps-ci sur la « mondialisation » est effarant. L'autre jour, une voisine m'annonçait qu'« avec la mondialisation, on va tout perdre, on se retrouvera plus chez nous ». Le lendemain, un écrivain invité au Festival métropolis bleu avertissait gravement un auditoire attentif que « la mondialisation » signifiait la fin des subventions aux écrivains, et donc la fin de la littérature, puisque « sans subventions, il n'y aura plus d'écrivains » (sic).

À entendre les opposants à la ZLEA, on n'est pas loin de l'apocalypse. Il ne s'agit pourtant que d'un traité commercial dont les conséquences, pour le Canada, seront cent fois moins importantes que l'accord de libre-échange de 1988 avec les États-Unis (en fait, pensez-vous qu'on en parlerait autant si la réunion n'avait pas lieu chez nous?).

Mais ce n'est pas moi qui vais reprocher aux jeunes manifestants qui prennent cette semaine congé d'école d'être mal informés. Quand je pense à toutes les sottises que ma génération a avalées, et pour lesquelles elle a dépensé tant d'enthousiasme juvénile — la grande cause du Vietnam, la formidable révolution culturelle de Mao, la merveilleuse autogestion yougoslave, l'héroïque lutte des Soviets, et j'en passe et des meilleures —, je me dis que franchement, l'humanité a fait des progrès depuis 30 ans, et qu'il est finalement plus intelligent de dénoncer la ZLEA que de se faire les compagnons de route de régimes totalitaires.

**Bibliothèque
et Archives
nationales**

Québec 

La Presse

17 avril 2001

Page A24 manquante